

COUNCIL OF EUROPE

NOS DROITS NOTRE VIE!

Rapport
Semaine de la jeunesse *Enter!*
Strasbourg, 7-11 juillet 2019

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

NOS DROITS NOTRE VIE !

Rapport
Semaine de la jeunesse *Enter!*
Strasbourg, 7-11 juillet 2019



www.coe.int/enter

Rapport

Semaine de la jeunesse *Enter!*

Strasbourg, 7-11 juillet 2019

Les opinions exprimées dans cet ouvrage ne reflètent pas nécessairement les opinions du Conseil de l'Europe.

Les droits de reproduction sont propriété du Conseil de l'Europe.

Aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit ou transmis à des fins commerciales sous quelque forme que ce soit ou par un quelconque moyen – électronique (CD-Rom, internet, etc.) ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage ou de récupération de l'information – sans la permission écrite de la Division des Éditions (publishing@coe.int), Direction de la Communication, du Conseil de l'Europe.

La reproduction des matériels contenus dans cette publication est autorisée à des fins éducatives non commerciales et à la condition que la source soit clairement citée.

Toute correspondance relative à cette publication doit être adressée au Service de la jeunesse du Conseil de l'Europe :

Centre européen de la Jeunesse de Strasbourg
30, rue Pierre de Coubertin
F- 67075 Strasbourg Cedex – France
Mél : youth@coe.int

Crédit des photos : Conseil de l'Europe

Mise en page et conception : Pedro Meca

Imprimé en Hongrie

© Conseil de l'Europe, 2020

Table des matières

6	Préface
8	Introduction
9	Résumé
10	Chapitre 1 • Présentation de la semaine
11	1. A l'origine : la recommandation Enter !
13	2. Objectifs et programme de la Semaine de la Jeunesse Enter !
16	3. Les attentes des participant-e-s
17	4. L'ouverture de la semaine : perspectives croisées des jeunes, des organisations de jeunesse et des institutions
26	Chapitre 2 • Nos droits - Notre vie
27	1. Retours d'expériences de jeunes et d'organisations de jeunesse
29	1.1 Rôle du travail de jeunesse et de l'éducation non formelle
31	1.2 Egalité entre les jeunes femmes et les jeunes hommes
32	1.3 Sports, loisirs et culture
35	1.4 Emploi
38	1.5 Santé et logement
39	1.6 Influence sur les politiques de jeunesse
43	1.7 Non-discrimination
45	1.8 Lutte contre la ségrégation et l'isolement
47	1.9 La participation des jeunes
52	1.10 Education et formation
54	1.11 Information et conseil
58	2. Rencontres avec des organisations locales à Strasbourg : les apports des échanges d'expériences
62	Chapitre 3 • Conclusions de la semaine
63	1. Message des participant-e-s au Conseil de l'Europe
68	2. Propositions des participant-e-s dans la promotion des droits sociaux des jeunes des quartiers défavorisés
70	3. Conclusions des représentant-e-s institutionnel-le-s
76	4. Paroles des participant-e-s
78	Annexes
79	Liste des participant-e-s
88	Le programme de la semaine
91	La recommandation en bref
94	Autres ressources créés pour accompagner la recommandation
95	La semaine en quelques images...



Préface

En juillet 2019, plus de 300 jeunes ont pris possession du Conseil de l'Europe pour la semaine de la jeunesse *Enter!* – Nos droits, Notre vie ! Ils voulaient réexaminer la Recommandation sur l'accès des jeunes des quartiers défavorisés aux droits sociaux et marquer le 70^{ème} anniversaire du Conseil de l'Europe et la présidence française du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

J'ai eu le privilège de participer à certaines des activités organisées cette semaine-là et j'ai pu ressentir la créativité, la vitalité et l'espoir que les jeunes portaient en eux. Ils se sont également livrés à une réflexion saine et critique sur le caractère exceptionnel de la semaine, qui leur donnait l'occasion de participer et d'être consultés sur des processus institutionnels.

Il est pratiquement impossible de faire état d'un événement de jeunesse vivant, d'une grande envergure et aux dimensions profondément interculturelles. Il est plus important de le vivre, d'en faire l'expérience, de s'en pénétrer et de le raconter. Et il est capital aussi d'en conserver le souvenir ! De le faire non pas pour éprouver de la nostalgie et se rappeler certains grands

moments, mais pour rappeler les constatations, les attentes, les conclusions et les recommandations exprimées par ces jeunes et par les animateurs de jeunesse sur la persistance des violations des droits sociaux et humains des jeunes vivant dans des quartiers défavorisés.

La recommandation *Enter!*, adoptée par le Comité des Ministres en 2015, appelle à des politiques nationales pour prévenir et éradiquer la pauvreté, la discrimination, la violence et l'exclusion auxquelles sont confrontés les jeunes des quartiers défavorisés. Elle a eu des effets positifs significatifs dans la vie de beaucoup de jeunes, notamment grâce aux projets et aux programmes de travail de jeunesse mis en place par les organisations de jeunesse et les collectivités locales. Cependant, comme l'affirment les participants à la Semaine de la jeunesse, les réalités de la vie des jeunes sont encore trop souvent marquées par des discriminations multiples, par la privation de droits et par la marginalisation.

En 2019, le Conseil mixte sur la jeunesse a examiné la mise en œuvre de la Recommandation et a conclu qu'elle avait permis une compréhension commune de l'importance des droits sociaux pour les jeunes des quartiers défavorisés, en particulier leur accès aux services. Toutefois, il manque une approche, une attention cohérente aux jeunes des quartiers défavorisés dans de nombreux projets et lieux. Ce qui a été fait est important, mais c'est manifestement insuffisant. La Stratégie 2030 du Conseil de l'Europe pour le secteur jeunesse en tient compte en donnant la priorité au renforcement de l'accès des jeunes à leurs droits.

Les événements de la Semaine de la jeunesse qui sont présentés dans ce rapport n'auraient pas été possibles en 2020 en raison de la crise de Covid-19. Les participants nous ont avertis que les soins de santé de qualité restent inaccessibles en raison de leur

coût élevé et de l'insuffisance d'une offre adaptée aux jeunes dans de nombreux quartiers. Ce n'est là qu'un des points aggravés par la crise qui, inévitablement, aura des effets supplémentaires sur les droits sociaux de beaucoup de jeunes dans de nombreux quartiers défavorisés. Les principes et les mesures de la recommandation *Enter!* restent donc d'une importance majeure pour garantir que les jeunes ne paient pas une nouvelle fois le prix d'une crise et qu'ils restent au centre de l'avenir meilleur à bâtir pour nos droits, notre vie et notre planète.

Snežana Samardžić-Marković

Directrice Générale de la Démocratie

Avril 2020



ENTER YOUTH WEEK! Nos droits Notre vie

Introduction

Ce rapport, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, présente les comptes-rendus des discours et échanges en plénières, les principaux résultats des travaux de groupe et des visites menées dans des structures sociales et associatives de Strasbourg. Il inclut également des extraits d'entretiens réalisés avec des jeunes et des travailleur-euse-s de jeunesse, afin de présenter des initiatives locales qui, dans divers domaines relatifs aux droits sociaux des jeunes, pourront interpeller voire inspirer les lecteur-trice-s.

Que toutes les personnes qui ont contribué à alimenter ce rapport, jeunes participant-e-s, travailleur-euse-s de jeunesse, facilitateur-trice-s, rapporteur-trice-s d'ateliers, membres de l'équipe du Conseil de l'Europe et représentant-e-s d'institutions partenaires, soient ici vivement remerciées.



Résumé

Du 7 au 11 juillet 2019 à Strasbourg, la semaine *Enter!* rassemble environ 320 participant-e-s, jeunes gens, travailleur-euse-s de jeunesse, représentant-e-s institutionnel-le-s, issu-e-s de 43 États membres du Conseil de l'Europe, ainsi que du Kazakhstan, du Canada, du Maroc et de la Tunisie.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet *Enter!* initié en 2009 par le service de la jeunesse du Conseil de l'Europe et en particulier dans le cadre de la révision de la recommandation *Enter!* Cette dernière a été adoptée en 2015 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe pour remédier au fait que les jeunes de quartiers défavorisés sont plus exposé-e-s que les autres à toutes sortes de discriminations, de violences et d'exclusions.

Les objectifs principaux de la rencontre sont les suivants :

- ▶ Analyser comment les États membres mettent en œuvre la recommandation *Enter!* afin de contribuer au processus de révision de la recommandation ;
- ▶ Recueillir des propositions et des conclusions sur les moyens d'améliorer l'accès des jeunes aux Resumes droits sociaux ;
- ▶ Célébrer le 70ème anniversaire du Conseil de l'Europe en associant les jeunes.

Le programme comporte, outre des temps de plénières et des travaux de groupe, des visites d'associations et de centres socio-culturels strasbourgeois incluant des ateliers sur diverses thématiques sociales, ainsi que des temps d'échanges informels et des soirées festives.

Les thèmes abordés tout au long de cette semaine comprennent l'éducation et la formation, l'emploi, la santé, le logement, l'information et le conseil, les sports, les loisirs et la culture, la non-discrimination, le rôle du travail de jeunesse et de l'éducation non-formelle, l'égalité entre les jeunes femmes et les jeunes hommes, la participation des jeunes, la lutte contre la ségrégation et l'isolement, ainsi que l'influence sur les politiques de la jeunesse.

La semaine *Enter!* se conclut notamment par un Message (voir page 62) adressé par les jeunes aux États membres du Conseil de l'Europe, et ce dans la perspective d'une meilleure prise en compte des droits sociaux des jeunes issu-e-s de quartiers défavorisés.





Chapitre 1

Présentation de la semaine

La Semaine de la Jeunesse *Enter!* qui s'est déroulée à Strasbourg du 7 au 11 juillet 2019 a rassemblé environ 320 participant-e-s, jeunes gens, travailleur-euse-s de jeunesse, représentant-e-s institutionnel-le-s, pour échanger, célébrer et réviser la mise en œuvre de la recommandation *Enter!*

1. A l'origine : la recommandation *Enter!*

La recommandation *Enter!*¹ a été adoptée en 2015 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe pour remédier au fait que les jeunes de quartiers défavorisés sont plus exposé-e-s à toutes sortes de discriminations, d'exclusion et de violence.

Cette recommandation s'adresse essentiellement aux gouvernements nationaux. Toutefois, comme elle porte sur la situation des jeunes de quartiers défavorisés, l'accent est principalement mis sur les politiques locales. La recommandation a été élaborée à partir de propositions formulées par des jeunes et des travailleur-euse-s de jeunesse participant au projet *Enter!*

La recommandation *Enter!* propose des mesures politiques dans divers domaines de la jeunesse, de l'éducation et de la politique sociale. La recommandation invite principalement les États membres, dans le but de prévenir et d'éradiquer la pauvreté, la discrimination, la violence et l'exclusion dont sont victimes nombre de jeunes des quartiers défavorisés, à prendre des mesures pour, notamment :

- ▶ Améliorer les conditions de vie des jeunes, par exemple en investissant dans des programmes d'éducation, de formation, d'orientation professionnelle, de soins de santé gratuits et de logement social ;

- ▶ Renforcer l'attractivité et l'accès à des opportunités de formation professionnelle et « d'éducation de la deuxième chance » de qualité. Les jeunes parents (en particulier les jeunes mères) devraient être encouragés à poursuivre ou à reprendre des études ou à trouver un emploi ;
- ▶ Améliorer l'accès des jeunes à un logement abordable, en prenant activement en considération les besoins spécifiques en matière de logement des groupes les plus vulnérables ;
- ▶ Reconnaître que tous les jeunes doivent pouvoir accéder, sur un pied d'égalité, aux infrastructures publiques comme les bureaux de poste, les aires de jeux et les centres socio-culturels ;
- ▶ Adopter des programmes de cours inclusifs, centrés sur l'apprenant-e et tenant compte des différences vécues par les femmes et les hommes, afin de faciliter l'accès des jeunes à une éducation adaptée à leurs besoins ;
- ▶ Apporter un soutien actif aux initiatives des jeunes et de leurs organisations qui participent à la promotion de l'inclusion sociale et luttent contre la stigmatisation et les préjugés ;
- ▶ Encourager les autorités responsables à valoriser le rôle de l'éducation non-formelle, des travailleur-euse-s et des organisations de jeunesse. Les professionnel-le-s du travail de jeunesse et les organisations qui offrent des possibilités d'apprentissage non-formel doivent notamment être soutenus ;

¹ Recommandation CM/Rec(2015)3 sur l'accès des jeunes de quartiers défavorisés aux droits sociaux. Le texte intégral de la recommandation est disponible en dix langues sur le portail Internet du Service de la jeunesse du Conseil de l'Europe : www.coe.int/fr/web/youth/adopted-texts

La recommandation est aussi expliquée avec des exemples dans le manuel « A prendre au sérieux » à télécharger sur :

www.coe.int/enter



- Améliorer l'accès public aux technologies de l'information et aux services de conseils et d'information adaptés aux besoins des jeunes.

La recommandation *Enter!* souligne l'importance du dialogue entre les différentes autorités responsables au niveau local, régional et national. Généralement, les autorités locales et les travailleur-euse-s de jeunesse sont plus proches des communautés et comprennent mieux les besoins spécifiques des jeunes qui y vivent.

En outre, cette recommandation reconnaît que de nombreux-ses jeunes de quartiers défavorisés souhaitent contribuer activement à l'amélioration de leur situation individuelle et à celle de leur communauté.



2. Objectifs et programme de la Semaine de la Jeunesse *Enter!*

2.1 Les objectifs de la Semaine *Enter!*

Les objectifs de la rencontre *Enter!* étaient les suivants :

- ▶ Concourir à la révision de la mise en œuvre de la recommandation *Enter!* à partir des contributions des jeunes et des travailleur-euse-s de jeunesse, fondées sur leurs réalités et leurs attentes concernant l'accès aux droits sociaux ;
- ▶ Discuter et mettre l'accent sur le rôle du travail de jeunesse et des politiques de jeunesse locales dans la promotion de l'accès des jeunes à leurs droits sociaux ;
- ▶ Célébrer le 70^{ème} anniversaire du Conseil de l'Europe, en mettant en lumière l'implication des jeunes et leurs contributions aux droits humains et à la démocratie, dans le cadre des priorités de la présidence française du Conseil de l'Europe ;
- ▶ Développer des propositions pour une action à court et à long terme pour faire progresser l'accès des jeunes aux droits sociaux par le Conseil de l'Europe et les autorités locales et nationales ;
- ▶ Permettre une expérience d'apprentissage inter-culturel reposant sur la créativité et l'interaction avec des jeunes de la ville de Strasbourg.

2.2 La logique du programme


La Semaine *Enter!* devait placer les jeunes au cœur de l'événement. Cependant, le contexte institutionnel de la semaine, le lien avec le Conseil de l'Europe et la Présidence française du Comité des Ministres,

impliquait également une visibilité des institutions, elle-même une condition de réussite de la semaine.

Le dialogue entre les jeunes et les représentant-e-s institutionnel-le-s exigeait un cadre pour la prise de parole et pour l'écoute. Il fallait notamment assurer l'interprétation français/anglais et prendre en compte que tous les jeunes n'aiment pas prendre la parole en public ou ne sont pas à l'aise pour s'exprimer dans l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe. De plus, le cadre très rigide et solennel de l'hémicycle au Palais de l'Europe conditionnait fortement la communication interpersonnelle et le langage non-verbal ou les réactions spontanées. L'équipe en charge de la semaine a tenté de composer avec ces contraintes et a essayé de surmonter ces défis en se tenant à des lignes directrices issues d'années d'expérience lors de rencontres au Centre européen de la jeunesse et notamment lors des deux *Rencontres de jeunesse Enter!* en 2011 et 2015.

Les jeunes au centre du débat

La semaine a démarré avec la prise de parole des jeunes, qui a précédé les interventions des représentant-e-s institutionnel-le-s. Ainsi on s'est assuré que les jeunes étaient au-devant de la scène et que les « adultes importants. » écoutaient avant d'être écoutés à leur tour. On a d'emblée montré que l'on prenait la participation des jeunes au sérieux. On s'est également assuré qu'après chaque intervention en plénière, il y avait un temps accordé aux témoignages, questions ou interpellations des jeunes auprès des expert-e-s ou intervenant-e-s. Les animateur-trice-s des sessions étaient aussi des jeunes – notamment des membres du Conseil consultatif de la jeunesse, et d'autres jeunes rapportaient en plénière les conclusions ou propositions des groupes de travail. Cette visibilité des jeunes dans le programme était complétée chaque matin par de courts montages vidéo permettant de mettre en valeur de



jeunes participant-e-s qui n'avaient pu prendre la parole en plénière. La semaine s'est conclue dans une ambiance de « confusion créative. » les jeunes ayant décidé de manifester silencieusement pendant la prise de parole du Président du Comité des ministres lors de la session de clôture, estimant que les derniers et vrais mots de clôture devaient revenir aux jeunes.

La semaine comme expérience de vie

Même si les objectifs de la semaine ont été fixés et programmés à partir de l'agenda du Conseil de l'Europe (Présidence française, 70^{ème} anniversaire, Recommandation *Enter!*), il était crucial de reconnaître que du point de vue des participant-e-s et organisateur-trice-s les moments institutionnels n'étaient pas les seuls moments importants de la semaine. Une importance particulière a été consacrée à la préparation de tous les autres moments de la semaine : la soirée d'arrivée avec un tournoi de pétanque, les petits groupes de travail formels et informels, les soirées festives ou culturelles. Il était important d'éviter que l'évaluation de la réussite de la semaine se fasse uniquement par l'évaluation des sessions plénières au Palais de l'Europe. Un important travail (souvent non visible) a été mené par les animateur-trice-s ou coordinateur-trice-s des groupes nationaux pour s'assurer que personne ne décrochait du programme ou du groupe. Ainsi les différentes méthodes et approches devaient permettre aux jeunes de s'exprimer selon leurs compétences et leurs envies, que ce soit la danse, la musique, la poésie, l'écriture ou la prise de parole en public.

Dans toute rencontre interculturelle, le vécu personnel, les expériences de vie collective et interpersonnelle, ont le plus grand potentiel pour un apprentissage interculturel profond et marquant. L'émerveillement ou la fascination des jeunes issus de quartiers défavorisés, d'être entendu au sein du Palais de l'Europe, devait s'accompagner par une

valorisation de toute autre forme d'exercice de la citoyenneté et de participation, que ce soit dans un groupe de travail, lors d'une visite de structure associative ou au cours d'une soirée festive.

Prendre l'avis des jeunes au sérieux

Les impressions et le retour des jeunes et de leurs animateur-trice-s sur le niveau de la mise en œuvre de la Recommandation *Enter!* dans leur contexte social et politique constituait le plus important résultat immédiat de la semaine. Pour ce faire, il a été important de donner du temps aux jeunes, de se familiariser avec le texte de la Recommandation, de pouvoir se faire une opinion et d'en débattre avec d'autres avant de se prononcer de façon tranchante ou définitive. C'est ainsi que le programme a d'abord privilégié le partage de vécus (Notre vie) avant d'encadrer ces expériences de vie par le cadre éthique et normatif proposé par la Recommandation *Enter!* (Nos droits). Des moments plus informels au Centre européen de la jeunesse ou pendant les déplacements vers d'autres lieux de rencontre ont également permis ce partage.

L'apport des jeunes sur la Recommandation a pu ainsi être préparé et mis en valeur.

L'implication des jeunes dans la rédaction des conclusions et du Message de la semaine a augmenté de manière progressive, et la plénière finale a été un moment unique où les jeunes se sont appropriés l'agenda et la prise de parole.

Dans la « tradition » et la bonne pratique d'éducatrices aux droits humains il était important de pouvoir mettre en relation les vécus des jeunes, souvent faits de barrières et de discrimination dans leur accès aux droits sociaux, avec les engagements des États membres en matière de droits humains dans le cadre du Conseil de l'Europe.


Valoriser l'implication au niveau local

La recommandation *Enter!* souligne que des jeunes des quartiers défavorisés « souhaitent contribuer à l'amélioration de leur situation et celle de leur communauté. »

Ceci peut paraître une évidence tant cela reflète la réalité de l'immense majorité des jeunes, mais surtout elle met en avant le rôle primordial des collectivités territoriales et des communautés locales dans l'amélioration de l'accès aux droits sociaux. La semaine *Enter!* était un événement à caractère européen rassemblant des jeunes impliqués et préoccupés par des problèmes d'accès aux droits sociaux. Ces problèmes se révèlent surtout au plan local, et c'est d'ailleurs aussi au niveau local qu'ils peuvent être le mieux résolus, que ce soit l'accès aux transports, à la santé, aux loisirs ou à l'éducation.

Il était donc important de mettre en valeur les expériences des participant-e-s mais aussi d'ancrer la semaine dans le tissu social de la ville de Strasbourg où vivent aussi des jeunes et des projets actifs pour un meilleur accès aux droits sociaux. Cet ancrage local était important pour que la semaine ne se soit pas uniquement déroulée dans le « quartier européen. » de Strasbourg capitale de l'Europe, mais au contraire fasse participer la diversité sociale et culturelle de la jeunesse de Strasbourg. Des partenariats ont été réalisés avec des associations et centres de jeunes de Strasbourg pour que des jeunes locaux puissent prendre part au programme de la semaine. Cela a aussi permis aux participant-e-s de se déplacer dans d'autres quartiers de la ville où des ateliers spécifiques se sont tenus. Les ateliers ont abordé les thèmes de la Recommandation tels que participation, prévention de la violence, santé et mode de vie sain. De jeunes artistes strasbourgeois-e-s ont animé la soirée festive qui a clôturé la semaine.





Enfin, 70 empreintes de la semaine ont été réalisées avec des participant-e-s sur les pavés traçant le chemin entre le Centre européen de la jeunesse et le Palais de l'Europe. Ces 70 empreintes (reflet des 70 ans du Conseil de l'Europe) avaient pour but de rappeler aux passants le lien entre le Conseil de l'Europe et les droits humains au quotidien sous le signe de « Nos Droits, Notre vie. »

3. Les attentes des participant-e-s

En amont de la semaine *Enter!* les participant-e-s formulent un certain nombre d'attentes, dont les principales sont les suivantes :

Le réseautage

Les jeunes soulignent en effet l'importance pour elles-eux, à l'occasion de cette Semaine, de nouer des amitiés, de présenter leur réseau et d'engager des collaborations avec d'autres organisations de jeunesse. Est aussi évoquée la volonté d'échanger des idées, d'apprendre des autres, en particulier de découvrir d'autres situations en Europe et de comparer leurs expériences, ainsi que d'expérimenter le travail en équipe.

Les nouvelles expériences et les connaissances

Les participant-e-s souhaitent, à travers cette semaine, développer de nouvelles compétences professionnelles, en particulier dans les champs des droits sociaux et des discriminations et acquérir plus d'expérience dans ces domaines (les ressources manquant pour développer ces compétences dans certains pays). Certain-e-s déclarent vouloir développer leur réseau professionnel dans le secteur du travail de jeunesse. D'autres espèrent pouvoir repartir de Strasbourg avec un projet précis à mettre en œuvre à partir de leurs idées.

Des participant-e-s signalent vouloir apprendre à surmonter les problèmes de bureaucratie qu'ils-elles rencontrent et apprendre à être plus efficaces.

Ils mentionnent également le développement de compétences linguistiques ainsi que l'aide/l'information dans leur parcours professionnel.

Certaines motivations se révèlent plus spécifiques : acquérir des connaissances sur le droit international ainsi que des compétences juridiques, accroître la coopération entre jeunes grâce à l'éducation formelle et non formelle, et apprendre comment développer des compétences en recherche.

L'apprentissage par l'expérience

Des jeunes expriment leur volonté d'en apprendre plus sur les sujets traités dans le programme ainsi que sur le Conseil de l'Europe et ses moyens de promouvoir la recommandation *Enter!* Certain-e-s participant-e-s exposent leur souhait de mettre en place une semaine de la jeunesse dans leur pays d'origine.

La recherche de solutions

Des participant-e-s soulignent l'occasion qui leur est donnée d'observer un réel changement dans leur pays et en Europe, leur volonté de poursuivre leurs objectifs, de trouver de nouvelles idées à mettre en œuvre et d'élaborer des solutions dans le domaine des droits sociaux.

Enfin, d'autres attentes sont mentionnées, telles que : découvrir une nouvelle culture, mieux connaître ses droits et soutenir l'accès aux droits, avoir voix au chapitre et avoir un impact.

4. L'ouverture de la semaine : perspectives croisées des jeunes, des organisations de jeunesse et des institutions

La cérémonie d'ouverture accueille participant-e-s et intervenant-e-s au sein de l'hémicycle de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Les trois objectifs principaux de la semaine sont présentés :

- ▶ Analyser comment les États membres mettent en œuvre la recommandation *Enter!* afin de contribuer au processus de révision de la recommandation ;
- ▶ Célébrer le 70ème anniversaire du Conseil de l'Europe en associant les jeunes ;
- ▶ Recueillir des propositions et des conclusions sur les moyens d'améliorer l'accès des jeunes aux droits sociaux.

En clôture de la semaine, un message sera adressé au Conseil de l'Europe par les participant-e-s. Une première ébauche sera proposée le mardi. Les participant-e-s seront ensuite invité-e-s à proposer ce qu'elles-ils pensent être important, notamment via un mur de messages et une boîte à suggestions. Le groupe de préparation de l'événement est chargé de rédiger ce message en intégrant les diverses propositions. Ce message sera finalisé jeudi matin pour être présenté l'après-midi en plénière. Il pourra dès lors être porté par les participant-e-s, de retour dans leurs pays respectifs, auprès des jeunes avec lequel-le-s elles-ils travaillent, des autorités locales, etc.

L'équipe de Coyote Magazine, qui célèbre ses 20 ans d'existence, se présente alors : elle est née d'un partenariat entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. L'équipe prépare une édition spéciale sur cette semaine et invite les participant-e-s à s'exprimer via une boîte à contributions.

4.1 Témoignages personnels de jeunes participant-e-s d'*Enter!*



Alex THOMAS et Amber THOMAS - TR14ers
Community Dance Charity, Royaume-Uni

TR14ers a été créée à Camborne, au Royaume-Uni, en 2005, par la police locale afin de protéger les enfants et les jeunes de la violence et de l'exclusion. Cette organisation propose des cours de danse gratuits chaque semaine aux enfants et aux jeunes. Dès l'âge de 10 ans, les enfants peuvent devenir des animateur-trice-s et enseigner leurs chorégraphies à d'autres enfants. A 16 ans, les jeunes ont la possibilité d'entrer dans le Conseil d'administration et ainsi de prendre part à la direction de la structure.

Ce projet permet aux jeunes d'accéder à une meilleure condition physique, de nouer de nouvelles relations et d'enseigner la danse les un-e-s aux autres. Il leur donne en outre la confiance de prendre des responsabilités, de diriger, d'avoir de l'influence sur les décisions, et d'accéder ainsi à une meilleure santé émotionnelle.

Afin d'illustrer leur propos, Alex THOMAS et Amber THOMAS proposent à l'ensemble du public et des intervenant-e-s de prendre part à une danse simple, inclusive, directement depuis leur siège.



Adil TOUILE et Zaid NAIMI, MOVE - Molenbeek Vivre Ensemble, Belgique

Le projet de MOVE consiste à donner une autre image de Molenbeek, en créant des activités pour les jeunes, au sein de Maisons de quartier et d'autres espaces publics - en particulier les parcs - de la commune. Les jeunes de MOVE proposent ainsi des animations ludiques et sportives « pour éviter que les plus jeunes restent dehors à ne rien faire » et prévenir la délinquance. En outre, ils organisent des repas multiculturels sur la place communale, ouverts à tous publics.



Carmen Daniela CHESNIOU et Adrian Ionut FLOREA, ADAPTO - Asociația pentru Promovarea Egalității între Tineri, Roumanie

ADAPTO mène cinq types d'activités dans la ville de Constanța : des campagnes de sensibilisation aux questions de l'accessibilité ; des présentations dans les établissements scolaires portant sur les interactions avec les personnes en situation de handicap ; un comité sur l'accessibilité réunissant des représentants de la Mairie et des personnes en situation de handicap ; un jeu de piste - MobiQuest - destiné à attirer l'attention du public sur les questions de mobilité en fauteuil ; enfin, la traduction en roumain de la recommandation *Enter!*

4.2 Témoignages institutionnels



Gabriella BATTAINI-DRAGONI - Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe

Gabriella BATTAINI-DRAGONI commence son intervention par rappeler que la Charte Sociale Européenne définit nos droits sociaux, qui sont, à l'instar des droits humains, universels, indivisibles et interdépendants. Elle évoque à cet égard le droit à un habitat décent, à une éducation de qualité, à des soins de santé adéquats, à une sécurité sociale, à l'emploi et à la protection contre la pauvreté, en particulier pour les enfants et les jeunes. La Secrétaire Générale adjointe souligne que ces droits sont les premières nécessités pour chaque

« chaque jeune personne devrait pouvoir envisager le futur avec confiance »

individu afin de vivre une vie décente, digne et offrant de multiples possibilités. Elle ajoute que la Charte Sociale Européenne prévoit une procédure de réclamation collective.

En 2015, le Comité des ministres a adopté une recommandation claire, stipulant que l'accès aux droits sociaux constitue un pré-requis pour une participation active et citoyenne de tous-tes les jeunes. Ce document reconnaît que les jeunes issu-e-s de quartiers défavorisés sont plus vulnérables à toutes sortes de risques, notamment une mauvaise santé physique et mentale, la toxicomanie, l'automutilation, la violence, la discrimination et l'exclusion. Cette recommandation s'est fait connaître comme la recommandation *Enter!*

Gabriella BATTAINI-DRAGONI précise que les participant-e-s sont ici pour examiner les progrès qui ont été effectués, pour identifier les freins qui subsistent et échanger des idées pour trouver la voie à suivre. Ceci, en tenant compte du fait que les manières dont les personnes défavorisées perdent l'accès à leurs droits ont changé, sous l'effet du temps partiel, d'une économie instable, des algorithmes et de l'intelligence artificielle. Elle signale également la situation particulière vécue par les jeunes migrant-e-s et réfugié-e-s. Ce sont quelques-uns des défis qui ont émergé ou crû ces dernières années, selon elle, et qui touchent fortement les plus jeunes. Or, beaucoup de jeunes issu-e-s de quartiers défavorisés sont motivé-e-s pour contribuer à l'amélioration de leur propre situation et de celle de leur communauté.

Gabriella BATTAINI-DRAGONI conclut son intervention en rappelant le slogan de la rencontre : « Nos

droits. Notre vie. » et en précisant que transformer ces mots en expérience vécue pour les jeunes défavorisé-e-s ne constitue pas seulement un défi, mais aussi une obligation. Chaque jeune personne devrait pouvoir envisager le futur avec confiance, conclut Gabrielle BATTAINI-DRAGONI.



Nawel RAFIK-ELMRINI - Adjointe au Maire de la Ville de Strasbourg

Nawel RAFIK-ELMRINI souligne le fait que cette semaine se tient au cœur d'une année « passionnément européenne », marquée par les 70 ans du Conseil de l'Europe, le niveau de participation inédit chez les jeunes aux élections européennes de mai dernier et qu'elle se déroule dans le cadre de la présidence française du Comité des ministres.

L'accès des jeunes de tous les horizons aux droits sociaux est un défi européen, qui tient à cœur la Ville de Strasbourg, assure-t-elle. Elle évoque plus particulièrement la question de l'engagement civique et citoyen de la jeunesse. En effet, la participation

historique des jeunes lors des dernières élections européennes témoigne selon elle d'une volonté de s'engager, « d'agir plutôt que subir, se mobiliser plutôt que laisser les autres décider à sa place. » Elle ajoute : « permettre à cette jeunesse de s'engager, de faire entendre sa voix est la priorité numéro un de notre ville. » Ceci se concrétise notamment via l'Évènement européen de la jeunesse (European Youth Event) qui rassemble plus de 10 000 jeunes tous les deux ans pour travailler sur l'avenir de l'Europe. La Ville de Strasbourg a également investi sur le Service Civique et le Service Volontaire Européen. Elle s'est engagée depuis plusieurs années dans le développement de missions d'intérêt général qui sont autant de tremplins vers l'emploi et qui permettent d'acquérir de nouvelles compétences et de l'expérience.

Le défi de l'accès des jeunes aux droits sociaux ne pouvant être relevé sans une coopération étroite entre les institutions et les acteur-trice-s de la société civile, plus d'une dizaine de partenaires locaux, engagé-e-s dans de nombreux champs d'action, ont été associé-e-s à cette semaine.



Anja Olin PAPE - Présidente du Conseil mixte pour la jeunesse

Anja Olin PAPE introduit son intervention en expliquant que le Conseil mixte pour la jeunesse rassemble des représentant-e-s de gouvernements et d'associations de jeunesse et permet de développer le travail du Conseil de l'Europe sur la jeunesse.

Son engagement personnel a été motivé par l'attaque perpétrée sous ses yeux sur l'île d'Utoya, en Norvège, en 2011, dans le cadre d'un rassemblement de jeunes adhérent-e-s du parti travailliste. Selon elle, cette attaque visait les fondements d'une société libre et ouverte où les jeunes gens disposent d'espaces sûrs et s'organisent, rêvent, agissent pour une société meilleure et s'engagent en tant que citoyen-ne-s actif-ve-s. Cet événement rappelle que les luttes sont réelles et qu'il s'agit de concevoir comment nos sociétés doivent fonctionner, et ce dès à présent. Elle insiste sur le rôle des

*« d'agir plutôt que subir, se mobiliser plutôt que laisser les autres décider à sa place »
« permettre à cette jeunesse de s'engager, de faire entendre sa voix est la priorité numéro un de notre ville »*

*« les jeunes apprennent en effet à prendre part aux fondements d'une démocratie effective »
« je suis convaincue que le Conseil de l'Europe a plus besoin des jeunes, que les jeunes du Conseil de l'Europe »*

jeunes et des organisations de jeunesse pour faire vivre une démocratie. Dans les organisations de jeunesse, explique-t-elle, les jeunes apprennent en effet à prendre part aux fondements d'une démocratie effective, notamment via la co-décision en matière de budgets, le système électif, la prise de responsabilités ainsi que le développement d'activités et de projets.

Anja Olin PAPE souligne le caractère unique du secteur jeunesse du Conseil de l'Europe en matière de méthodes de co-gestion. Il s'agit, selon elle, du système démocratique le plus avancé au monde s'agissant de travail mené dans une organisation internationale, à large échelle, avec des jeunes et des organisations de jeunesse. La force du secteur de jeunesse est ainsi d'impliquer les jeunes dans les processus de décision et de recueillir leur expertise ainsi que leurs connaissances. Elle précise que l'enjeu est bien de traduire les politiques dans la pratique, dans la réalité.

« Nul autre secteur du Conseil de l'Europe ne peut se prévaloir de milliers de citoyen-ne-s travaillant sur la mise en œuvre de ses recommandations, et ce avec passion, implication et engagement. »

Elle ajoute que la révision de la recommandation *Enter!* est vitale et que les voix et expériences des

participant-e-s sont des guides pour aller dans la bonne direction.

« Je suis convaincue que le Conseil de l'Europe a plus besoin des jeunes, que les jeunes du Conseil de l'Europe. »

Elle rappelle que les trois derniers mois ont été marqués par une intensification des discussions concernant la crise diplomatique, démocratique et financière du Conseil de l'Europe. La reconstruction sera longue, estime-t-elle, et nécessitera d'associer les citoyen-ne-s européen-ne-s, en particulier les jeunes. La crise est à présent terminée mais rappelle que l'on ne peut jamais considérer ses droits comme acquis. Enfin, elle interpelle le public par ces mots : « Vous n'êtes pas le futur du Conseil de l'Europe, vous êtes les acteur-trice-s du changement qui apportez la légitimité à cette organisation. »

*« vous n'êtes pas le futur du Conseil de l'Europe, vous êtes les acteur-trice-s du changement
qui apportez la légitimité à cette organisation »*



Gabriel ATTAL - Secrétaire d'État auprès du Ministre français de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse

Gabriel ATTAL précise d'emblée que cet événement trouve un écho particulier cette année, marquée par les 70 ans du Conseil de l'Europe, dont la France préside le Comité des ministres depuis le 17 mai et ce jusqu'en novembre 2019.

Dans le cadre de cette présidence, la France s'est fixée trois priorités : préserver et renforcer les conquêtes du Conseil de l'Europe en matière de protection des droits humains ; promouvoir le vivre-ensemble ; adapter le Conseil de l'Europe à son époque en apportant des réponses aux nouveaux défis posés aux droits humains et à l'État de droit.

Le Secrétaire d'État rappelle que le Conseil de l'Europe pousse les États membres à respecter une stricte exigence démocratique. Il ajoute que, conserver des lieux de dialogue et de travail commun, est indispensable en ces temps de replis.

Les jeunes se mobilisent pour le climat - par-delà les frontières - et défendent des causes qui sont devenues générationnelles. C'est pourquoi les jeunes ont toute leur place dans le multilatéralisme et le Conseil de l'Europe est à cet égard exemplaire. L'enjeu de la Semaine de la jeunesse *Enter!* est, selon Gabriel ATTAL, de donner la parole, d'écouter, d'écrire ensemble des solutions pour aujourd'hui, pour demain. C'est une priorité au niveau européen et en France. En effet, explique-t-il, depuis près de deux décennies, la France a une tradition de consultation et d'inclusion de la jeunesse dans la construction des politiques publiques à travers le Comité d'orientation des politiques de jeunesse et le Conseil national de vie lycéenne, mobilisé notamment sur la question du climat.

Le Secrétaire d'État se réjouit que l'Union Européenne ait placé au cœur de sa stratégie jeunesse 2019-2027 le principe d'information de la jeunesse et le dialogue structuré. La parole des jeunes compte parce que les jeunes sont l'avenir. Mais, déplore-t-il, dire que les jeunes sont l'avenir implique souvent qu'on attende avant de les associer aux décisions. Il précise : « Les jeunes sont aussi et surtout le présent. » Elles-ils ont en effet vocation dès aujourd'hui à prendre des responsabilités, à participer à la prise de décision au niveau national, au niveau européen, au niveau mondial. Les jeunes ne doivent pas attendre avant de pouvoir décider.

La France applique les principes de la recommandation *Enter!* et s'engage pour assurer une justice sociale pour tous-te-s les jeunes, où qu'elles-ils vivent. L'éducation et l'engagement sont, selon Gabriel

*« dire que les jeunes sont l'avenir implique souvent qu'on attende avant de les associer aux décisions »
« les jeunes ne doivent pas attendre avant de pouvoir décider »*

« *c'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le monde à température normale* »

ATTAL, deux facteurs essentiels pour faire vivre cette justice sociale. La France met en place des moyens humains et matériels pour l'éducation dans les quartiers prioritaires : dédoublement des classes en début de scolarité, volonté d'expérimenter des cités éducatives, éducation à la citoyenneté, lutte contre le décrochage scolaire... L'engagement est également reconnu comme fondamental dans l'émancipation et la construction individuelle des jeunes mais reste encore trop marqué socialement. Le Secrétaire d'État croit dans les dispositifs de service civique et de service national universel pour permettre à tous-te-s les jeunes de mesurer leur utilité sociale.

En outre, il s'agit de faire en sorte que chaque dispositif de droit commun soit accessible à ses jeunes habitant-e-s, souvent éloigné-e-s des services publics. Accéder à ces droits, c'est d'abord avoir accès à l'information, rappelle-t-il, puisqu'en France un-e jeune sur cinq ne recourt pas à ses droits. D'où l'importance du réseau d'information jeunesse et de la lutte contre les discriminations pour que chaque jeune, où qu'il-elle vive, bénéficie des mêmes chances d'accès aux études supérieures et notamment aux grandes écoles, aux formations professionnelles, à l'emploi. Depuis novembre 2018, des opérations de testing, de jumelages et des actions associatives sont menés. Il souligne le rôle primordial joué par le secteur associatif dans la cohésion des territoires et l'émancipation des habitant-e-s.

La parole des jeunes est indispensable pour l'équilibre de ce qui se dit et ce qui se décide dans le monde, conclut le Secrétaire d'État, qui cite George Bernanos : « C'est la fièvre de la jeunesse qui maintient le monde à température normale. »

4.3 Echanges avec le public

Une participante de France explique faire partie d'un réseau de 150 structures - associations et entrepreneur-e-s - en Guadeloupe. Elle est surprise de constater que tout ce qui est cité dans la recommandation *Enter!* est déjà mis en place par ces acteur-trice-s sur le terrain depuis plus de 15 ans, même si les moyens locaux ne leur permettent pas forcément de bien fonctionner.

Une étudiante de Tunisie témoigne de la grande motivation des jeunes maghrébin-e-s à « être comme les jeunes en Europe », et de leur aspiration à la démocratie. Les droits humains sont fondamentaux mais, reconnaît-elle, très difficile à mettre en pratique. Elle interpelle le panel : « Comment la recommandation *Enter!* peut-elle être pratiquée dans les pays non européens ? »

Un migrant de Guinée-Conakry vivant en France prend la parole. Il a quitté la Guinée-Conakry, traversé la Méditerranée pour rejoindre la France. « Toute la jeunesse africaine veut vivre comme la jeunesse européenne », explique-t-il, c'est-à-dire « dans la démocratie, la liberté, l'égalité, la fraternité. » Il rappelle le rôle essentiel des associations dans l'accueil des personnes migrantes.

Un participant de France reconnaît l'intérêt des discours en ce qu'ils prônent le fait de vouloir donner la parole aux jeunes, vouloir les impliquer. Néanmoins, déclare-t-il, « Les jeunes ne veulent plus qu'on leur donne la parole. Ils veulent qu'on leur donne le pouvoir. Le pouvoir de faire des choses, de s'exprimer librement, sur tous les territoires. »

Il regrette également une « certaine hypocrisie » à parler d'égalité, notamment au regard de la situation vécue par les habitant-e-s des zones rurales, où il y a, dit-il, « une rupture d'égalité réelle. »

Un participant de Pologne déplore qu'il n'existe pas de travail de jeunesse en Pologne. Il demande au panel : « Comment s'assurer que la recommandation est prise en compte ? »

Un participant d'Ukraine explique que nombre de jeunes en Ukraine souhaitent participer à la prise de décisions qui vont concerner leur futur et qu'une autre partie de la jeunesse ne connaît pas ses droits. Il déplore l'absence d'accès à une éducation politique. Il interroge les représentant-e-s institutionnel-le-s : « Comment rassembler plus de jeunes, leur faire comprendre qu'ils ont certains droits, qu'ils peuvent changer des choses pour eux-mêmes ? Actuellement, en Ukraine, les adultes choisissent tout pour les jeunes. »

4.4 Conclusion des représentant-e-s institutionnel-le-s

Anja Olin PAPE rappelle que le Conseil mixte de la jeunesse s'efforce de faciliter le développement du travail de jeunesse. Mais au final c'est aux États membres de s'assurer que la recommandation est mise en œuvre. Et que c'est à nous de leur demander des comptes.

Nawel RAFIK-ELMRINI exhorte le public à ne pas oublier l'échelle locale, dans le cadre de la co-construction des politiques publiques, et notamment sur la question de la jeunesse, qui est

transversale. Elle encourage les jeunes à s'engager dans les associations ainsi que les dispositifs existants et à se rapprocher des représentant-e-s des municipalités. Elle-même représente la Ville de Strasbourg au Congrès des pouvoirs locaux, qui est une instance du Conseil de l'Europe qui réunit des délégations des villes et des régions des 47 États membres. Les délégations étant sensibilisées à la recommandation *Enter!*, elle invite les participant-e-s à faire remonter aux autorités locales leurs besoins, de même que leurs difficultés et leurs contraintes dans la mise en œuvre de cette recommandation.

Concernant la Tunisie, Nawel RAFIK-ELMRINI cite l'exemple de la coopération existant entre les municipalités de Strasbourg et de Kairouan, avec l'appui du Conseil de l'Europe. Depuis 5-6 ans, explique-t-elle, la Semaine arabe de la démocratie locale qui se déroule à Kairouan, en Tunisie, fait dialoguer autorités locales, citoyen-ne-s et associations autour du thème de la démocratie locale.

Gabriel ATTAL adresse un message particulier aux jeunes venant de pays dont la voix de la société civile a moins de marge de manœuvre pour s'exprimer. « Votre combat est absolument fondamental, pas uniquement pour la jeunesse, mais tout simplement pour la démocratie, pour les libertés fondamentales dans votre pays. »

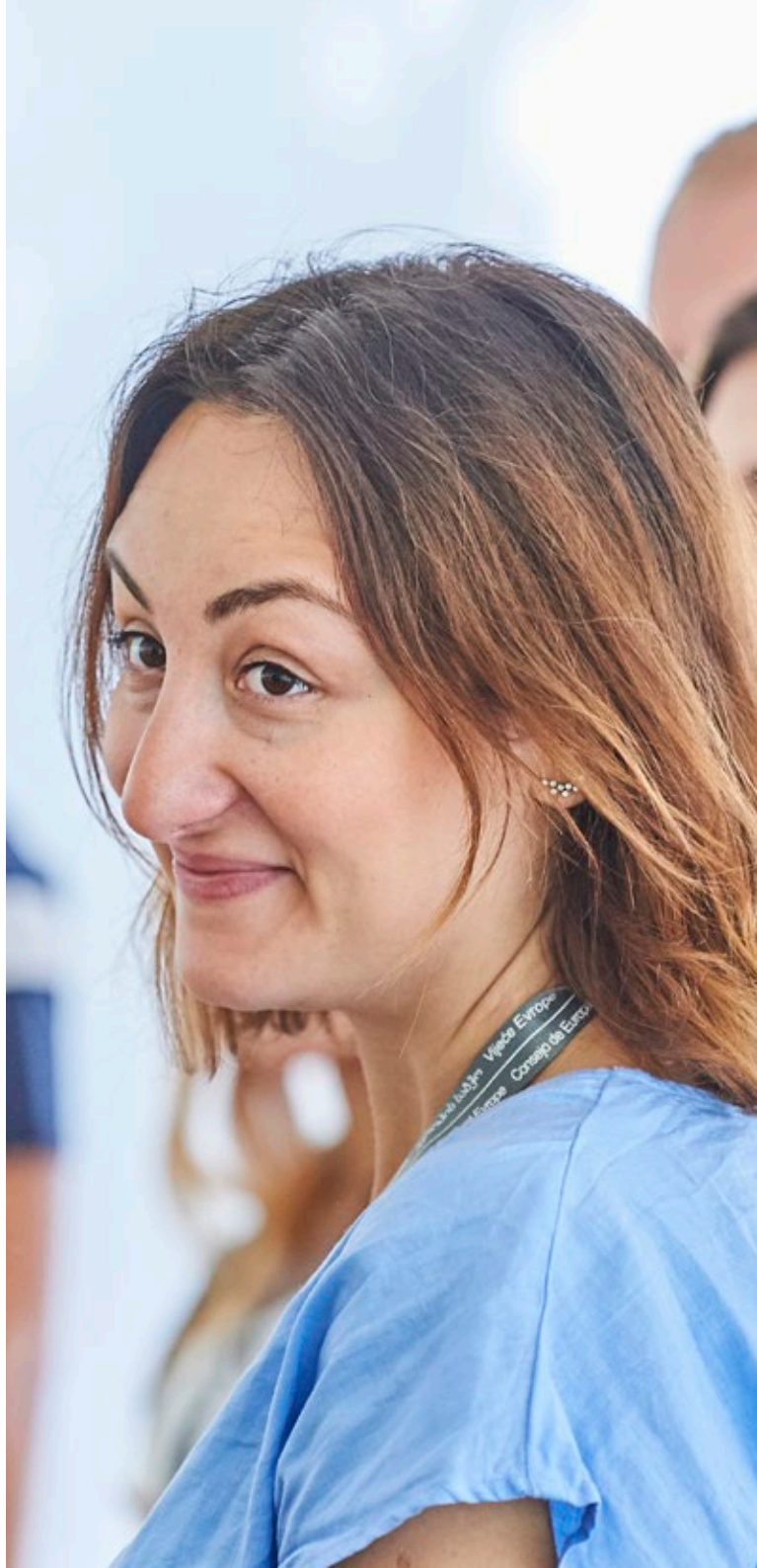
Il ajoute que « justement, les jeunes doivent prendre le pouvoir. » Selon lui, elles-ils doivent en effet investir les associations, les partis politiques, se présenter aux élections, s'engager dans le service civique, ... Il voit un signe positif dans la participation inédite des jeunes Français-es aux élections européennes. Son

« une école extraordinaire de démocratie et de participation »

rôle est dès lors de soutenir leur engagement à travers le développement de dispositifs.

Gabriella BATTAINI-DRAGONI rappelle qu'en 1972 le Conseil de l'Europe a ouvert le Centre Européen de la Jeunesse à Strasbourg. Elle y est arrivée en 1976 pour travailler dans le secteur jeunesse. « C'était une école extraordinaire de démocratie et de participation. » Elle se réjouit que, depuis, ait été préservée la méthode de co-gestion. Elle ajoute qu'un deuxième centre a été ouvert à Budapest, et assure : « On a deux écoles internationales d'apprentissage de la participation, de la citoyenneté démocratique. » Ce sont des lieux de débats, où de nouvelles idées émergent. Elle conclut en énonçant son rêve : qu'il existe des centres similaires dans chacun des États membres, où les jeunes puissent se rassembler, réfléchir, proposer et innover.

Elle explique également, que le Conseil de l'Europe coopère avec la Tunisie dans le cadre d'un plan d'action, afin de favoriser les réformes entreprises depuis plusieurs années dans le pays et afin que la démocratie y devienne « irréversible. » Le Conseil de l'Europe ne travaille en effet pas seulement pour ses États membres. Il est notamment sensible à ce qui se passe dans le pourtour méditerranéen, assure-t-elle. La Secrétaire Générale adjointe s'engage à reprendre les propositions concrètes qui émergeront et à les porter à la connaissance des autorités tunisiennes afin de conseiller la prise en compte de la dimension jeunesse dans le plan d'action.



Chapitre 2

Nos droits - Notre vie



1. Retours d'expériences de jeunes et d'organisations de jeunesse

Lors de la Semaine *Enter!*, les participant-e-s sont amené-e-s à échanger dans des groupes multiculturels, sur leurs vies et sur leurs droits sociaux. Les réflexions suivantes émanent de ces discussions.

Leurs vies

Le lundi après-midi, les participant-e-s échangent sur ce qui est important dans leurs vies. Elles-ils expriment ce qu'elles-ils souhaitent pour leur environnement, pour vivre une vie épanouissante et qui a du sens.

Parmi les points qui émergent, on peut citer les suivants : l'accès à des soins de santé, un toit, de la nourriture, l'éducation, l'égalité des genres, un équilibre entre les niveaux émotionnel et professionnel, la définition d'objectifs de vie, un travail que l'on aime, la participation citoyenne, des activités de loisirs, la gestion du temps, la socialisation avec de nouvelles personnes, une libre communication, le partage d'idées, l'estime de soi, l'empathie, l'humilité, la confiance, la sécurité, une croissance constante de leur esprit et un développement de leur personnalité.

Pour mener cette vie, elles-ils reconnaissent avoir besoin d'énergie et de découvrir leurs forces intérieures et leur environnement. Le rôle de la famille et des ami-e-s est souligné, soutenant l'idée que l'entourage des jeunes joue un rôle clé dans leur développement personnel. Grâce à cela, elles-ils estiment pouvoir changer les choses et avoir un effet dans la vie réelle, contribuer en tant qu'individus et en tant que travailleur-euse-s sociaux-ales, pour rendre ce monde meilleur.

Retours sur le processus de révision de la recommandation *Enter!*

En 2016, le Conseil mixte sur la jeunesse adopte une stratégie pour accompagner la mise en œuvre de la recommandation *Enter!* par les États membres. Il prévoit également une première révision de cette mise en œuvre pour 2019, visant à examiner les mesures prises par les États membres, les projets et initiatives conduits par les organisations de jeunesse, les stratégies et/ou projets menés par ou avec les autorités locales, ainsi qu'une analyse de bonnes pratiques.

Le processus de révision s'appuie sur des données et des contributions de tous-tes les partenaires concerné-e-s par la recommandation, via une enquête, une recherche documentaire et des entretiens. La Semaine *Enter!* constitue à cet égard un temps fort de ce processus de révision. En effet, à cette occasion, Miguel Angel GARCÍA LOPEZ, évaluateur, présente les principaux résultats de l'enquête conduite, auprès de jeunes et de travailleur-euse-s de jeunesse, d'une part, de représentant-e-s d'autorités locales d'autre part.

La semaine *Enter!* constitue également une importante occasion de recueillir des réactions des diverses parties prenantes, via des groupes de consultation.

Suite à la présentation, en plénière, de l'enquête menée par l'équipe d'évaluation, les participant-e-s échangent leurs impressions. Pour certain-e-s, le manque de participation des décideur-euse-s à l'enquête reflète le manque de coopération entre le secteur jeunesse et le secteur gouvernemental, et le manque d'intérêt des décideur-euse-s pour le sujet. Les jeunes en concluent que leurs problèmes se trouvent peut-être en bas des agendas politiques. Les participant-e-s ont l'impression que celles et ceux qui peuvent produire du changement, qui ont le pouvoir de faire quelque chose pour la jeunesse, n'ont pas répondu présent-e-s.

« tous les droits sont liés »

Certain-e-s participant-e-s soulignent que la recommandation a été adoptée en 2015, et qu'en 5 ans les jeunes ont beaucoup changé, alors que la recommandation, elle, n'a pas changé. L'idée est lancée de rendre la recommandation encore plus pratique, en intégrant les meilleures pratiques pour une meilleure utilisation dans le travail de jeunesse.

Certain-e-s participant-e-s expliquent avoir cessé de remplir l'enquête par manque d'information sur la recommandation *Enter!*, par difficulté à comprendre le langage technique et parce que les questions ne paraissaient pas adaptées au milieu rural. Elles-ils ont aussi souligné leur manque de connaissances sur les problématiques ou la situation précise de leur pays, ayant souvent rempli l'enquête en fonction de leurs « propres perceptions » et non « d'informations officielles. »

Ce qui leur paraît le plus surprenant est que 40% des répondant-e-s ne savaient pas quoi répondre et que les ONG qui ne coopèrent pas avec les gouvernements partagent les valeurs d'*Enter!* plus que celles qui coopèrent avec eux.

Certain-e-s participant-e-s en concluent que « ce qu'on fait avec les recommandations ne correspond pas aux attentes des jeunes. » Dès lors, « notre travail

est de concrétiser les recommandations à travers tous nos pas. »

Leurs droits

Dans le prolongement de cette présentation et des échanges en plénière, les jeunes se penchent plus particulièrement sur une série de droits sociaux. Comme l'indique un-e participant-e, « tous les droits sont reliés. » C'est justement cette interdépendance des droits qui peut compliquer leur accessibilité. Ainsi, un bas salaire peut conduire à un logement surpeuplé et peu salubre, ce qui peut induire une santé précaire, une éducation insuffisante, d'où l'obtention à terme d'un emploi précaire à faible revenu, etc. Un-e participant-e reconnaît : « La plupart des participant-e-s n'avaient pas l'information de base sur la recommandation *Enter!* et sa mise en œuvre, mais c'était impressionnant de voir comment elles-ils se sont impliqué-e-s pour obtenir plus d'information en un temps très réduit et leur volonté de trouver des solutions pour surmonter ce manque d'information et produire des recommandations pour améliorer le processus. »

Une participante française témoigne de l'intérêt de ce processus : « On rencontre des jeunes de partout et en fait on partage l'expertise et on voit que ce que l'on fait, ce que l'on vit, on n'est pas les seul-e-s à le

*« la plupart des participant-e-s n'avaient pas l'information de base sur la recommandation Enter!...
... mais c'était impressionnant de voir comment elles-ils se sont impliqué-e-s pour obtenir plus d'information
en un temps très réduit et leur volonté de trouver des solution »*

« le travail de jeunesse est synonyme de travail non payé ou de volontariat et cela n'est pas attirant »

vivre en fait. Il y a d'autres qui rencontrent les mêmes problématiques que nous, dans d'autres pays, et franchement c'est sympathique. »

1.1 Rôle du travail de jeunesse et de l'éducation non formelle

Les participant-e-s s'interrogent sur ce que signifie pour elles-eux le travail de jeunesse. Parmi les éléments qui émergent figurent les points suivants : « changer le monde une personne à la fois » ; « permettre aux jeunes de développer des compétences relationnelles » ; « adultes et jeunes travaillant ensemble, apprenant et trouvant des solutions aux problèmes. » En comparaison avec l'enseignement formel, le travail de jeunesse est fondé sur l'apprentissage non formel, ce qui signifie « plus de liberté et d'indépendance », « ne pas avoir à se conformer à un programme imposé par l'État » et « offrir un espace. » Ainsi, expliquent des participant-e-s, « un-e travailleur-euse de jeunesse est quelqu'un-e à qui vous pouvez parler facilement, même de sujets tabous, sans se soucier que ce sujet puisse affecter votre note ou votre statut social. »

L'éducation formelle enseigne « les bases de l'histoire, de la géographie, etc. » alors dans que le travail de jeunesse il s'agit de « découvrir le monde et soi-même. » Ce dernier est parfois plus efficace dans l'acquisition de compétences pratiques dès lors que les bases sont acquises. Le travail de jeunesse « met l'accent sur l'empathie et l'intelligence émotionnelle. »

Les jeunes relèvent des défis dans ce domaine. Dans un certain nombre de pays, le travail de jeunesse n'est pas reconnu par les gouvernements et/ou dans

les politiques de jeunesse, ses résultats sont donc limités. En outre, les jeunes déplorent un manque de moyens matériels, en particulier de centres de jeunesse, ainsi qu'un manque de fonds. Ils regrettent le peu d'alliances entre le corps enseignant, les travailleur-euse-s de jeunesse et les autorités locales.

Enfin, le travail de jeunesse est « synonyme de travail non payé ou de volontariat et cela n'est pas attirant. »

Recommandations

Les participant-e-s font dès lors les recommandations suivantes :

- Les États devraient investir de manière durable dans le travail de jeunesse, tant financièrement que par une implication active ;
- Promouvoir une approche intersectorielle du travail de jeunesse, impliquant tous-tes les acteur-trice-s de la jeunesse et de l'éducation (autorités, société civile, établissements scolaires et universitaires) ;
- Faire connaître le travail de jeunesse au sein des établissements scolaires ;
- Encourager la reconnaissance professionnelle des compétences acquises dans le cadre de l'éducation non formelle (à Hambourg, les jeunes engagé-e-s dans des activités extra-scolaires reçoivent des crédits pour entrer à l'université) ;
- Explorer les potentialités du travail de jeunesse digital, du travail de jeunesse « mobile » et du travail de rue ;

- ▶ Promouvoir des études universitaires du travail de jeunesse afin d'assurer sa qualité et son expertise ;
- ▶ Encourager l'indemnisation du bénévolat/volontariat.

Une initiative locale pour encourager l'empouvoiement des jeunes :

4motion - Mehdi MRIBAH – Luxembourg

Mehdi MRIBAH est travailleur de la jeunesse depuis maintenant 4 ans au Luxembourg. Comme il n'a pas trouvé de formation pour devenir travailleur de la jeunesse, il s'est outillé en participant à divers événements. C'est ainsi qu'il a pris part au lancement de la troisième promotion de professionnel-le-s formé-e-s à la recommandation Enter ! en 2017 à Budapest, puis l'année suivante à Strasbourg.

Contrairement à ses collègues qui devaient créer un projet, Mehdi avait déjà un projet qui fonctionnait depuis un an et qui allait entamer sa deuxième année. « Tous ces jeunes ont été formés par mon organisation à aller à la rencontre d'autres jeunes et à les former ou bien à animer avec eux des activités pour la promotion de la diversité. Et ils sont tous des nouveaux arrivants au Luxembourg. Ils travaillent avec des activités de l'éducation non formelle. Ils vont dans des classes, dans des écoles, des maisons de jeunes, dans des grands événements de jeunesse au Luxembourg. Ce sont des jeunes que l'on a recrutés dans des classes. C'est moi et mes collègues qui animions les ateliers au départ et dès qu'on a eu assez de jeunes et qu'on les a formés, on était plutôt là pour gérer les ateliers, mais c'était ces jeunes-là qui animaient. Et donc il y a un Syrien, un Afghan, un Congolais, une Cap-Verdienne, un Portugais et un Français. C'est vraiment un groupe super mélangé. Ils sont maintenant 50. »

Parmi les 50, 4motion a dû choisir 7 jeunes seulement pour participer à la rencontre Enter ! Les 7 qui ont

été sélectionné-e-s sont les 7 qui ont animé le plus d'activités pendant l'année. « C'était aussi pour nous une façon de récompenser leur engagement et de leur montrer que ce qu'ils font au Luxembourg, d'autres le font peut-être ailleurs. C'est pour valoriser leur engagement. »

Le projet en question est un projet d'intégration qui est financé par l'Europe, par le fond AMIF (Asylum, Migration and Integration Fund). « Cet événement-là, je voulais aussi qu'il soit un peu une clôture officielle pour nous. Le projet AMIF s'arrête parce que c'était prévu au départ : 2016-2019. »

Dans le projet, il était aussi question de donner le pouvoir aux jeunes pour qu'elles et eux-mêmes montent leurs projets. « C'est très joyeux, très agréable de donner des ateliers. Les ateliers, on les connaît par cœur. Ces jeunes-là, les yeux fermés ils pouvaient donner des ateliers. Mais ce n'était pas assez pour certains. Il y avait 5 ou 6 jeunes qui avaient des idées de projets assez cristallisés, assez bien pensés. Il fallait juste les aider à concevoir : comment on réfléchit un projet, comment on l'écrit. Il y en a 3 de ces 6 qui ont envoyé des candidatures, ils ont tous soumis des projets pour avoir des financements locaux et il y en a 3 qui les ont eus. Et les 3 sont là. Donc ce sont ceux qui se sont impliqués le plus. »

« Il y a un premier projet, présenté par Anicia, qui est d'organiser des fêtes participatives. Il y a tout le monde qui arrive, il y a à boire et à manger. Les gens, on les « attrape », et on fait avec eux des activités. La première édition a super bien marché. Maintenant elle doit encore organiser trois événements. Il y a Shahem, qui est Syrien, réfugié. Il va faire des vidéos où il montre que les jeunes locaux et les jeunes étrangers ont les mêmes rêves, les mêmes passions, les mêmes frustrations, même s'ils sont super différents. Donc, avec ces vidéos, on irait faire des



ateliers dans des classes. Et Diogo, qui avait 15 ans lorsqu'il a soumis le projet, il a 16 ans maintenant, il a un projet qui s'appelle World Meetup et c'est un événement qui va se passer dans un grand foyer pour personnes âgées. Il va ramener plein de jeunes de plein de pays qui vont faire des stands. »

« Et on a d'autres projets qui deviennent aussi un peu plus prioritaires, surtout maintenant. On a beaucoup de concentration sur la question du chômage. Les aider à trouver une voie. » Mehdi encourage les jeunes : « Vous pouvez ne pas être qu'employé-e-s toute votre vie. Vous pouvez aussi vous-mêmes faire des projets, et devenir le patron de vous-même. » Il ajoute : « Ils peuvent aussi envisager des carrières dans le social, envisager des carrières d'indépendants. Maintenant qu'on a fait l'intégration, on va se concentrer sur le travail. »

1.2 Egalité entre les jeunes femmes et les jeunes hommes

Sur la question d'égalité des genres, les participant-e-s pointent tout d'abord les différences salariales entre femmes et hommes. Une grande attention est portée sur l'expérience de l'Islande. Une participante islandaise souligne en effet la prise en compte, dans son pays, de l'égalité salariale et de la parité en politique ainsi que l'intégration de l'éducation à la sexualité dans les programmes scolaires, entre autres. L'importance de l'éducation à la sexualité est en effet un sujet mis en exergue par les participant-e-s.

Elles-ils évoquent également les spécificités culturelles qui peuvent constituer autant de barrières à l'égalité des genres.

Elles-ils observent que, dans certains pays, les gens considèrent que l'égalité des genres est déjà acquise,



et que, dans d'autres, les inégalités de genre ne sont toujours pas considérées comme un problème.

Elles-ils font l'hypothèse que la situation d'inégalités de genre est d'autant plus sérieuse qu'elle se situe dans un lieu éloigné des grandes villes.

Les jeunes mentionnent des programmes menés par des ONG et des communautés locales contre le harcèlement et la violence et soulignent leur importance. Mais, comme le regrette un-e participant-e, « souvent on enseigne aux femmes à se défendre et on n'enseigne pas aux hommes à ne pas attaquer. »



Recommandations

Dans ce domaine, les participant-e-s font les recommandations suivantes :

- ↳ S'inspirer des expériences mises en place avec succès dans certains pays (Islande par exemple) en termes d'égalité des genres ;
- ↳ Encourager et financer des programmes d'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires ;
- ↳ Mettre en place des campagnes, dans les médias, destinées à réduire les stéréotypes genrés, par exemple dans le domaine professionnel.

1.3 Sports, loisirs et culture

Les jeunes présent-e-s ont pour point commun leur fort intérêt pour les associations de jeunes, les Maisons des Jeunes et de la Culture, les bibliothèques et les clubs de leurs écoles. Mais, les participant-e-s venant de contextes variés - de petits villages à grandes villes - elles-ils évoquent les différences en termes d'infrastructures de jeunesse disponibles et donc d'activités pratiquées dans leur environnement proche. Ainsi, dans les grandes villes, il y a souvent plusieurs espaces où les jeunes peuvent se réunir et discuter entre elles-eux de leurs projets, mais dans le milieu rural il y a un manque d'équipements et surtout un manque d'information et d'accès aux activités. Et, même lorsque les structures existent, il n'y a pas toujours suffisamment de conseiller-ère-s ou d'animateur-trice-s. De plus, regrettent certain-e-s participant-e-s, des activités sont parfois organisées pour les jeunes à des fins principalement politiques.

Les jeunes le reconnaissent eux-elles-mêmes, dans ce domaine, les attractions du monde virtuel constituent des enjeux de taille, en particulier les réseaux sociaux. « C'est trop ! dit quelqu'un-e. On préfère être

dans les réseaux sociaux que dans la vraie vie. » Des participant-e-s autrichien-ne-s témoignent : « Nous avons beaucoup de possibilités mais les jeunes sont distrait-e-s par les jeux vidéo. »

Dans le domaine du sport, ils-elles observent des inégalités de genre : souvent ce sont les garçons qui pratiquent un sport. Néanmoins, certain-e-s jeunes reconnaissent le rôle des associations dans la lutte contre les discriminations à travers le sport. En outre, dans les pays économiquement moins avantagés, ce sont souvent les sports d'équipe qui sont pratiqués, car les sports individuels coûtent trop cher. Les aires de jeux et équipements sportifs en libre accès dans les espaces publics sont insuffisants dans certains cas, et souvent loin des quartiers défavorisés. Le sport est parfois considéré uniquement comme un passe-temps et non comme un moyen de promouvoir la participation active des jeunes. Les jeunes regrettent que l'alcool constitue dès lors, dans certains quartiers, le seul vecteur de socialisation.

L'accès aux loisirs - notamment aux concerts, théâtres, ... - est limité dans certains quartiers, et n'est pas toujours de bonne qualité. Les grands concerts sont parfois loin des domiciles des jeunes et en général chers (car en plus des tickets, il faut souvent ajouter des dépenses de trajets). De plus, certain-e-s jeunes notent un déficit d'information entre les organisateur-trice-s et la jeunesse. Des participant-e-s croates expliquent que, si des possibilités de loisirs et des événements de socialisation sont assurés dans leur pays, parfois les jeunes n'en ont aucune idée, car les canaux d'information n'ont pas été les bons.

Peu de personnes des quartiers défavorisés semblent intéressé-e-s par la culture, soutiennent des participant-e-s. Néanmoins, la délégation du Canada donne l'exemple du travail effectué par de jeunes

militant-e-s pour décriminaliser l'art de rue. Cela démontre la force de la société civile, particulièrement des jeunes, dans la réappropriation de l'art et des espaces publics à des fins de développement communautaire et de revendication.

Les centres de jeunesse offrent des possibilités de loisirs et de socialisation. Néanmoins, comme le font remarquer des participant-e-s estonien-ne-s, c'est compliqué du point de vue des disponibilités car ils sont souvent déjà fermés lorsque les jeunes ont du temps libre. Les jeunes identifient d'autres barrières : certains centres ont des frais d'inscription et des frais cachés (nécessité d'acheter un kit onéreux pour participer à des sports de groupe gratuits, par exemple). Un autre frein est la stigmatisation qui peut entourer les groupes de jeunes, notamment de la part de celles et ceux qui sont suffisamment privilégié-e-s pour se permettre de ne pas interagir avec elles-eux.

Recommandations

Les participant-e-s en viennent aux conclusions suivantes, afin de rendre notre société plus démocratique à travers le sport, les loisirs et la culture :

- Adopter une approche pluri-acteur-trice-s. Les changements et les améliorations ne peuvent apparaître qu'à travers une collaboration entre les pouvoirs publics, le secteur privé, les ONG et le secteur social ;
- Plus impliquer les jeunes, par exemple à travers les médias sociaux. Les jeunes militant-e-s ont aussi un rôle important à jouer, en encourageant leurs ami-e-s moins actif-ve-s à s'exprimer sur les situations rencontrées dans leur quotidien ;
- Faciliter l'accès - dans les zones rurales en particulier mais pas uniquement - à des lieux de socialisation (type structures sportives) ;



Développer une information plus efficace, notamment via les réseaux sociaux, pour faire connaître auprès des jeunes les événements organisés ;

Développer des cours d'art, de théâtre, de musique, etc. dans les établissements scolaires.

Une initiative locale pour favoriser la santé physique et mentale des jeunes :

TR14ers - David AYNSLEY - Royaume-Uni

En 2005, alors officier de police à Camborne au Royaume-Uni, David AYNSLEY est confronté aux problèmes de comportements anti-sociaux et de délinquance chez les jeunes. Or, « plus on faisait d'arrestations, plus on les punissait ainsi que leurs familles, et plus les choses empiraient. Alors, nous savions que nous devions faire les choses différemment. » Leur objectif est de protéger les enfants de la violence et des discriminations dont ils souffrent. « Nous n'utilisons pas ces mots à cette époque, mais c'est ce que c'était. » Les équipements de jeunesse de la ville, qu'ils soient publics ou privés, avaient tous fermés.

Les officiers décident d'agir dans le cadre de ce que l'on appelle la « police de quartier. » Ce concept ayant été abandonné en 1988, il n'y a plus d'officiers en service pour former les plus jeunes. Alors le service de santé forme l'équipe à travers le programme « Relier les communautés. » L'équipe de police commence à offrir des activités sportives dans la rue - football, hockey, etc - pour le compte du département de promotion de la santé du Service national de santé, et en collaboration avec les établissements scolaires.

Un jour, David rencontre un champion du monde de break dance et l'idée émerge : « Proposons des cours gratuits de break dance pour les enfants, pour voir ! » Et le premier jour, une centaine d'enfants et de jeunes prennent part au cours. L'idée séduit la mairie, qui apporte son soutien financier au projet.

Le propriétaire de la discothèque leur laisse utiliser les locaux gratuitement, et leur fabrique des flyers, qui sont distribués dans toutes les classes de la ville. « C'était en 2005, et on le fait toujours ! »

Mais au bout de quelques années, les autorités locales enjoignent les officiers de police de cesser ces activités, d'arrêter les enfants et de patrouiller les rues. « Ils ont pensé que ce serait juste un feu de paille mais cela n'a cessé de croître. » David continue alors sur son temps bénévole. Et le projet devient à la fois une association caritative et une société anonyme, ce qui apporte des fonds, mais aussi des conflits et de l'intérêt financier.

Puis les jeunes reprennent en charge le projet. Une nouvelle règle apparaît en effet : au moins 50% des directeur-trice-s de la société doivent avoir entre 16 et 25 ans. Dès 16 ans, « les jeunes peuvent influencer toute la stratégie de l'organisation. » Les jeunes constituent actuellement 75% de la direction. Il faut aussi préciser que, dès 10 ans, les enfants peuvent devenir professeur-e-s de danse et enseigner aux autres.

Entre 40 et 60 jeunes participent à chaque cours. « Il y en aurait plus si nous pouvions nous permettre un local plus grand. C'est notre principal problème. » Il n'y a aucune obligation, les jeunes ne doivent pas signer de contrat pour dire qu'elles-ils viendront ou ne sont pas obligé-e-s par les parents qui auraient payé des cours en avance. Elles-ils finissent l'école, troquent leur uniforme scolaire pour leur tenue de danse - quelle qu'elle soit - et se rendent à leur cours de danse. Il n'y a pas de compétition dans les sessions de danse. Elles-ils peuvent essayer de faire mieux que la fille ou le garçon d'à côté, mais il n'y a pas de juge. Personne n'est jugé. Il se peut qu'on leur dise « en fait, il y a une meilleure façon de faire ce mouvement » mais on ne les juge pas si elles-ils ont raté ce mouvement. « Alors elles-ils ne peuvent

pas échouer. »

Les conséquences de ce projet sur la santé ont été étudiées pendant 6 mois par l'école de médecine de l'Université d'Exeter. Les résultats ont montré que la santé physique de ces jeunes est bien supérieure à ce qu'elle serait dans un quartier défavorisé similaire à celui-ci. De même que la santé émotionnelle, ce qui est un élément clé. L'université espère obtenir un financement de 3 ans qui permettrait de suivre des jeunes pendant plusieurs années et d'observer quelles différences cela produit dans leur vie. David assure à cet égard : « Je crois qu'il y a deux choses clés qui se produisent ici : la forme physique, qui est une bonne chose ; et il y a la santé émotionnelle, en ayant de l'influence, en étant pris-e au sérieux par tout le monde. Et je pense que, quand vous donnez aux gens l'accès à leurs droits sociaux, même si vous ne dites pas les mots - droits sociaux, droit à la santé, nous le disons un peu - vous faites en sorte que les gens aillent mieux. »

David explique que Camborne est une ancienne ville minière : « autrefois, c'était l'un des endroits les plus riches au monde, et aujourd'hui c'est l'un des plus pauvres du pays. » Les jeunes de Camborne sont souvent stigmatisé-e-s du fait de leur ville d'origine et elles-ils en ont honte. Alors, pour leur organisation de danse, elles-ils ont choisi un nom plus discret : TR14ers. TR14, c'est le code postal de Camborne.

1.4 Emploi

Aux dires des participant-e-s engagé-e-s dans cette réflexion « c'est probablement le domaine de la recommandation le plus difficile à traiter. Le droit de travailler signifie le droit de vivre dans notre monde. Sans travail, les gens n'ont pas la possibilité de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, de soutenir leurs parents financièrement, etc. Avoir

un travail est vraiment le fondement de la vie dans ce monde. » Un participant polonais s'exprime ainsi : « Ce qui me satisfait le plus dans la vie est d'avoir un but, et un travail qui a suffisamment de valeur pour constituer un but. »

Les problèmes rencontrés par les jeunes dans le domaine de l'emploi sont intersectionnels : des conditions d'emploi difficiles, l'impact de l'éducation, le bien-être et la santé mentale, etc. Certains points de la recommandation peuvent être traités à petite échelle, au niveau local ou régional, constatent ces participant-e-s, même une ONG peut créer un changement significatif. Mais, dans le domaine de l'emploi, le pouvoir est majoritairement lié aux gouvernements. Leurs régulations constituent la base de ce qui se passe sur le marché du travail. Les participant-e-s déplorent les difficultés d'accès à l'emploi en raison de discriminations, le manque de permis de travail ou des permis de travail limitant l'accès à certains droits. Des jeunes regrettent en outre que les politiques fiscales ne favorisent pas plus l'embauche des jeunes. En outre, le programme de Garantie Jeunes ne fonctionne pas dans un certain nombre de pays, par manque de mise en œuvre. Les programmes de micro-financement sont absents ou peu visibles dans certains États.

Un point qui revient souvent dans les échanges est le manque de projets de vie pour les jeunes, le manque d'opportunités professionnelles et le manque de cohérence entre les possibilités de formation et les attentes des employeurs. « Partout, les employeurs demandent de l'expérience mais, une fois les études achevées, les jeunes n'ont pas eu le temps d'avoir de l'expérience et c'est pourquoi nombre d'entre elles-eux partent dans les pays voisins ou plus loin pour trouver un travail et construire leur vie ailleurs » constatent des participant-e-s. Les barrières linguistiques freinent alors la recherche d'emploi à l'étranger.

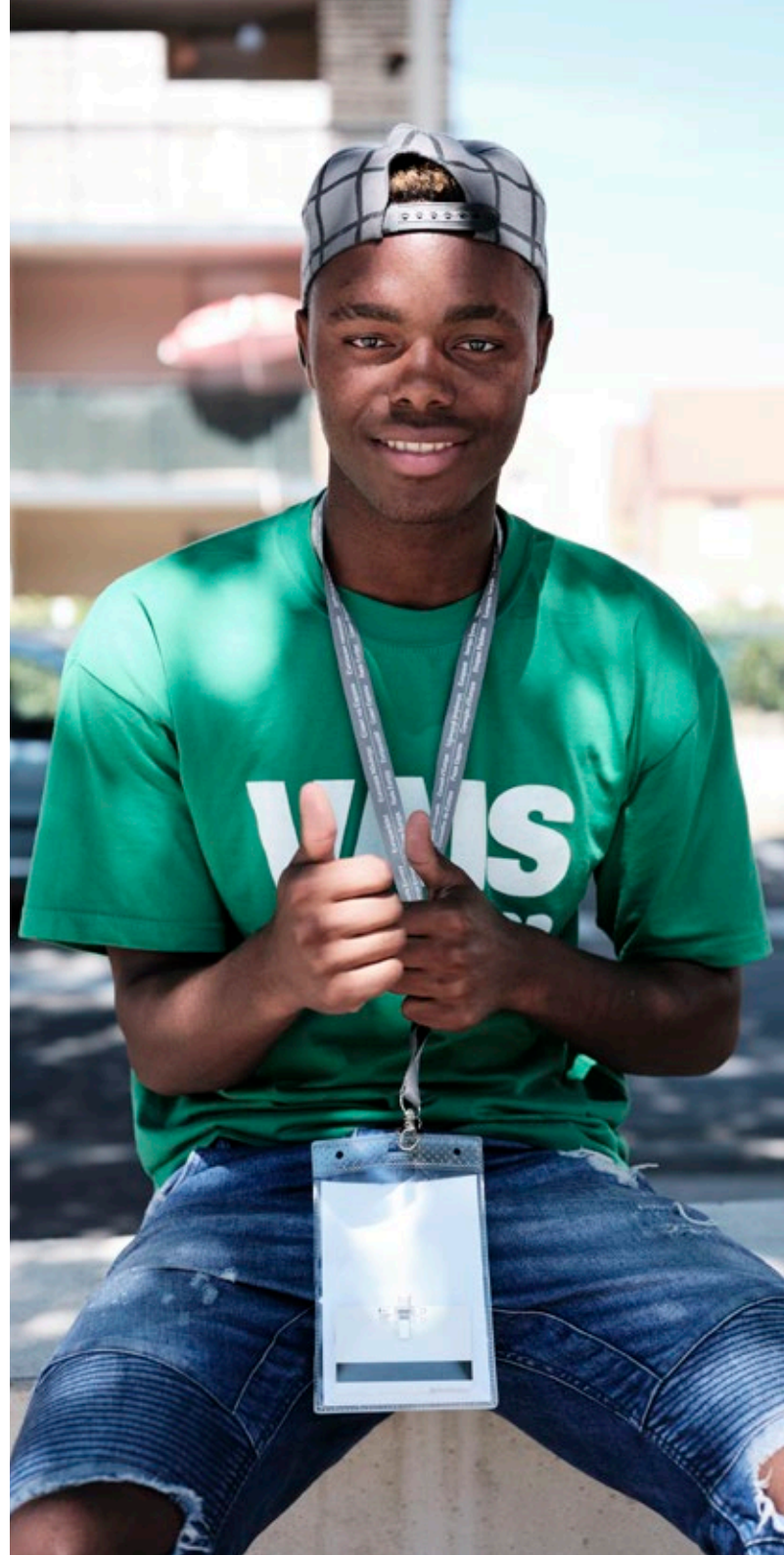


Les programmes de formation professionnelle ne sont pas développés dans un certain nombre de pays. Et même si certains États ont commencé à mettre à jour leur système pour l'adapter aux besoins des employeurs, notamment en développant la coopération entre les entreprises et les universités, ce processus est encore en cours. L'apprentissage est souvent limité, en particulier pour les jeunes issu-e-s de quartiers défavorisés. Les stages ne constituent pas des garanties pour un futur emploi et sont, dans leur majorité, non rémunérés. Dans certains pays, le système de stages n'existe même pas. Des ONG tentent bien d'aider les jeunes dans leur accès au marché du travail, mais leur pouvoir est limité.

Les participant-e-s évoquent en outre le manque de reconnaissance des qualifications ou des expériences professionnelles acquises au cours de leur parcours. En particulier, l'éducation non formelle est rarement reconnue par les employeurs, même si elle est essentielle dans la vie des jeunes des quartiers défavorisés.

Elles-ils regrettent également le manque de créativité, ainsi que le manque de liberté d'entreprendre dans le monde du travail.

Sur un versant positif, les jeunes mettent en avant des approches nouvelles développées dans le champ de l'information et du conseil dans la recherche d'emploi auprès des jeunes. Certain-e-s acteur-trice-s ont en effet investi dans l'accès du public aux technologies de l'information dans ce domaine. Dans certains États, des services gratuits sont proposés, qui sont essentiels pour les jeunes défavorisé-e-s mais dans d'autres pays, ces services sont uniquement payants. En Hongrie, un système de travail social communautaire a été mis en place. Il aide chaque élève de lycée à accomplir



une expérience de travail obligatoire (40 heures). En Estonie, le gouvernement coordonne un programme de jobs d'été pour les jeunes.

Certains États ont également développé des mesures pour équilibrer vie professionnelle et vie familiale. Les congés de maternité sont effectifs dans la plupart des pays, néanmoins les crèches sont souvent en nombre insuffisant.

Recommandations

Faisant suite à ces constats, les participant-e-s formulent les recommandations suivantes :

- ▶ Développer l'orientation professionnelle dès le collège pour aider les jeunes à trouver leur voie ;
- ▶ Créer et développer des programmes de formation professionnelle ;
- ▶ Développer l'apprentissage, les stages rémunérés, les expériences pratiques pendant les études pour un meilleur lien avec le monde professionnel ; créer des collaborations entre les lieux d'apprentissage et les entreprises, par exemple du mentorat ;
- ▶ Développer des crèches et des congés pour les jeunes parents ;
- ▶ Prévoir des mesures spécifiques aux jeunes en termes de fiscalité ;
- ▶ Permettre aux employé-e-s d'améliorer leur CV avec les compétences développées dans le cadre de l'éducation non formelle ;
- ▶ Obliger les employeurs à embaucher des personnes issues de minorités, lutter contre les discriminations dans le domaine de l'emploi ;
- ▶ Développer des formations aux outils informatiques pour les jeunes demandeur-euse-s d'emploi.

Une initiative locale pour accompagner les jeunes dans leur orientation professionnelle : l'Institut des droits humains et de l'éducation non-formelle - Suhida DERMANI - Albanie

Suhida DERMANI a participé à une formation de longue durée dans le cadre d'Enter ! et « tout a commencé de là. » Diplômée en psychologie avec une spécialisation dans l'orientation professionnelle, Suhida a eu l'idée de travailler avec des groupes marginalisés des environs de Tirana. En effet, beaucoup de familles originaires du nord de l'Albanie s'installent en périphérie de la capitale. Dans ces familles, une grande partie des jeunes filles quittent le système éducatif autour de 12-13 ans. Certains garçons commencent quant à eux à travailler avec leurs parents vers 11-12 ans et parmi ceux qui continuent jusqu'au lycée, peu ont les moyens de suivre des études.

Suhida rencontre un groupe de jeunes étudiantes qui s'est baptisé « ATA » ce qui signifie « Elles » pour symboliser le fait qu'elles sont stigmatisées de toutes parts. L'idée de ce groupe informel était d'inspirer d'autres jeunes. Et ce sont elles qui inspirent Suhida : elles se rassemblent et parlent de ce qu'elles souhaiteraient faire après les cours, en l'occurrence participer à des activités éducatives.

Avec deux collègues de son Master, Suhida met en place un projet de formation « Empower your employability. » Ce projet consiste en une série d'ateliers : aide à la recherche d'emploi, renforcement des compétences de communication, préparation d'un entretien d'embauche, découverte des opportunités du marché de l'emploi. Ces ateliers ont aussi pour objectif de discuter des sujets abordés à l'école et de rendre les jeunes conscient-e-s de leurs compétences, de leur montrer comment elles-ils peuvent s'impliquer dans leur ville. Elles utilisent notamment les techniques du Théâtre de l'Opprimé-e. L'une des jeunes du groupe

ATA, responsable du groupe des jeunes, facilite la mise en place des ateliers en assurant la communication entre les organisatrices et les jeunes, ainsi qu'en les assistant dans la préparation matérielle.

Ces ateliers durent environ 5 mois et attirent une vingtaine de jeunes, plus ou moins régulièrement, en fonction de leur temps disponible et du soutien ou non de leurs familles. Les organisatrices invitent les familles à les rencontrer, néanmoins certain-e-s jeunes quittent le programme en raison de l'opposition de leurs parents.

Au départ, Suhida et ses collègues espèrent que la moitié des participant-e-s auront trouvé un emploi à l'issue du projet. Au final, regrette-t-elle, « nous les avons seulement aidé-e-s à trouver des stages. » Néanmoins, à travers cette expérience, elles arrivent à « créer un pont avec les jeunes. » Ces dernier-ère-s échangent, expérimentent la coopération, en particulier durant les ateliers de Théâtre de l'Opprimé-e, où elles-ils peuvent appréhender les sentiments des autres. Elles-ils acquièrent un autre point de vue sur les employeurs et comprennent que des ouvertures existent sur le marché de l'emploi (le réseau, les connexions, ne sont pas les seuls moyens de trouver du travail).

Certains sujets restent difficiles à traiter, par exemple la prise de décision, lorsque cette possibilité n'est pas donnée dans les familles. Les facilitatrices se heurtent aussi à des « portes fermées », notamment de la part d'autorités locales. Suhida et ses collègues réfléchissent déjà à la suite, à ce qu'elles pourraient améliorer dans le cadre d'un futur projet : créer d'autres modules, inviter des acteur-trice-s du secteur de l'emploi, ...

Pour la semaine Enter !, Suhida est venue avec deux jeunes, qui quittaient pour la première fois Tirana.

L'un des jeunes a participé à un groupe de réflexion et « c'était étrange pour lui d'être écouté. » Ces deux jeunes veulent à leur tour mettre en place des ateliers pour leurs pairs, dès l'automne.

1.5 Santé et logement

Les inégalités liées au logement et à la santé sont interdépendantes. Il existe des milliers de logements inoccupés et des milliers de personnes sans domicile. Le logement est considéré par la plupart des participant-e-s comme trop cher, ce qui empêche nombre de jeunes de devenir indépendant-e-s. Dans certains pays, « des projets de construction, dans lesquels les parcs immobiliers sont achetés en masse par des propriétaires fonciers qui maintiennent les loyers artificiellement élevés, empêchent les jeunes d'acquérir un toit, comme le constatent des participant-e-s. C'est un manquement aux droits humains qui doit être contesté. »

Dans le domaine de la santé, les participant-e-s déplorent le manque de structures dans un certain nombre de pays, ou leur éloignement des quartiers défavorisés. Parfois les horaires et listes d'attente ne rendent pas leur accessibilité aisée. Par ailleurs, l'accès à des soins de santé de qualité requiert parfois des moyens financiers. En outre, la santé est souvent envisagée sous le prisme du traitement, et non de la prévention.

Dans le champ de la santé mentale, les jeunes constatent que les listes d'attente pour avoir accès à un-e spécialiste sont souvent très longues. C'est également un sujet dont il n'est pas acceptable de parler pour un certain nombre de jeunes, en particulier les hommes : il est socialement attendu d'être en bonne santé mentale.

Recommandations

Sur les questions de santé, les recommandations des participant-e-s sont les suivantes :

- Favoriser un meilleur accès pour les jeunes à des professionnel-le-s de santé, notamment en santé mentale ;
- Promouvoir des solutions préventives.

1.6 Influence sur les politiques de jeunesse

Les jeunes mettent en lumière le travail réalisé en ce sens par les Conseils de jeunesse et la participation accrue des jeunes dans les processus de prise de décision. Mais elles-ils pointent un certain nombre de défis. En effet, cette implication concerne peu les jeunes issu-e-s de quartiers défavorisés.

Les participant-e-s constatent la nécessité de changer l'image des jeunes, afin qu'elles-ils ne soient pas identifié-e-s uniquement à « l'alcool, la drogue, et la violence », afin de montrer qu'elles-ils sont aussi capables de créer leur propre structure au bénéfice de la collectivité, de proposer des activités positives et créatives, qu'elles-ils sont une force et pas moins capables et moins matures que les adultes.

Le rôle des politiques et politicien-ne-s est fortement critiqué, en lien avec la corruption, faisant de certains gouvernements les responsables du manque de transparence. L'écart entre les actions gouvernementales, telles que les politiques votées, et l'impact sur les populations, est fortement décrié, insistant sur le manque de connexion des autorités nationales avec les réalités locales et régionales.

Les participant-e-s expriment leur doute quant à la confiance en leurs capacités que peuvent leur accorder les autorités locales. Les jeunes ont besoin

de motivation et d'encouragement de la part des décideur-euse-s. Dans la situation actuelle, beaucoup de jeunes ne croient pas à un possible changement.

Recommandations

Les recommandations préconisées par les jeunes dans ce domaine sont les suivantes :

- Développer les connaissances sur la politique et l'économie dans les établissements scolaires ;
- Promouvoir les mouvements locaux, les clubs de débats ;
- Demander aux jeunes ce qui ne fonctionne pas et, à partir des constats, proposer des solutions réalisables à leur niveau que les associations puissent porter auprès de leurs fédérations et plateformes afin d'agir sur le politique ;
- Concentrer les efforts sur les causes des difficultés : pauvreté, exclusion, etc ;
- Créer des Conseils et Comités de jeunesse pour donner aux jeunes la possibilité d'exprimer leurs idées dans un environnement sécurisé et pour construire de la confiance entre les jeunes et les autorités ;
- Encourager la coopération entre les ONG et les autorités ;
- Développer les formations délivrées par les ONG, en particulier celles permettant aux jeunes - notamment migrant-e-s - de s'autonomiser et de se responsabiliser, et encourager les autorités à financer ces programmes ;
- Encourager les rencontres entre les jeunes et des représentant-e-s politiques et ambassadeur-trice-s à l'étranger ;
- Promouvoir la transparence des politiques ;

► Penser de manière originale, hors des sentiers battus ;

Afin de changer l'image des jeunes : mettre en place des actions, pour les habitant-e-s de leur quartier de vie : soupe de quartier préparée par les jeunes, scène ouverte à laquelle chacun-e peut accéder afin de partager ses pratiques artistiques et « montrer la vraie image des jeunes et de leurs quartiers, pas celle que les médias donnent. »

Une initiative locale pour influencer les politiques de jeunesse :

Youth Empowerment and Participation (YEP) -
Rebekka DOBER - Autriche

Rebekka DOBER est la fondatrice de YEP, à la fois ONG et entreprise sociale, qui met en place des processus de participation. Face aux défis actuels, Rebekka explique que beaucoup de gens disent : « Nous avons besoin d'une société forte. » Mais, selon elle, « le point critique est qu'une société forte ne va pas se développer par elle-même. » Or, si les jeunes passent 9 à 12 ans dans l'institution scolaire où « tu restes assis-e, en silence, et les professeur-e-s te disent quoi faire et tout à coup quand tu as 18 ans, tu devrais être indépendant-e, fort-e et un-e citoyen-ne actif-ve. Et cela ne marche pas ! »

« La démocratie n'est pas quelque chose que tu apprends. Tu dois l'expérimenter. » Une réelle participation, c'est ce que YEP essaie de favoriser. L'organisation encourage ainsi les jeunes à mettre en place les possibilités de participer. En outre, elle identifie des jeunes acteur-trice-s de changement et les aide à mener à bien des changements sociaux. Son slogan : « Si cela les concerne, ne le faites pas sans elles-eux ! »

L'automne dernier, une nouvelle loi sur l'éducation a été adoptée en Autriche. Mais « les élèves n'étaient pas pris en considération. » YEP a mis en place un

processus de participation, notamment en ligne, et a ainsi rassemblé des jeunes de différents milieux socio-économiques, pour lire ensemble et discuter de la loi : les points positifs et négatifs, les manques, ... et faire des suggestions. Puis elles-ils ont créé des questions pour une enquête en ligne, transmise à des associations d'élèves/étudiant-e-s dans toute l'Autriche. En 5 jours, environ 500 jeunes ont répondu à cette enquête « pas seulement en disant « oui », « non » ou « peut-être » mais en écrivant vraiment beaucoup de texte, des commentaires de qualité, des opinions, et surtout des expériences. »

Rebekka en conclue : « C'est ce que l'on devrait voir. Les élèves/étudiant-e-s sont des expert-e-s de leur réalité. Personne d'autre ne peut en dire autant. (...) Si tu fais un travail pendant 10 ans, tu es sénior-e, non ? Les jeunes sont à l'école pendant 9 à 12 ans ! » YEP a également mis en place une plateforme de participation. Les participant-e-s ont rédigé une recommandation et ont élu une personne pour les représenter. « Pour la première fois depuis plus de 10 ans, un-e élève de lycée a été autorisé-e à s'exprimer face à des membres du Parlement. » Elle souligne l'importance de l'aspect transpartisan de cette démarche, de porter une voix indépendante des partis politiques. Cette initiative a fait l'objet de beaucoup d'attention, notamment de la part des médias.

Elle explique également que de plus en plus de fondations souhaitent financer des projets pour les jeunes et faire appel à des jeunes dans leurs jurys mais ne savent pas comment les toucher, comment s'assurer qu'elles-ils sont indépendant-e-s, comment leur parler. YEP sert d'intermédiaire entre ces fondations et les jeunes. YEP a également développé une « Académie des acteur-trice-s du changement », à destination de jeunes souhaitant, par exemple, mettre en œuvre un projet mais ne sachant pas comment accéder à des fonds ou comment planifier leur projet.



Une initiative locale pour changer l'image des jeunes dans les médias :

le Réseau Média Jeune - Amandine GRANGE et Florence PHERON - France

Amandine GRANGE est coordinatrice et responsable média d'un réseau composé d'environ 150 structures en Guadeloupe. Au sein de la structure associative OCI - Outremer Connexion Internationale - sont menées deux missions principales. La première consiste à animer ce réseau. « On établit ce que l'on appelle des rendez-vous hebdomadaires où l'on co-construit ensemble des programmes, des plans d'action, des manifestations en commun. Chacune des structures, associatives, entrepreneur-e-s, artistes, mènent de leur côté leurs activités et on se rejoint lors de rendez-vous hebdomadaires. » La deuxième est la valorisation jeunesse, via des directs télé, avec des TV locales, sur Trace et France O et toujours en direct Internet, sur des thématiques telles que la prévention, la parentalité, l'engagement, la réussite, les discriminations ...

Le rôle d'OCI consiste à faire le lien entre les Ultramarin-e-s qui quittent la région Guadeloupe. La campagne « Echanges retour au pays » permet, le temps d'un retour sur l'île pendant les vacances ou en duplex, de faire bénéficier de leur expertise, de leur expérience en tant que grands frères ou grandes sœurs, celles et ceux qui souhaitent s'expatrier.

Le réseau, qui existe depuis 15 ans, s'appelle le dispositif Média Jeune. Lors des rendez-vous hebdomadaires - il y en a 3 ou 4 par semaine - Amandine accueille les jeunes, tient le suivi de la permanence. Elle co-construit avec les jeunes les émissions. Durant les directs, elle positionne les partenaires. Il y a en effet une partie institutionnelle et une partie valorisation jeunesse. Ce sont des plateaux qui



durent entre 45 minutes et une heure. Le programme est établi à n+2 au cours de séminaires qui réunissent une cinquantaine de jeunes.

Amandine elle-même a quitté l'archipel, à 17 ans, sans le bac et est partie vivre à Paris, puis à Lyon. Elle raconte qu'elle a été un jour touchée par l'image des jeunes de Guadeloupe reflétée par les médias : « en 2014, France 2 et France 4 relaient des informations autour de la violence sur la Guadeloupe. Je me suis dit : C'est bizarre, je viens d'un quartier dit défavorisé, prioritaire et je n'ai jamais connu cela. Du coup, je suis rentrée avec cette optique de m'engager pour justement montrer qu'il y a une jeunesse qui n'est pas que dans la violence et dans l'assistanat et j'ai découvert ce réseau. » En 2014, elle y est volontaire service civique pendant 6 mois. Au bout d'un an et demi - deux ans, elle crée le pôle média et la coordination.

Florence PHERON fait quant à elle partie du pôle management du Réseau Média Jeune, qui organise des formations et des séminaires pour partager les expertises. « Je suis arrivée au réseau car je faisais partie du campus de Saint-Claude. [...] Quand je suis arrivée sur le campus, il n'y avait pas vraiment de vie étudiante. On a créé une association et un jour on m'a appelée pour participer à une émission. Deux jours après j'étais déjà avec eux. J'ai signé un contrat de service civique et j'ai continué. Cela fera 5 ans que je suis là ! » Elle est mue par la volonté d'encourager les jeunes. « Moi, quand je rencontre les jeunes, je leur demande toujours ce qui les intéresse. J'essaie vraiment de les encourager, de les aider à se rendre compte que ce qu'ils font c'est bien et de se valoriser parce qu'en Guadeloupe, comme il y a eu beaucoup de violence en 2014, on était malheureusement le département le plus dangereux de France. Et c'était une réputation qui ne plaisait à aucun jeune. Parce qu'en fait ce n'est pas du tout représentatif de ce qu'on est. Il y a énormément de jeunes qui font

beaucoup de choses donc nous on essaie vraiment de mettre tout cela en avant, de valoriser tout ce que l'on fait au réseau. »

Les représentantes du réseau se réjouissent parce « qu'au sein de ce réseau de 150 structures, on fait exactement ce qui est recommandé [dans la recommandation Enter !] Je me rends compte qu'on lutte vraiment contre la discrimination et l'isolement des jeunes des quartiers prioritaires, explique Amandine. Par exemple, on arrive sur un plateau à faire travailler ensemble des jeunes de quartiers prioritaires. Alors, je ne les sors pas de leur réalité. Mais, pendant 2 heures, 3 heures, ils sont avec des étudiants, des artistes, des entrepreneurs, ils font quelque chose ensemble. Alors, on a quelques exemples qui ont quitté la rue parce qu'ils ont pris conscience de leur partie créatrice et de ce qu'ils sont capables de faire et ont carrément changé de vie. On établit un rythme cardiaque, ça veut dire que les jeunes se regroupent de manière hebdomadaire pour préparer ensemble quelque chose donc forcément, le temps passé ensemble, même si ce n'est que deux heures ou une heure par semaine ou sur les trois rendez-vous, ça crée des liens ! »

L'apport de ce projet pour les jeunes, « c'est qu'ils se rendent compte qu'ils intègrent vraiment quelque chose et qu'ils sont organisateurs. On leur permet également de faire le lien et de rendre plus accessible toute la paperasse administrative. Il ne faut pas se mentir, ça décourage beaucoup de jeunes les démarches administratives. Le réseau a un lien avec tous les partenaires de l'archipel et en fait on met en lien les jeunes, on les redirige tout simplement, parce qu'ils n'ont pas forcément l'information. Les jeunes ne sont pas forcément au courant de ce qui se fait, des dispositifs en place ... On a une méthode qu'on appelle « la méthode de non substitution », cela veut dire que parmi toutes les structures qu'on liste et

qu'on regroupe, on ne va jamais prendre la place de l'une d'entre elles parce qu'on estime que chacun fait son métier et ses actions. »

Finalement, « tout ceci n'est qu'un prétexte pour faire du lien et créer une cohésion sociale. Il faut savoir que le réseau a également été primé. On dit que c'est un outil de politique publique, bien qu'on soit non partisans. »

1.7 Non-discrimination

Les discriminations recouvrent de nombreux domaines, qui incluent l'âge, le sexe, l'origine, l'appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou à une nation, l'état de santé, le handicap, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la religion, le lieu de résidence, les opinions politiques... et pour les jeunes elles « ont influencé leurs vies, réduisant le nombre d'opportunités présentes afin de s'engager et d'avoir le droit et le pouvoir de changer leur communauté. »

Les jeunes mettent l'accent sur les situations vécues par les jeunes immigré-e-s qui rencontrent des problèmes de discrimination au quotidien. Elles-ils dénoncent des discours politiques et des médias qui stigmatisent les personnes migrantes et des expulsions de demandeur-euse-s d'asile avant la décision finale du ou de la juge.

Dans certains pays, la discrimination est liée à la maîtrise de la langue, en particulier dans les États où plusieurs langues sont communément parlées mais où une langue prédomine.

Des jeunes expliquent que, dans leur pays : « il faut oublier nos différences en fermant les yeux sur les problèmes. » Dès lors, des jeunes constatent qu'elles-ils « doivent arrêter d'attendre de l'État, elles-ils doivent se mettre à pratiquer et commencer déjà par

la citoyenneté en prenant soin de [leur] environnement en donnant un bon exemple de citoyenneté aux plus jeunes. » Ce sont en l'occurrence souvent les associations qui mènent des projets, parfois autofinancés, pour pallier les besoins des jeunes dans les quartiers défavorisés.

Enfin, les participant-e-s se réjouissent de nouvelles lois ouvrant à plus de reconnaissances pour les personnes LGBTQI.

Recommandations

Les recommandations préconisées par les jeunes dans ce domaine sont les suivantes :

- ▶ Promouvoir une meilleure accessibilité pour les personnes en situation de handicap, la prise en compte de leurs besoins spécifiques, de leur citoyenneté et de leurs droits, et une meilleure reconnaissance du handicap par le politique : « [les personnes en situation de handicap] ne sont pas des mascottes » ;
- ▶ Sensibiliser les jeunes dès l'école à la singularité de chaque individu (quels que soient son origine, son genre, sa religion, son quartier, etc...) ;
- ▶ Promouvoir l'éducation civique, l'information sur les droits et devoirs citoyens, afin de mieux accepter l'autre ;
- ▶ Encourager une éducation à la vie sexuelle qui prenne en compte tous les types de sexualités ;
- ▶ Stimuler la création de comités des quartiers et de conseils des jeunes afin de responsabiliser les jeunes citoyen-ne-s ;
- ▶ Favoriser la collaboration entre États et associations de terrain pour trouver des solutions concrètes aux discriminations rencontrées par les jeunes.



Une initiative locale :

RFSL Ungdom - Haris ELOY - Suède

Haris ELOY précise d'emblée qu'il est originaire de Macédoine du Nord, qu'il a des parents bosniaques et qu'il vit actuellement en Suède, où il est engagé au sein de RFSL, la fédération de la jeunesse suédoise pour les droits des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et queer (LGBTQ).

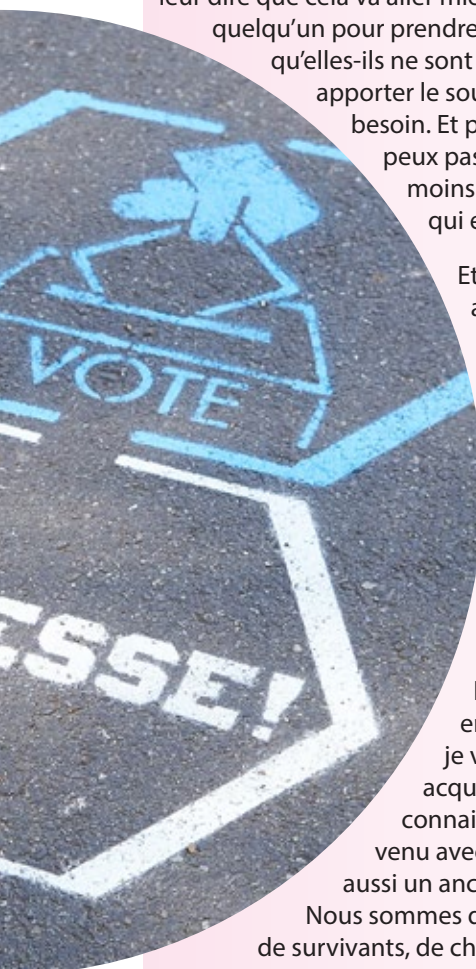
Son travail se concentre sur les jeunes migrant-e-s, demandeur-euse-s d'asile et réfugié-e-s LGBTQ. Haris explique la situation particulière rencontrée par ces jeunes, en comparaison avec les autres réfugié-e-s. Alors que, « en général, lorsque les réfugié-e-s arrivent dans un pays sûr, elles-ils sentent qu'elles-ils ont atteint leur destination finale, pour les réfugié-e-s LGBTQ c'est différent : lorsque tu arrives, tu es toujours en danger. Tu es placé-e dans un camp avec d'autres personnes de ton pays, de différents milieux et tu dois continuer à te cacher - et ce n'est pas le but - tu ne te sens plus en sécurité. »

Ces jeunes rencontrent un certain nombre de défis liés à leurs droits sociaux. Si les demandeur-euse-s d'asile ont moins de 18 ans, elles-ils ont accès au système scolaire et à un hébergement, mais ce n'est plus le cas au-delà de 18 ans. « Tu es vu-e comme un-e adulte et tu dois pouvoir prendre soin de toi. » Si ces jeunes ne peuvent prouver leur identité, elles-ils ne vont probablement pas trouver de travail et devoir attendre pendant de longues périodes une décision de justice, sans avoir le droit de travailler. En ce qui concerne la santé, certain-e-s jeunes ont été exposé-e-s à un test médical visant à prouver leur âge. En outre, les personnes transgenres qui ne disposent pas de numéro personnel - ce qui signifie ne pas être enregistré-e comme un-e citoyen-ne suédois-e - peuvent difficilement continuer leur transition. En effet, le remboursement des traitements hormonaux

nécessaires à une transition n'est accordé qu'aux citoyen-ne-s et aux personnes détenant certains types de visas. Cela oblige beaucoup de personnes transgenres à se procurer des hormones sur un marché parallèle, sans consultation médicale, avec les risques médicaux que cela comporte.

Dans le cadre du projet Newcomers Youth, qui existe depuis 3 ans et vient d'être renouvelé pour 3 années, l'association fait du plaidoyer et propose un soutien, en particulier du conseil juridique. Elle facilite également, une fois par semaine, des espaces sûrs pour échanger sur différents sujets. Cela permet d'accueillir ces jeunes migrant-e-s dans la société et la culture suédoises, leur donner des cours de suédois, leur proposer des activités créatives, des spectacles, leur donner de la visibilité et du soutien, les encourager à faire entendre leur voix et à devenir des ambassadeur-trice-s. Comme le précise Haris, « pour beaucoup de membres, nous sommes comme une seconde maison ou comme une famille, car beaucoup d'entre elles-eux sont des mineur-e-s non accompagné-e-s. (...) Nous les mettons en contact avec des personnes qui peuvent en prendre la responsabilité, qui peuvent prendre soin d'elles-eux en attendant. »





Haris est travailleur de jeunesse depuis 4 ans. Il témoigne : « Je suis très fier d'être un ambassadeur, un exemple, pour les aider à s'autonomiser, pour leur dire que cela va aller mieux, qu'il y a réellement quelqu'un pour prendre soin d'elles-eux, qu'elles-ils ne sont pas seul-e-s, pour leur apporter le soutien dont elles-ils ont besoin. Et parfois, même si je ne peux pas faire plus que cela, au moins je peux les écouter, ce qui est très important. »

Et c'est ce qui l'a amené au Conseil de l'Europe l'an dernier. « Je pense que ce sujet est nécessaire à l'échelle internationale, et il manque dans tant de pays. Dans la partie plaidoyer de mon travail, j'ai pensé : je peux faire quelque chose de plus. Je vais apprendre comment l'Europe fonctionne, en espérant que, quand je viendrai ici, je pourrai acquérir beaucoup de connaissances. (...) Je suis venu avec un membre qui est aussi un ancien demandeur d'asile.

Nous sommes des symboles de luttes, de survivants, de changement et aussi des exemples qui peuvent inspirer pour nous aider, car nous avons besoin de plus de personnes pour travailler ensemble avec nous. »

Il ajoute : « J'ai beaucoup d'objectifs parce que, maintenant, ayant la possibilité de travailler plus

étroitement avec le Conseil de l'Europe, je pense qu'il m'est permis de faire entendre ma voix et d'apporter un changement. Hier, durant une conférence ou un atelier, il a été dit que la jeunesse a besoin de pouvoir ou d'une plateforme pour s'exprimer. Et je crois que cette plateforme m'a été donnée, d'une certaine manière. »

1.8 Lutte contre la ségrégation et l'isolement

En termes de défis, les participant-e-s échangent majoritairement sur les questions migratoires. Elles-ils identifient des problèmes majeurs au niveau de l'intégration des nouveaux-elles arrivant-e-s ainsi que de la reconnaissance de leurs droits. Un-e participant-e témoigne : « La régularisation est juste un mot, mais tu n'as toujours pas tes droits. » En effet, déplorent les jeunes, la pleine participation des personnes migrantes à la société est entravée par des politiques et des protocoles discriminatoires. Les participant-e-s identifient à cet effet qu'il est difficile pour ces jeunes issu-e-s de l'immigration et de la diversité culturelle de s'impliquer activement dans leur communauté et d'exercer leur citoyenneté à cause des entraves existantes. En effet, n'ayant pas de moyens d'existences adéquats, un accès à l'information et aux ressources approprié, ni un libre choix dans leur accès à l'éducation, ces jeunes ont de la difficulté à s'intégrer à leur société d'accueil et à vivre dans la dignité. « Créer une citoyenneté à double vitesse empêche un vivre-ensemble harmonieux et un développement individuel et collectif souhaitable. »

Les jeunes évoquent également des contextes de petites villes ou de communautés dans lesquelles tout le monde se connaît et peut donc recevoir de l'aide. A l'inverse, elles-ils déplorent les espaces périurbains, où les personnes habitent, alors qu'elles-ils travaillent et nouent des relations ailleurs. Une

participante irlandaise dit à cet égard : « Je n'ai pas le sens de la communauté, parce que je n'ai pas vécu suffisamment longtemps quelque part pour le développer...J'ai plus de points communs avec des immigré-e-s et des réfugié-e-s. »

Recommandations

Les participant-e-s proposent les recommandations suivantes :

- ▶ (Re)créer du lien entre les générations, entre les habitant-e-s d'un même quartier de vie, d'une même entité municipale, mais aussi entre les jeunes elles ou eux-mêmes. Comme l'assure un-e participant-e, « découvrir l'autre, est certainement le premier pas, mais aussi le plus important » ;
- ▶ Mieux prendre en compte les communautés en milieu rural ;
- ▶ Développer les transports publics dans les zones les moins desservies ;
- ▶ Encourager une école plus intégratrice, favorisant le débat ;
- ▶ Favoriser les liens entre les acteur-trice-s ;
- ▶ Encourager le changement des mentalités ;
- ▶ La reconnaissance des droits sociaux des jeunes doit s'appliquer à l'ensemble des résident-e-s d'un territoire donné. « Les droits des jeunes migrant-e-s doivent être respectés au même titre que les autres, et les obstacles à leur libre choix dans l'emploi et l'éducation doivent être surmontés. »

Une initiative locale pour favoriser l'inclusion de jeunes migrant-e-s :

le réseau VYRE (Voices of Young Refugees in Europe) - Amy STAPLETON, Youssouf SYLLA, Munier

ABDELAZIM et Anssoumane DOUMBIA - France

Amy STAPLETON, du réseau VYRE, est venue à Strasbourg accompagnée de jeunes demandeur-euse-s d'asile qu'elle a rencontré-e-s via des associations lilloises favorisant l'intégration à travers des activités artistiques, dessin et théâtre notamment. Munier explique : « On a fait un groupe de théâtre « l'autre c'est moi. » L'idée c'est d'essayer de changer les stéréotypes et les idées sur beaucoup de choses, surtout les immigrants. Parce qu'on pense que le manque de dialogue, c'est ça qui cause beaucoup de problèmes. » Ce projet a été mené avec un lycée et sera décliné dans un autre lycée l'année prochaine. « Parce qu'on pense que c'est très important d'engager aussi les réfugié-e-s pour participer, assure Amy, pour avoir leur voix dans la communauté, parce que dans la plupart des associations qui s'intéressent au sujet de l'immigration, il n'y a pas de réfugié-e-s. »

Le réseau organise des ateliers de développement des compétences, de plaidoyer et de conseil, pour leur permettre de connaître leurs droits et aussi pour les intégrer dans la communauté. Il y a ainsi des formations, des sessions d'étude, au minimum une par an, qui rassemblent entre 30 et 40 jeunes. L'idée c'est aussi d'aider les éducateurs, les travailleurs sociaux, les personnes dans les associations, les bénévoles, pour améliorer les choses. »

Youssouf témoigne de son expérience de la semaine *Enter!* : « Cela m'a donné beaucoup d'idées, et d'expérience aussi, parce que j'ai connu plein de trucs sur l'Europe. J'ai même connu certains pays dont je n'ai jamais entendu le nom. Je ne suis plus en Afrique, je suis en Europe, donc je dois connaître aussi les activités de l'Europe et tout ce qui se passe en Europe, les différentes structures, comment l'Europe est organisée, de façon administrative et aussi

au niveau de la jeunesse. Sur l'emploi, ils veulent changer le système éducatif de façon à ce que les jeunes qui se forment aient une petite expérience au moins, des stages, des formations, pour avoir des expériences avant la recherche d'emploi. Ils veulent vraiment se focaliser sur l'éducation, améliorer l'éducation pour que les jeunes soient expérimentés avant la recherche d'un emploi. »

Anssoumane ajoute : « Je suis content d'être là en tant que jeune parce que je suis arrivé ici jeune. » Il est venu pour « connaître comment les jeunes évoluent ici et comment la situation des jeunes évolue à travers les États (...). Et ça m'a donné aussi beaucoup d'espérance pour s'intégrer ici. »

Munier assure quant à lui : « J'adore l'ambiance interculturelle. Après, en tant que jeune européen immigré, c'est pour parler avec d'autres, pour montrer notre situation et les problèmes, les défis qu'on a aussi en Europe, et aussi pour participer avec les recommandations, pour changer la situation actuelle, être mieux encore. Les droits humains, c'est ça qui m'intéresse toujours, parce que j'ai travaillé aussi au Soudan avant de venir ici, avec des associations. »

Amy partage ses impressions sur la Semaine *Enter!* : « Même si on a beaucoup d'attentes, on apprend beaucoup de choses qu'on ne peut même pas imaginer. Et je pense que ça nous met en question aussi. (...) Par exemple on a parlé des discriminations aujourd'hui, c'est toujours quelque chose que tu te dis : « Ah oui ! Mais comment je peux améliorer ça ? Qu'est-ce que je peux faire dans ma vie normale pour changer les choses ? Et comment on continue de lutter, continue de se battre ? » *Enter!*, selon elle c'est important, « parce qu'après on peut montrer ça à tout le monde. » La prochaine étape c'est comment on peut mettre en place quelque chose à Lille encore, avec le groupe qui est ici. »

Amy est étudiante et mène une recherche-action participative. La recherche aussi constitue pour elle une façon de faire participer tous-tes les jeunes « à quelque chose de plus grand. » L'idée, c'est que les jeunes elles-eux-mêmes créent des projets et créent la recherche. « Les associations sont assez fortes de ce côté : des liens entre le domaine académique, la société civile et parfois les institutions, ici avec le Conseil de l'Europe par exemple, je trouve que c'est très intéressant et c'est quelque chose à garder. En plus, notre groupe montre à quel point c'est important d'avoir des réseaux et des collaborations différentes. »

1.9 La participation des jeunes

Comme le définit un-e jeune, « participer, c'est le fait d'agir pour le bien commun. » Sur la question de l'inclusion et de la participation des jeunes, les participant-e-s sont divisé-e-s. Certain-e-s soulignent la présence d'espaces dédiés aux activités de jeunesse dans leur ville mais déplorent le fait que la participation des jeunes ne soit pas assurée, que la jeunesse n'ait pas de voix dans les décisions les concernant. D'autres expliquent que, grâce aux Conseils de jeunesse, la participation des jeunes est partiellement assurée, mais le bénévolat des jeunes ne joue qu'une petite part dans la vie quotidienne de leur ville. Or, pour elles-eux, ceci représente un objectif important.

Si des participant-e-s se réjouissent d'une participation en augmentation des jeunes lors des dernières élections européennes, elle ne s'avère néanmoins pas représentative de tous-tes les jeunes. Le désintérêt des jeunes pour la politique est une question récurrente dans de nombreux pays. Un-e participant-e le déplore : « Les politiques ne sont pas dans le même monde que nous. » Néanmoins, dans certaines villes,



la politique suscite un niveau supérieur d'intérêt, en lien avec le niveau de citoyenneté active et de bénévolat. Des participant-e-s citent également l'exemple de Malte, où en 2018 le droit de vote a été abaissé à 16 ans, ce qui a eu un impact positif sur l'implication des jeunes dans la politique, et a permis une augmentation des fonds pour les centres et activités de jeunesse.

Les jeunes expriment leur besoin qu'une place réelle leur soit attribuée dans les décisions institutionnelles, en particulier dans les politiques qui les affectent afin d'éviter le « tokenisme » (le fait d'être uniquement mis-es en avant pour la forme, de manière symbolique). Elles-ils déplorent le manque flagrant de jeunes ainsi que le manque de représentativité de la diversité de la jeunesse dans les instances décisionnelles. Il ne s'agit pas seulement de donner la parole aux jeunes, mais de leur donner l'accès à l'information et aux ressources. « Il manque des fonds pour aller au bout des projets » regrette un-e participant-e. Elles-ils estiment ne pas être pris-es au sérieux par les décideur-euse-s.

Les associations, les services jeunesse éprouvent le sentiment d'être fort peu soutenus dans leurs démarches de sensibilisation à la participation des jeunes aux processus de prises de décisions... en particulier pour les publics en situation d'exclusion (jeunes de quartiers défavorisés, en situation de handicap, ...). En outre, des jeunes déplorent le fait que, pour participer à un certain nombre de programmes ou pour avoir accès à des informations sur leurs droits sociaux, elles-ils ne soient pas indépendant-e-s et doivent faire partie d'une ONG. Des ONG sont pointées elles aussi du doigt pour leurs pratiques du « tokenisme. »

De plus, même si certain-e-s jeunes sont intéressé-e-s par s'impliquer et participer, elles-ils sont



freiné-e-s par leur situation actuelle, et leur nécessité de subvenir à leurs besoins. Or, comme en témoigne un-e participant-e, pour participer à une association, « il faut être tranquille dans la tête. »

Le rôle de l'école est mis en avant dans l'apprentissage de la participation. Comme l'exprime un-e jeune : Vous pouvez dire que la participation commence principalement à la maison, mais la participation commence principalement à l'école ! » La participation doit également être engageante. Un-e participant-e s'interroge : « Si je dis « budget participatif », est-ce suffisamment attirant pour s'impliquer ? »

Le changement climatique constitue une priorité commune des jeunes décrivant un manque de responsabilité des politiques européennes. Inquiète-s pour leur futur, les participant-e-s évoquent un manque d'écoute des gouvernements. La participation engagée des jeunes dans le cadre des marches pour le climat est perçue comme une chance de se rassembler et de proposer ensemble des solutions concrètes pour un changement radical en cohérence avec les objectifs de développement durable à long terme.

Recommandations

Sur la question de la participation, les jeunes font les préconisations suivantes :

- ▶ Fournir aux jeunes des quartiers défavorisés une écoute et un soutien conséquent et adapté, en acceptant que la participation citoyenne ne s'exprime pas uniquement lors des élections, ou dans le cadre de la politique partisane ; encourager des formes directes de participation ;
- ▶ En termes de processus, il est préférable d'impliquer les jeunes en se focalisant sur une question à la fois et de démarrer par de petites actions locales

en vue d'acquérir de l'expérience et de pouvoir les valoriser auprès des autorités municipales/com-munales notamment, et ce avant d'envisager des actions, manifestations de plus grande envergure. Cela permet de créer un effet démultiplicateur. Une participante irlandaise témoigne : « Nous avons impliqué les jeunes avec les minorités et les personnes migrantes. C'était seulement une petite campagne, mais qui a montré d'autres potentialités. »

- ▶ Encourager la création de comités des quartiers, de conseils des jeunes, de forums jeunesse, dotés de bases légales, ainsi que des réseaux associatifs afin de responsabiliser les citoyen-ne-s ;
- ▶ Créer des rencontres avec des élu-e-s, des ambassadeur-drice-s ;
- ▶ Solliciter des personnalités locales pour l'encouragement et l'exemple, afin d'influencer les jeunes vers plus de réussite, de confiance et de succès ;
- ▶ Favoriser l'éducation civique à la politique pour encourager les jeunes à y prendre une part active ;
- ▶ Améliorer les actions de prévention auprès des jeunes, par exemple en organisant des journées de témoignages ;
- ▶ Créer des clubs de débats, des cafés citoyens, des formations, pour l'empouvoirement des jeunes ;
- ▶ Financer des projets associatifs visant à encourager les jeunes à participer à la vie politique ;
- ▶ Multiplier les expériences de budget participatif ;
- ▶ Mieux promouvoir les actions réalisées par les jeunes.



Une initiative locale de participation des jeunes à la dynamique de la ville : Varaždin for European Youth Capital 2022 - Etelka KOZAR - Croatie

Varaždin est l'une des 5 villes candidates au titre de capitale européenne de la jeunesse 2022. Cette candidature est le fruit d'une initiative de jeunes, qu'a rejointe Etelka KOZAR il y a un peu plus d'un an.

Au démarrage, il y a un jeune de la ville, qui s'est dit que Varaždin était « la ville adéquate pour candidater », qui a recueilli les expériences de plusieurs anciennes capitales européennes de la jeunesse et qui a rassemblé autour de lui une équipe de jeunes motivé-e-s, avec l'appui de la municipalité. Le processus a démarré en 2018, avec une première candidature pour 2021, qui a échoué, et une nouvelle tentative pour 2022.

En décembre 2018, une formation sur la recommandation Enter ! s'est tenue à Varaždin et a impliqué des participant-e-s venu-e-s de toute la région. Cette formation a notamment permis à l'équipe de Varaždin de mieux identifier les groupes les plus vulnérables. Afin d'affiner son diagnostic, au printemps de cette année, l'équipe a lancé une grande enquête auprès des jeunes de la ville, avec l'appui des établissements scolaires, des universités, des autorités locales, du conseil local de la jeunesse, et via les réseaux sociaux. Environ 800 jeunes y ont répondu et ont fait part de leurs besoins, ce qui a permis d'alimenter la réflexion sur le programme à proposer.

Etelka est psychologue et travaille dans une entreprise spécialisée dans les ressources humaines, dans deux domaines : le recrutement ainsi que l'orientation professionnelle à destination des groupes marginalisés, notamment des personnes éloignées de l'emploi depuis un certain temps. La thématique de l'emploi fait ainsi partie du programme proposé par Varaždin dans le cadre de sa candidature, afin de favoriser l'entrée des jeunes sur le marché du travail.

Etelka souligne l'importance portée à l'inclusion des groupes marginalisés, avec un-e travailleur-euse de jeunesse qui serait spécifiquement dédié-e aux membres de ces groupes. Elle explique ainsi que deux représentant-e-s de la communauté LGBTQI locale leur ont permis de mieux comprendre les besoins de ses membres. Une attention a été portée aux jeunes situé-e-s en région rurale avec l'idée de leur assurer du conseil en ligne, ces jeunes ayant souvent des difficultés à accéder aux structures existantes. L'équipe espère ouvrir un centre de conseil, avec l'appui du gouvernement croate, et cherche actuellement des possibilités de financement. Le programme vise aussi les jeunes en situation de handicap et les jeunes souffrant de problèmes de santé mentale. La communauté Rom est également prise en compte. De même, les personnes migrantes sont intégrées autant que possible. Etelka explique que, l'an dernier, l'équipe de Varaždin a organisé une campagne de financement et qu'à cette occasion de jeunes réfugié-e-s ont exprimé leur souhait de s'engager dans le processus. Néanmoins, cet engagement a été freiné par les difficultés administratives liées à leur statut.

A travers son programme, l'équipe de Varaždin souhaite proposer, outre du conseil psychologique, en ligne ou en face-à-face et un soutien dans la recherche d'emploi, la mise en place d'une librairie humaine (un-e membre de l'équipe s'y est formé-e), des activités divertissantes, des ateliers créatifs, des dîners interculturels, etc.

Etelka précise que Varaždin était déjà une ville qui, avant sa candidature, investissait sur les jeunes, notamment via des bourses, mais qu'« il y avait une marge de progression. » Cette candidature est un moyen de permettre « aux jeunes de s'impliquer dans l'ensemble du processus, de décider pour leurs vies » et à terme, « d'être plus mobiles » et de pouvoir « échanger sur leurs pratiques. »

Une initiative locale pour favoriser la participation des jeunes au processus de prise de décisions de la municipalité :

le Conseil Jeunesse de Montréal-Nord (CjMN)
Meryeme ROUDANE - Canada

Meryeme ROUDANE a d'abord été une lycéenne engagée. « Pendant mes 5 années [de secondaire] j'ai fait plusieurs activités parascolaires, j'ai fait de la radio étudiante, j'ai touché à peu près à tout, j'ai fait des brigades culinaires, j'ai fait le conseil des élèves, j'ai fait de la robotique, j'étais impliquée bénévolement à la bibliothèque, aux événements, donc j'ai quand même fait beaucoup de choses. »

Puis, par un ami, elle apprend qu'un Conseil Jeunesse est en train de se monter dans l'arrondissement de Montréal Nord, sous l'impulsion de la Mairesse. Son profil correspond à celui recherché par la Mairesse. En effet, « ils recherchaient des jeunes impliqués qui connaissaient l'environnement. » Car, justement, « le but du Conseil jeunesse c'est de s'intégrer avec les jeunes, d'écouter leurs besoins, de connaître ce dont ils ont envie, pas envie, pour envoyer le message à la Mairesse, pour qu'elle puisse voir les besoins des jeunes. J'avais des contacts avec les jeunes donc c'est ce dont ils avaient besoin. »

Elle décide alors de s'y impliquer : « parce que je voulais changer les choses, parce que je voyais autour de moi des jeunes qui n'ont pas eu autant de chance que moi. Moi, j'ai eu le courage d'aller m'impliquer, d'aller chercher ce que je voulais. Il y a des jeunes qui n'osent pas aller chercher parce qu'ils ne se sentent pas à l'aise ou ils ne trouvent pas les ressources pour aller trouver des activités, ce qui leur plaît. Je voulais changer les choses. »

Depuis qu'elle a commencé son mandat, en janvier dernier, puisqu'il s'agit de la première délégation, le travail a consisté d'abord à travailler sur la base,

à créer un code de régie, donc les règlements du Conseil, pour qu'il puisse durer pendant plusieurs années. En même temps, les jeunes commencent à faire ce pour quoi le Conseil a été créé, c'est-à-dire sonder les jeunes pour pouvoir relayer leurs besoins à la municipalité.

Elle donne un exemple concret : « Là où l'on fait nos rencontres, il y a un parc derrière. Dans le parc, la municipalité va construire un chalet et notre but c'était d'aller sonder les jeunes, savoir ce qu'ils voulaient avoir dans ce chalet, quelle activité, quelle infrastructure, ce dont ils ont besoin. Et nous, on reprend ce qu'ils nous disent, ce qu'ils veulent ou ce qu'ils ne veulent pas, on rédige un bilan et on l'envoie à la Mairesse et elle va s'occuper à ce que ces désirs-là soient respectés le plus possible. »

Meryeme constate les premiers bénéfices de ce Conseil pour la jeunesse de l'arrondissement : « Les jeunes, quand ils apprennent qu'il y a un Conseil jeunesse, ils sont contents parce que c'est plus facile de parler à un jeune que de parler à un adulte. Quand on est entre jeunes, c'est plus facile de s'exprimer, de ce que l'on aime ou ce que l'on n'aime pas. Et puis, ce que les jeunes disent, c'est généralement d'avoir plus d'encadrement, plus de jeunes qui travaillent avec eux, plus que des adultes, parce c'est vraiment, je pense, ce qui ressort, les jeunes ne sont pas toujours à l'aise d'aller demander de l'aide ou d'aller voir un adulte. Ils ont la même mentalité, le même langage. Quand un jeune a un problème, par exemple de dépendance, de violence, il ne va pas aller voir un adulte pour lui dire : « Ah mais j'ai tel problème. » C'est dans ce genre de situations qu'ils demandent à avoir plus de jeunes qui puissent les aider. »

Cette rencontre Enter ! permet à Meryeme de se rendre compte de certains avantages qu'ont les jeunes de son arrondissement par rapport à



des jeunes d'autres municipalités : « ils n'ont pas beaucoup d'infrastructures sport alors que quand je vois à Montréal Nord, presque à chaque parc tu as un terrain de foot, un terrain de basket, ou un terrain de tennis. Il y a des patinoires, il y a des piscines, il y a des patageoires, il y a vraiment énormément de choses. Les gymnases des écoles sont ouverts les fins de semaines pour offrir des activités. Donc ça, quand j'étais là-bas je ne me rendais pas compte que c'était énorme ; pour moi c'était quelque chose de normal, c'était quelque chose de basique. Mais quand j'écoute des témoignages d'autres personnes qui viennent d'autres pays, je me dis : « On a des ressources, quand même ! » C'est sûr que l'on n'a pas tout non plus, il y a des manques, il y a des choses qu'on aimerait changer, mais on ne se rendait pas compte qu'on avait autant de choses positives. »

1.10 Education et formation

Les participant-e-s listent nombre de défis auxquels sont confrontés la plupart des systèmes éducatifs. L'éducation de base est gratuite dans leurs pays, certes, mais les jeunes déplorent une éducation « McDonald's », « propagande » ou « perroquet » qui favorise la mémorisation et l'apprentissage par cœur au lieu de stimuler la réflexion et la créativité, une éducation fondée sur les tests et la sélection, et qui laisse peu de liberté en termes d'emploi du temps et de choix de sujets.

Concernant les contenus, les systèmes scolaires ont souvent un déficit de programmes d'éducation à la santé et à la sexualité, pourtant utiles, selon une participante, pour « lutter contre les effets préjudiciables que la pornographie peut avoir sur la vision des jeunes des relations. » Le manque d'éducation civique, d'éducation à la politique et d'introduction à la démocratie à l'échelle scolaire peut expliquer le manque d'engagement des jeunes. Comme le

résume un participant : « L'école forme des travailleurs et non des citoyens. »

Sur un plan financier, les jeunes regrettent le fait que les enseignant-e-s soient souvent mal rémunéré-e-s, que les frais de transports scolaires pèsent sur les élèves et que les frais d'entrée dans l'enseignement supérieur soient souvent élevés. Sur un plan matériel, les jeunes déplorent le manque de modernité des équipements scolaires. En outre, l'enseignement privé se révèle souvent discriminant pour des raisons financières.

Les participant-e-s mettent également en avant les problèmes de discriminations rencontrées par les jeunes en situation de handicap, les difficultés que doivent surmonter les élèves dont les parents ont des bas revenus, les jeunes en milieu rural où l'on manque d'infrastructures, les enfants migrant-e-s. Le harcèlement scolaire est également pointé du doigt. En termes d'écoute de la parole et de soutien des jeunes, les établissements scolaires ne proposent pas toujours d'élections de représentant-e-s des élèves ou de partenariats avec des travailleur-euse-s sociaux-ales. Les enseignant-e-s semblent peu communiquer de manière personnelle avec leurs élèves.

Les jeunes se désolent enfin du manque d'expérience pratique au cours du cursus scolaire ou universitaire, « une éducation déconnectée de la réalité », et du manque d'information et d'orientation sur les formations et les carrières. Il existe des disparités entre les États sur leurs capacités à accompagner voire réintégrer les élèves « décrocheur-euse-s. » Des participant-e-s déplorent également la disparition des écoles d'artisanat traditionnel dans leur pays.

Ainsi que le résume un participant-e-s, « l'éducation n'est pas une préparation pour la vie, l'éducation est la vie elle-même, elle est notre passeport pour le futur. »

Recommandations

Dans ce domaine, les participant-e-s élaborent les préconisations suivantes :

- Généraliser au niveau national les formations sur les besoins particuliers des élèves de quartiers défavorisés, notamment en introduisant des modules spécifiques dans la formation initiale et continue des enseignant-e-s ; favoriser les formations permettant de développer des compétences ou sur des questions sociales, impliquant divers-es acteur-trice-s : États, ONG, corps enseignant, formateur-trice-s ;
- Permettre une meilleure rémunération des enseignant-e-s ;
- Réformer les programmes dans chaque pays ; proposer plus de choix en matière de cours, d'emploi du temps ; favoriser un système éducatif créatif ;
- Favoriser des ateliers d'éducation à la citoyenneté et aux droits, notamment via des contenus vulgarisés, des cours de culture générale, des visites d'institutions, des informations sur les dispositifs existants, des liens avec les villes, ce qui implique également la formation d'intervenant-e-s qualifié-e-s ;
- Développer l'éducation à la santé et à la sexualité ;
- Encourager la mise en place d'ateliers d'éducation au numérique dans les établissements scolaires et universitaires ainsi que les structures socio-éducatives (centres d'information jeunesse, espaces publics numériques par exemple) ;
- Développer des activités extra-scolaires sportives, artistiques, culturelles ;
- Instaurer plus de mixité dans les établissements scolaires ; éviter que la qualité de l'éducation soit liée au type de système (public vs privé) ;
- Encourager une meilleure inclusion de tous les publics, notamment les jeunes en situation de handicap et les jeunes migrant-e-s ;
- Stimuler la création d'écoles de la « deuxième chance » pour les élèves décrocheur-euse-s ;
- Mettre en place des programmes de lutte contre le (cyber-)harcèlement, favoriser la présence de surveillant-e-s ;
- Favoriser l'écoute des jeunes et notamment les liens entre les élèves et les travailleur-euse-s de jeunesse et les psychologues scolaires ;
- Développer l'offre universitaire, rendre l'accès à l'université abordable financièrement ; développer les bourses étudiantes ;
- Développer la gratuité des transports ;
- Développer les programmes d'échanges et les possibilités de bénévolat/volontariat ;
- Moderniser les équipements dans les établissements scolaires ;
- Favoriser l'élection de représentant-e-s des élèves et des étudiant-e-s, en lien avec les ministères.



Une initiative locale pour lutter contre le harcèlement en milieu scolaire :

Participation for all - Natalja GUDAKOVSKA - Lettonie

L'organisation *Participation for all* constitue un « point de contact » pour les jeunes, et intervient en accompagnement de projets ainsi que dans le cadre d'ateliers en milieu scolaire.

Dans les établissements scolaires, elle intervient sur les questions liées au discours de haine et aux discriminations. Elle mène des ateliers, et également des programmes de long-terme sur le harcèlement pour des élèves de 13 ans et plus. L'équipe de *Participation for all* n'intervient pas dans la gestion de crises mais en prévention. Si elle dispose de financements, elle propose ses services à des établissements scolaires. Certain-e-s enseignant-e-s, formé-e-s par l'organisation dans le cadre de la coopération menée avec le Centre letton des droits humains, font aussi directement appel à elle.

En général, une information est diffusée dans différentes classes d'un établissement et les élèves volontaires sont alors dispensé-e-s de cours pour pouvoir participer aux ateliers. Cela crée un groupe mixte d'une vingtaine de jeunes, qui constitue dès lors une communauté impliquée, chargée de développer un plan d'action pour favoriser une ambiance conviviale au sein de l'établissement. La taille du groupe permet un travail individualisé. La fréquence des réunions dépend de la dynamique de groupe et de la teneur des ateliers.

L'équipe utilise les techniques du théâtre social et du théâtre forum dans ses interventions. Comme l'explique Natalja, « le théâtre attire les jeunes. » Le thème en lui-même du harcèlement est important pour ces jeunes, néanmoins si les ateliers étaient présentés uniquement comme des ateliers sur le

harcèlement, les jeunes ne viendraient pas car « c'est un sujet trop difficile à traiter. » Mais l'aspect théâtral les motive. Les élèves sont amené-e-s à réfléchir aux situations de harcèlement : Comment les reconnaît-on ? Quelles en sont les conséquences ? Comment peut-on réagir ? Que se passe-t-il si l'on ne réagit pas ?

Entre les ateliers, les jeunes peuvent avoir 2 ou 3 semaines pour mener des activités pratiques, chacun-e de son côté. Cela peut consister à observer des situations de conflit autour de soi : à l'école, à la maison, dans la rue, ...

Natalja dit que l'initiative est très appréciée par les jeunes et qu'en 2020 l'équipe de *Participation for all* va mener un projet de long-terme auprès d'élèves de 11-12 ans. Ce sera une première.

1.11 Information et conseil

Beaucoup de jeunes veulent participer à la prise de décision qui va concerner leur futur. Pour cela, elles-ils ont besoin d'avoir accès à diverses sources d'information, et à une information de qualité. Pour une personne présente, « l'information rend possible la participation. »

Les participant-e-s citent l'exemple d'une



municipalité qui mettait en place des modalités de participation pour les jeunes. Mais les personnes en charge de ce programme croyaient que les jeunes étaient trop paresseux-ses ou apathiques pour s'impliquer. En réalité, aucun-e des jeunes de la ville n'était informé-e de ces opportunités !



Les jeunes témoignent de l'utilisation répandue des réseaux sociaux - en particulier Instagram et Facebook - par les organisations pour promouvoir les événements organisés par les jeunes. « C'est vraiment efficace, les jeunes de tout le pays peuvent voir nos événements » témoigne un-e jeune. Une participante monténégrine renchérit : « Même le gouvernement les utilise pour promouvoir le vote auprès des jeunes ! »

Des jeunes en milieu rural expliquent avoir des difficultés à accéder aux mêmes opportunités qu'en milieu urbain, ainsi qu'à l'information venant des autorités, et vice-versa. Un-e participant-e assure : « Tout commence par les autorités. Si une autorité faillit [financièrement] il n'y a pas de progrès dans la société, et s'il n'y a pas de progrès dans la société, alors les jeunes ne peuvent pas s'engager. »

Des participant-e-s de divers pays déplorent le

manque de centres de jeunesse. A cet égard, des jeunes soulèvent la question de la redevabilité, qui est liée à celle de l'information. Comme l'exprime une personne présente : « La redevabilité fait défaut. Est-ce que nous, jeunes, sortons et disons que nous n'avons pas de centre de jeunesse, qu'il devrait y avoir un centre de jeunesse ici ? Est-ce que l'information est accessible ? Est-ce que je sais que je devrais avoir un centre de jeunesse ici ? » Et, même lorsque des structures locales sont présentes, elles ne disposent pas forcément des informations adéquates, par exemple sur la recommandation *Enter!*, et ne peuvent donc pas inciter les jeunes à la découvrir.

Enfin, des participant-e-s de Macédoine du Nord assurent traduire des articles de Wikipedia d'autres pays, afin de disséminer des informations, et susciter des prises de conscience sur certaines questions.

Recommandations

Sur cette thématique, les participant-e-s font les préconisations suivantes :

- ▶ Développer une information de qualité pour les jeunes ;
- ▶ Favoriser la création de centres de jeunesse ;
- ▶ Pour les jeunes : développer leurs propres structures, par exemple des conseils scolaires ;
- ▶ Informer dès le lycée sur les différents dispositifs de mobilité et d'aide pour les jeunes ;
- ▶ Utiliser les réseaux sociaux pour toucher plus de jeunes ;
- ▶ Soutenir les organisations situées dans des quartiers défavorisés et en zone rurale.



Une initiative locale pour favoriser l'information auprès des jeunes via des relais locaux :

Partnership for every child - Igor NOSACH - Ukraine

Igor NOSACH travaille au sein de l'ONG *Partnership for every child*, basée dans les environs de Kiev. C'est l'organisation qui a construit ses propres locaux dans un village, incluant un centre de formation pour les professionnel-le-s. Les jeunes du village prennent part à différentes activités, notamment un parlement des enfants, soutenu par les autorités locales. Il s'agit en effet de favoriser la participation de la jeunesse.

Cette structure travaille également avec des partenaires de diverses régions d'Ukraine, structures qui sont en contact direct avec des jeunes. L'ONG propose des formations aux travailleur-euse-s de jeunesse, qui se rendent ensuite dans des institutions en lien avec les jeunes : établissements scolaires, lycées professionnels, établissement de protection de l'enfance.

Ces travailleur-euse-s de jeunesse relaient les projets proposés par Partnership for every child et encouragent les jeunes à y participer, en les accompagnant et en leur octroyant une bourse. Ainsi, des jeunes ont mis en place des cours de cuisine, mixtes, animés par un-e professionnel-le de la restauration, en faisant de la publicité dans les établissements scolaires ; un autre groupe a organisé une formation sur les compétences de vie : la recherche d'emploi, la communication, la mobilité, etc ; enfin, parce qu'en général, en milieu rural, explique Igor, « lorsque quelque chose est organisé pour les jeunes, ce n'est pas très motivant », d'autres jeunes ont créé un festival de jeunesse dans leur village, situé dans la « zone grise. »

Si beaucoup de jeunes ont du temps libre, l'envie de communiquer avec leurs pairs, et ne savent pas

où aller pour cela, il n'est cependant pas si aisé de les faire venir à une réunion, puis de les impliquer et enfin de les fidéliser. Les travailleur-euse-s de jeunesse profitent souvent de rencontres inopinées avec les jeunes dans la rue pour leur expliquer en quoi consistent les projets. C'est par ce contact individualisé qu'un-e jeune s'est engagé-e et « est devenu-e l'un-e des participant-e-s les plus actif-ve-s de ces projets. »

Partnership for every child accompagne les professionnel-le-s qui accompagnent les jeunes. « Nous avons des réunions et discutons sur les réseaux sociaux » explique Igor, qui ajoute que du soutien leur est apporté lorsqu'« elles-ils manquent de matériel, se découragent ou rencontrent des difficultés dans le cadre de leurs ateliers. »



2. Rencontres avec des organisations locales à Strasbourg : les apports des échanges d'expériences

Le mercredi, les participant-e-s avaient la possibilité de choisir la visite de l'un des lieux suivants, en fonction de leur thématique de prédilection :

- ▶ Participation des jeunes, **Centre socio-culturel Neuhof**, <http://cscneuhof.eu/>
- ▶ Egalité des genres, **Les Petits Débrouillards**, <http://www.lespetitsdebrouillards.org/>
- ▶ Inclusion sociale et reconnaissance de la diversité culturelle, **Maison des Potes**, <http://www.maisondespotes/strasbourg>
- ▶ Education aux droits humains et inclusion des jeunes réfugié-e-s, **Thémis**, <http://www.themis.asso.fr/>
- ▶ Travail de jeunesse au niveau local, **Centre socio-culturel L'Escale**, <http://escale.centres-sociaux.fr/>
- ▶ Solidarité interculturelle et environnement, **Apollonia**, <http://www.apollonia-art-exchanges.com/fr/>
- ▶ Participation des jeunes : démocratie et citoyenneté !, **Les Jeunes Européens**, <http://jeunes-europeens-strasbourg.eu/>
- ▶ Résolution de conflits et prévention de la violence, **Centre socio-culturel La Montagne Verte**, <http://cscmontagneverte.centres-sociaux.fr/>
- ▶ Employabilité des jeunes, **Youth Express Network**, <http://www.youthexpressnetwork.org>
- ▶ Combattre le discours de haine, **LICRA**, <https://www.licra.org/>

- ▶ Mobilité internationale des jeunes et son impact local, **VISA-AD**, <http://www.visa-ad.org/>
- ▶ Volontariat des jeunes, **AMSED**, <http://www.amsed.fr/>
- ▶ Promotion de styles de vie sains (santé mentale et physique des jeunes), **Maison des adolescents**, <http://www.maisondesados-strasbourg.eu/>

Les apports pour les participant-e-s, outre un brassage des groupes - une nouvelle occasion était offerte aux participant-e-s de se rencontrer au sein d'équipes multiculturelles - ont été les suivants : la découverte de structures engagées localement dans le travail de jeunesse et l'accès et le respect des droits ; le partage de questionnements sur les droits sociaux des jeunes dans divers contextes ainsi que la découverte de méthodes et d'outils d'éducation non formelle et d'éducation expérientielle.

2.1 La découverte de structures engagées localement dans le travail de jeunesse et l'accès et le respect des droits

Lors de la visite du **Centre socio-culturel L'Escale**, située dans la Cité de l'III, dans le quartier de la Robertsau, la directrice ainsi que la responsable du pôle insertion ont présenté aux jeunes le système de fonctionnement d'un Centre socio-culturel en France, et comment le travail de jeunesse est abordé à l'échelle locale. Elles ont notamment expliqué comment le Centre socio-culturel crée un support pour faciliter l'accès des jeunes à l'information, pour créer du lien à travers des activités culturelles et sociales. Le pôle insertion, en particulier, s'adresse à des personnes en situation de précarité au regard de l'emploi et les aide dans les démarches administratives, les outils de candidature et l'informatique. Les participant-e-s ont en outre pu visiter le quartier : en ce jour de marché, elles-ils ont eu un aperçu de

la diversité du quartier et ont pu interagir avec les habitant-e-s. Elles-ils ont en outre rencontré une association, **Passerelle**, ancrée depuis plusieurs dizaines d'années dans le quartier, qui utilise les locaux du Centre socio-culturel pour accompagner, à travers des ateliers, des personnes en situation de grande précarité sur les questions de rapport au corps, à l'hygiène, à la coiffure. Ainsi, les participant-e-s ont, lors du débriefing de la journée, témoigné de la richesse de cette journée en ce qu'elle donnait un aperçu très concret d'une réalité locale et venait dans le prolongement des discussions de la veille, amorcées pour certain-e-s sur le thème des discriminations. « Ça fait du sens parce qu'on a commencé à en parler et qu'on voit quelque chose de concret. »

La visite de l'association **Thémis** a quant à elle permis au groupe de découvrir une structure qui vient en aide et propose une assistance juridique aux enfants victimes de violence, aux mineur-e-s non accompagné-e-s ainsi qu'à celles et ceux dans le besoin. Thémis s'engage également dans l'éducation aux droits humains dans des écoles alsaciennes, en utilisant une approche multidisciplinaire. Grâce à cette rencontre, les participant-e-s ont pu comprendre comment une association locale contribue à l'accès aux droits des enfants et des jeunes réfugié-e-s et quels sont les standards juridiques de protection des mineur-e-s non accompagné-e-s en France. Les participant-e-s ont en outre découvert des situations réelles, les défis rencontrés par Thémis, notamment en termes de preuves et de longueur des processus judiciaires, mais aussi le soutien de la municipalité dans le développement de services permettant une meilleure inclusion de ces enfants et de ces jeunes.

A travers la rencontre avec l'équipe de **la Maison des Potes**, les participant-e-s ont pu découvrir les activités proposées par la structure, en particulier les cours de français, l'aide administrative aux personnes

migrantes, des ateliers sur les discriminations et des distributions alimentaires. Un groupe de 8 jeunes filles engagées au sein de la structure, les Cadettes, se sont présentées et ont décrit leurs activités : aide à la Maison des Adolescents dans le quartier de même qu'auprès de personnes âgées, distributions alimentaires, etc.

Lors de la rencontre avec les **Jeunes Européens**, les participant-e-s ont bénéficié d'une introduction au travail mené par les Jeunes Européens Fédéralistes, leurs projets au niveau local et au niveau national, et ont découvert qu'en France leur nom est simplement « Jeunes Européens », à cause des connotations négatives que revêt le mot « Fédéraliste. »

Enfin, un groupe a rencontré l'équipe de VISA-AD, **Visa Année Diaconale**, une organisation de coordination d'une variété de types de projets de volontariat international. L'organisation offre des opportunités d'engagement pour les jeunes à Strasbourg (pour des jeunes étrangers).



ger-ère-s) et à l'étranger (pour de jeunes Français-es) dans les domaines des droits humains, des droits sociaux, du travail de jeunesse et des affaires européennes et internationales. L'atelier a permis aux participant-e-s de découvrir une grande variété de possibilités de s'impliquer dans des projets relatifs aux droits sociaux notamment et comment développer leurs compétences à travers le travail international volontaire. Il y a de grandes chances pour que certain-e-s participant-e-s restent en contact avec cette organisation.

2.2 Le partage de questionnements sur les droits sociaux des jeunes

Lors de la rencontre avec l'équipe du **Centre socio-culturel L'Escale**, l'équipe a évoqué la situation des jeunes qui sont dans les rues mais ne sont pas intéressé-e-s par les propositions concrètes. Comment peut-on faire pour les attirer, alors que leur vision du « système » en général, en lien avec l'éducation et l'emploi, est souvent négative ?

L'équipe du **Centre socio-culturel Montagne Verte** a quant à elle échangé avec les participant-e-s sur le rôle du travail de jeunesse dans les quartiers défavorisés dans la lutte contre la radicalisation des jeunes. En France, les Centres socio-culturels travaillent en effet en coopération avec d'autres structures pour prévenir la radicalisation. Ce type de travail est important pour s'assurer que les jeunes gens disposent de récits alternatifs à ceux des groupes extrémistes. Comme a témoigné une personne de l'équipe : « Certain-e-s jeunes voient que la France n'est pas la même pour tout le monde, alors elles-ils deviennent facilement différent-e-s des autres jeunes. » Cette personne a expliqué : « je suis un pont entre les jeunes et le système », ajoutant que son travail consiste aussi à informer les jeunes que « se rendre en Syrie n'est pas une aventure, c'est la guerre. »

Les échanges au sein de l'association **Apollonia** ont fait émerger la question des inégalités vécues par les jeunes à travers l'Europe s'agissant de mobiliser leurs représentant-e-s sur le changement climatique. Alors que pour certain-e-s cela s'est révélé une entreprise incroyablement aisée, pour d'autres leurs représentant-e-s se sont montré-e-s sourd-e-s à leurs appels. L'un-e des jeunes a témoigné que, dans son pays, des jeunes ont été puni-e-s par les autorités qui leur ont retiré leur assurance santé.

Les jeunes ont ainsi appris que les appels ne fonctionnent pas forcément, qu'il vaut parfois mieux miser sur la fréquence des actions, et qu'elles-ils doivent montrer l'exemple pour remédier aux inégalités liées aux changements climatiques.

A travers une activité portant sur des affirmations, les participant-e-s à l'atelier des **Jeunes Européens** ont pu envisager l'accès aux droits sociaux en Europe à travers la perspective juridique et il était intéressant pour elles-eux d'envisager différentes positions, entre opinions personnelles et questions de légalité.

2.3 La découverte de méthodes et d'outils d'éducation non formelle

Plusieurs structures avaient préparé des animations fondées sur des outils du Conseil de l'Europe. Ainsi, dans le cadre de la rencontre au **Centre socio-culturel L'Escale**, les participant-e-s ont expérimenté une activité sur les perceptions et les discriminations issue du Kit pédagogique du Conseil de l'Europe « *Tous différents, tous égaux - Idées, ressources, méthodes et activités pour l'éducation interculturelle informelle avec des adultes et des jeunes.* » Cette animation a notamment fait émerger la question suivante : les discriminations vécues ici et ailleurs sont-elles différentes ? et servi de prétexte pour parler des réalités locales vécues par les jeunes. De même, dans le cadre

de la rencontre avec l'association **Thémis**, l'outil « La barrière de la langue » du Manuel Repères « *Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes* » a été adapté et a permis d'introduire la situation des jeunes réfugié-e-s et des mineur-e-s non accompagné-e-s en France.

D'autres structures se sont appuyées sur leurs propres outils éducatifs. Au sein de l'association **Apollonia**, par exemple, les participant-e-s ont été invité-e-s à prendre part à des activités horticoles, qui ont petit à petit fait place à des échanges informels sur les questions liées au changement climatique, puis à une discussion plus formalisée.

A la **Maison des Adolescents**, les participant-e-s ont pu découvrir deux jeux de cartes éducatifs. Le premier jeu, portant sur le thème de l'éducation sexuelle, est utilisé avec les adolescent-e-s âgé-e-s de 13 ans au moins, à partir de la classe de 4ème au collège. Dans un premier temps, les jeunes ont découvert chaque carte à tour de rôle en disant ce qu'elles-ils y voyaient. Ensuite, elles-ils se sont mis en deux groupes pour créer une histoire à partir de ces cartes illustrant différentes démarches, étapes et situations d'une rencontre amoureuse entre une fille et un garçon. Le deuxième jeu, utilisé avec les adolescent-e-s âgé-e-s de 12 ans au moins, à partir de la classe de 5ème au collège, portait sur les possibles dangers des addictions. Comme pour le jeu précédent, les participant-e-s ont été invité-e-s à découvrir chaque carte, dire ce qu'elles-ils y voyaient. Ensuite, réparti-e-s en deux groupes, les jeunes devaient décider selon chaque carte si la situation était positive, négative ou entre les deux.

Les **Jeunes Européens** ont quant à eux animé un quiz sur l'Union européenne, une activité sur le Conseil de l'Europe à partir d'une grande carte, qui a suscité des échanges sur la position des pays et

des capitales, et un jeu de positionnement à partir d'affirmations du point de vue du droit européen.

A la **Maison des Potes**, les participant-e-s ont eu la possibilité d'expérimenter un jeu coopératif, fondé sur le jeu du Loup garou. Les jeunes étaient invité-e-s à écrire un rêve sur un morceau de papier, et à le déposer dans un coffre au trésor. L'enjeu était de transporter ce coffre d'un lieu à l'autre, en franchissant un certain nombre d'obstacles proposés par le maître du jeu. Il nécessitait un travail coopératif, de l'imagination et de la créativité dans l'utilisation d'objets donnés et la recherche de solutions. A la fin, tous les rêves ont été lus à voix haute et les participant-e-s ont pu en choisir un, même si ce n'était pas le leur. Certains rêves se sont révélés très personnels, d'autres plus généraux : rêve d'un monde sans discriminations, sans guerre, ... La Maison des Potes a ensuite invité les jeunes à participer à un « escape game » sur le thème des grands événements liés aux droits sociaux, dans lequel les participant-e-s se sont pleinement engagé-e-s, malgré les barrières linguistiques. Les quatre équipes - États-Unis, France, Islande et Afrique du Sud - devaient rechercher de petites boîtes aux trésors contenant chacune des énigmes (sudokus, puzzles). Cette quête a mené les participant-e-s à discuter des faits révélés par les énigmes. Ainsi, pour les États-Unis, les échanges ont porté sur le discours de Martin Luther King ; pour l'Islande, sur la marche des femmes, etc. L'enjeu était de faire comprendre aux jeunes que certaines actions, notamment la désobéissance civile, produisent des changements et que le changement du monde est entre leurs mains.



Chapitre 3

Conclusions de la semaine

A close-up photograph of a hand holding a blue pen, writing on a document. The background is blurred, showing a laptop and other papers. The lighting is soft and focused on the hand and pen.

1. Message des participant-e-s au Conseil de l'Europe

1.1 Elaboration du message

Une proposition de message est élaborée par un groupe de travail - composé de Larissa NENNING, du Conseil consultatif sur la jeunesse, de Michael PICCININO, Membre du Forum européen de la Jeunesse et de Virginia MANGEMATIN, du Comité directeur européen pour la jeunesse - et présentée en plénière le mardi matin. Les participant-e-s sont invité-e-s à apporter leurs contributions à cette première version.

Une seconde version est présentée le jeudi matin en plénière fait l'objet d'échanges directs avec le public. A cette occasion, plusieurs participant-e-s expriment leur désapprobation quant au ton employé. « C'est le langage du besoin, qui pourrait être transformé en langage d'action » dit l'un-e. « Ce texte est ce que les politicien-ne-s ont envie d'entendre. Il devrait souligner les différences entre la théorie et la pratique » ajoute un-e autre. Une jeune regrette que le langage soit « un peu trop diplomatique » et souligne le souhait des jeunes d'être impliqué-e-s dans les changements, de coopérer avec les décideur-euse-s. Une autre aurait espéré un texte « plus courageux, plus direct, plus révolutionnaire. »

Des remarques sont également formulées quant au contenu du Message. Un-e participant-e se réjouit d'un texte « concret, constructif », ciblant les grandes thématiques. Sur la question des discriminations, plusieurs participant-e-s relèvent l'absence de mention de critères tels que le handicap, la religion, l'identité ou l'orientation sexuelle. Un autre participant alerte : « Il faut prêter encore plus attention à la crise climatique, aux systèmes populistes et aussi encore plus à ce qui nous fait faire cela. Peut-être que c'est le capitalisme ? » Un participant revient

quant à lui sur la dernière partie du message qui évoque le fait d'« intensifier les pressions sur les États membres. » Selon lui, « le mot « pressions » gagnerait à être un peu plus explicite. » Il propose d'utiliser un peu plus les médias et s'interroge sur les méthodes de pression qui pourraient être les plus efficaces. Un participant issu d'un pays partenaire du Conseil de l'Europe souligne que les jeunes des pays partenaires souhaitent être inclus-es dans ce message car, affirme-t-il, « nous ne sommes pas des invité-e-s ici, nous avons participé. » Enfin, un participant souhaiterait que l'on mentionne les cadres existants, par exemple l'agenda sur le développement durable, ainsi que des bonnes pratiques.

Plusieurs participant-e-s expriment également leur préoccupation pour la suite. Une jeune regrette que la proposition n'inclue pas de solutions et se demande si les solutions et idées proposées lors des groupes de travail seront prises en considération. Un jeune s'interroge : « Aura-t-on un retour, nous jeunes, du comité des ministres ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ? » Rui GOMES, Chef de la division éducation et formation du Service de la jeunesse, assure qu'on les tiendra informé-e-s par mail du résultat des délibérations du Comité des ministres. Une participante renchérit : elle est « assez satisfaite dans l'ensemble » de retrouver dans le texte ce qui a été dit dans les groupes mais elle « aimerait vraiment que l'on ne reste pas dans les mots et qu'il y ait vraiment des actes. »

Larissa NENNING du Conseil consultatif pour la jeunesse conclut en assurant aux participant-e-s que leurs propositions et leurs préoccupations ont été entendues et que les États membres seront mis au défi d'agir afin que les changements demandés deviennent réalité.

Elle se dit satisfaite, du haut niveau de participation et d'engagement des jeunes à l'élaboration du Message. Elle les invite à le partager au sein de leurs organisations, et à l'utiliser dans leurs efforts, avec des autorités locales et nationales.

1.2 Contenu du message

Nos droits, Notre vie

Message de la Semaine de la jeunesse *Enter!*

Nous tous, jeunes et travailleurs de jeunesse originaires des États membres du Conseil de l'Europe et de plusieurs autres pays avons participé à la semaine de la jeunesse *Enter!* pour discuter de **nos droits et de notre vie**, du 7 au 12 juillet à Strasbourg. Dans le cadre du 70^{ème} anniversaire du Conseil de l'Europe, nous avons réfléchi sur nos expériences vécues et rédigé le présent message afin de souligner nos priorités et d'appeler les États membres à garantir la protection de nos droits.

Nos droits

Notre génération est attachée à la protection des droits humains, à la démocratie et à l'État de droit. Nous sommes en droit de jouer un rôle actif dans la construction de notre Europe et de notre planète aujourd'hui comme demain. Tous les jeunes doivent bénéficier d'un accès égal à leurs droits tels qu'ils sont reconnus par la Convention européenne des droits de l'homme et la Charte sociale européenne, quels que soient par ailleurs leur milieu ou leur lieu de résidence. Nous déplorons qu'il n'en soit pas réellement ainsi dans la vie quotidienne de tous les jeunes : nombre d'entre eux – et plus particulièrement ceux venant de quartiers défavorisés – sont confrontés à des obstacles en matière d'accès à leurs droits sociaux.

Notre vie

Nos droits en la matière devraient être garantis et élargis. Les droits humains, en particulier les droits sociaux, sont menacés par les bouleversements économiques, sociaux, politiques et environnementaux. Il convient également de citer dans ce contexte la montée du populisme et des régimes autoritaires, la multiplication des discours de haine, la radicalisation et la méfiance à l'égard des institutions démocratiques, l'inaction face au changement climatique, la discrimination croissante à l'égard des réfugiés et des migrants, ainsi que l'exclusion persistante des Roms et des Gens du voyage.

Bien que vivant dans des pays et des environnements très différents, nous sommes confrontés à bon nombre de défis analogues dans l'accès à nos droits. La réalité des jeunes est souvent déterminée par différents types de discrimination, une confiscation des droits et une marginalisation sur la base de l'âge, du sexe, de l'orientation et de l'identité sexuelles, du handicap, de la citoyenneté, de l'appartenance ethnique, de la religion et des convictions, de la langue ou du lieu de résidence.

Les défis en matière d'accès à nos droits incluent notamment les situations suivantes :

La participation significative des jeunes à la planification et à la gestion de leur environnement demeure une exception pour la plupart d'entre nous. Nous déplorons de ne pas être fréquemment pris au sérieux par les autorités de nos pays aux niveaux local, régional et national. Il n'est pas tenu compte de nos voix et nos idées au moment de prendre des décisions nous concernant. Nos libertés en matière d'organisation, de manifestation et de promotion d'un point de vue font l'objet de restrictions trop nombreuses.



Il nous est souvent difficile d'accéder à des emplois décents. De nombreux jeunes effectuent un stage non rémunéré, à moins qu'ils occupent un emploi précaire et mal rémunéré. L'incertitude économique pesant sur les jeunes limite leur accès à d'autres droits sociaux et a un impact sur leur bien-être physique et mental.

Nombreux sont les pays dans lesquels les systèmes éducatifs reposent sur des programmes scolaires et des méthodes pédagogiques obsolètes. Il arrive fréquemment que les droits humains ne soient pas enseignés. Faute d'un soutien financier suffisant et en raison des coûts cachés de l'éducation, beaucoup de jeunes ne sont pas en mesure de se concentrer entièrement sur leurs études. La qualité de l'orientation professionnelle est souvent médiocre et entachée de préjugés, et pour les plus défavorisés d'entre nous, les possibilités d'éducation et de formation complémentaires sont très limitées.

Pour beaucoup d'entre nous, les soins de santé de qualité demeurent inaccessibles en raison, dans de nombreux quartiers, du coût et de l'insuffisance de services adaptés aux jeunes. Le manque de services de santé mentale, reproductive et sexuelle constitue une grave préoccupation pour les jeunes.

Les jeunes subissent le manque de logements décents et abordables. Les prix des locations privées sont souvent trop élevés et les logements sociaux ou foyers d'étudiants manquent. Il en résulte qu'un trop grand nombre d'entre nous se retrouve par conséquent sans domicile fixe.

Il n'existe pas assez d'espaces publics inclusifs pour les arts, les sports et les loisirs, le travail socio-éducatif et l'éducation informelle, en particulier en milieu rural. Nous avons constaté en de nombreux endroits que les jeunes souffrent d'un manque



d'informations et de services d'orientation s'agissant d'exercer leurs droits sociaux.

Nombreux sont les jeunes n'ayant pas accès à des services de transport accessibles, abordables et réguliers. De plus, le droit à la liberté de circulation n'est pas garanti à nous tous.

L'accès à nos droits est menacé par les effets destructeurs du changement climatique sur les moyens d'existence de nombreux jeunes et de leurs familles à travers le monde. Nous sommes très inquiets de l'absence de prise en considération de nos protestations et des liens entre droits de l'homme et problèmes environnementaux par les autorités.

Notre Europe, notre planète

Même si nous venons de pays et de milieu différents, nous partageons une conception commune de la vie digne dans une Europe inclusive et une planète viable. Aucun des problèmes auxquels nous sommes confrontés dans notre vie quotidienne ne revêt un caractère inéluctable.

Nous exigeons des États membres et de l'ensemble des autorités nationales, régionales et locales d'agir :

- ▶ En mettant intégralement en œuvre la Recommandation d'*Enter!*¹ ainsi que les autres recommandations du Conseil de l'Europe relative à l'accès des jeunes à leurs droits ;
- ▶ En priant les autorités locales de se doter de mécanismes locaux de contrôle de l'application de la recommandation d'*Enter!* en faisant appel à la participation active des jeunes et des organisations de jeunesse ;
- ▶ En informant les jeunes de leurs droits et des moyens d'y accéder ;

- ▶ En proposant des services publics et une infrastructure accessibles à tous sans discrimination ;
- ▶ En soutenant les organisations et les travailleurs de jeunesse dans les efforts qu'ils déploient pour faire progresser nos droits ;
- ▶ En garantissant la participation des jeunes à la prise de décision démocratique et à toutes les sphères d'activité.

Nous **priions instamment** aussi le Conseil de l'Europe :

- ▶ D'accroître la pression sur les États membres pour promouvoir et mettre en œuvre la Recommandation d'*Enter!* et les autres instruments pertinents en matière d'accès des jeunes à leurs droits ;
- ▶ De faire en sorte que tous les organes du Conseil de l'Europe intègrent la Recommandation d'*Enter!* ;
- ▶ De surveiller la mise en œuvre et le suivi de la Recommandation d'*Enter!* ainsi que des conclusions de la Semaine de la jeunesse *Enter!* et de mettre en lumière les bonnes pratiques en la matière ;
- ▶ De soutenir et de renforcer le secteur Jeunesse du Conseil de l'Europe et d'organiser plus d'activités régulières telle que la Semaine de la jeunesse *Enter!* ;
- ▶ De continuer à soutenir les animateurs socio-éducatifs, ainsi que les mouvements et les travailleurs de jeunesse, dans leurs efforts en faveur du renforcement de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit ;
- ▶ D'inciter les autorités nationales, régionales et locales à faire participer les jeunes à l'ensemble des prises de décisions politiques, notamment en mettant en place des structures de cogestion ;

- De soutenir la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Nous exigeons que tous les jeunes soient pris au sérieux et reconnus comme des participants actifs au processus de décision démocratique concernant l'ensemble de nos sphères d'activité.

Nous les jeunes ne sommes pas seulement des acteurs de l'Europe de demain, mais aussi de celle d'aujourd'hui.

Nous appelons le Comité des Ministres à prendre note du présent message – ainsi que des conclusions et des bonnes pratiques de la Semaine de la jeunesse Enter ! – et à agir en conséquence. Les jeunes et les organisations de jeunesse doivent être au cœur des efforts visant à forger un meilleur avenir pour nos droits, nos vies, notre planète !

¹ Recommandation CM CM/Rec(2015)3 sur l'accès des jeunes des quartiers défavorisés aux droits sociaux.



« ...de nombreux-ses jeunes qui se mobilisent plus que jamais pour une société plus juste et une vie plus digne »

2. Propositions des participant-e-s dans la promotion des droits sociaux des jeunes des quartiers défavorisés

Afin de promouvoir, dans le prolongement de la Semaine de la Jeunesse *Enter!*, les droits sociaux des jeunes des quartiers défavorisés, les participant-e-s font diverses propositions.

Elles-ils souhaiteraient qu'un événement *Enter!* soit organisé de manière répétée, pourquoi pas chaque année, ainsi que d'autres formations de long terme.

En termes de communication, les idées sont variées : créer une lettre d'information, des visuels, des vidéos ou un journal numérique ou encore organiser des réunions par Internet/Skype afin d'échanger des informations, faire de la publicité dans les réseaux sociaux, améliorer la page consacrée aux droits sociaux sur le site Internet du Conseil de l'Europe, trouver des influenceur-euse-s, des personnalités et des sponsors pour promouvoir et diffuser une prise de conscience des droits sociaux parmi les jeunes.

Elles-ils proposent aussi de rassembler ce qui a été dit lors de la rencontre dans le cadre d'une plate-forme.

En termes de réseautages, les jeunes proposent d'encourager la coopération régionale et de développer le réseau des organisations de jeunesse.

Les jeunes sont également intéressé-e-s par organiser une réunion avec des représentant-e-s d'autorités locales et par faire entendre leur voix dans leurs pays d'origine. Des participant-e-s disent se considérer

comme des ambassadeur-trice-s et, à ce titre, souhaitent à présent s'engager personnellement et sensibiliser leurs élu-e-s, les réseaux d'employeurs, ... notamment via des outils de presse. Elles-ils proposent également d'organiser des événements tels que des séminaires pour favoriser la sensibilisation à l'échelle locale.

Elles-ils attendent des réponses de la part des preneur-eus-s de décisions ainsi que des financements d'associations, de projets à l'échelle nationale, ainsi que pour les pays partenaires. Elles-ils souhaiteraient de l'aide pour les acteur-trice-s du secteur jeunesse, et notamment pour développer la création de Conseils de jeunesse.

Un groupe de participant-e-s invitent également le public à réfléchir à une proposition de maillage de Parlements de jeunes dans toute l'Europe, ouverts aux ressortissant-e-s et aux non ressortissant-e-s, sans élection, avec participation libre, sans limite d'âge minimum et avec une limite d'âge maximum à 30 ans. Afin de limiter les freins à la participation, les parlementaires seraient défrayé-e-s et leurs frais avancés. Cette assemblée serait l'objet d'un renouvellement permanent et une délégation serait élue pour voter dans les institutions européennes.

Les participant-e-s attendent du Conseil de l'Europe - et des Centres Européens de la Jeunesse en particulier - qu'il organise des séminaires, des formations et/ou des réunions d'information dans les régions isolées (régions ultrapériphériques, zones rurales, notamment dans les structures accueillant les jeunes et les familles. Elles-ils demandent que

l'ensemble des régions ultrapériphériques figurent sur la carte des membres du Conseil de l'Europe.

Elles-ils souhaiteraient que la recommandation *Enter!* soit transmise à l'ensemble des élu-e-s locaux-ales et qu'un mécanisme dissuasif en assure la pleine réalisation.

« presque un jeune sur trois en Europe est exposé aux risques de pauvreté et d'exclusion sociale »

« les jeunes ont des vécus et des identités différents »



3. Conclusions des représentant-e-s institutionnel-le-s



Laurence HERMAND, Comité directeur européen pour la Jeunesse

Laurence HERMAND commence par remercier les participant-e-s pour « [leur] enthousiasme, [leurs] rêves, [leur] formidable énergie et [leur] volonté de faire bouger les lignes. » Si « Faut qu'ça Bouge ! » est le slogan de l'institution gouvernementale qu'elle dirige, c'est surtout selon elle le reflet « de la volonté de nombreux-ses jeunes qui se mobilisent plus que jamais pour une société plus juste et une vie plus digne. »

Elle rappelle qu'en 150 ans, nous avons presque épuisé les ressources de notre planète, en raison de notre surconsommation. C'est aussi, précise-t-elle, cette production de biens et l'enrichissement d'une minorité qui provoquent des changements climatiques qui risquent d'avoir des conséquences directes sur les peuples. Mais, nuance-t-elle, « cette période est surtout le moment de se mobiliser, d'être des acteurs de changements, de revendiquer une gouvernance proche des citoyens, d'inventer de nouveaux modèles de vie, plus solidaires et plus durables. » Elle en est convaincue : « Vous, jeunes allez trouver des

chemins de transition, allez inventer de nouveaux modes de vie. »

Elle exhorte les participant-e-s à s'emparer de la recommandation *Enter!* « Elle vous appartient et doit vous servir de levier pour faire valoir vos droits au niveau des autorités publiques, notamment au niveau national, mais aussi au niveau régional et local. » Et assure qu'en tant que représentante du Conseil directeur européen pour la Jeunesse, c'est-à-dire des gouvernements, elle fera part des messages de la semaine à ses collègues des autres pays. Elle ajoute qu'elle les sensibilisera à l'importance de cette recommandation, et ce afin de permettre à tous-tes les jeunes d'avoir accès aux droits sociaux et « particulièrement les jeunes qui vivent dans des quartiers qu'on appelle encore « défavorisés », un mot qu'il faudrait bannir à jamais et transformer en quartiers « prioritaires. »

Elle souligne le rôle fondamental joué par les associations, les travailleur-euse-s de jeunesse, le Conseil de l'Europe et le Forum européen de la Jeunesse. Elle salue aussi particulièrement les jeunes participant-e-s venant de pays partenaires. « Leur présence aura (...) renforcé le caractère universel des droits humains, des aspirations des jeunes à la dignité partout où ils sont. » Laurence HERMAND conclut son intervention en déclamant des vers des rappers **Bigflo et Oli**, issus du titre « **Je suis**. »

- Je suis
- Enfermé, à l'étroit dans ma cellule
- Tous les jours le même café mais c'est le temps qui est soluble
- Ces bonnes actions que l'on regrette
- Ces erreurs que l'on refait
- Au parloir je parle autant à mon fils qu'à mon reflet
- Je suis
- Gelé, j'enchaîne les verres et les hivers
- Pour se rassurer les passants doivent tous penser que l'on hiberne

Bercé par le son des pas et le bruit des pièces dans les poches
Entre ce type et mon chien, je me demande de qui j'suis le plus proche
Je suis
Riche, ils veulent me faire croire que c'est une honte
Comme si j'étais responsable de toute la misère du monde
Moi j'dois rien à personne, même si l'argent vient à manquer
Ils veulent tous goûter au fruit de l'arbre que j'ai planté
Je suis
Malade, mais j' préfère dire « futur soigné »
Mes pupilles fixent l'aiguille de la montre qui brille sur mon poignet
A l'étroit dans mon corps, j'regarde le monde par le trou de la serrure
Les gens diront que je n'ai fait qu'agrandir celui de la Sécu
Je suis
Croyant, on me reproche souvent de l'être
On me reproche ma barbe pourtant j'ai la même que Jean Jaurès
On me compare à des barbares auxquels je n'ai jamais cru
Les mosquées sont trop petites alors parfois je prie dans la rue
Je suis
Un peu perdu, mes p'tits poumons se remplissent d'air
Nouveau venu sur Terre
Mes premières larmes déclenchent celles de mon père
Une chance, auprès de ma famille je m'sens à ma place
Mais je n'oublie pas que j'aurais pu naître dans la chambre d'en face
Je suis
Seul, au fond d'un couloir, on demande pas mon avis
J'ai pris de l'âge donc voilà j'ai bien plus de rides que d'amis
J'aimerais partager mes erreurs, vous faire part de mes doutes
Parfois j'me parle à moi-même pour être sûr que quelqu'un m'écoute
Je suis
Épuisé, mais plus pour longtemps j'en suis sûr
Les sonneries de téléphone, la pression ont élargi mes blessures
J'me souviens pas d'la date de mon dernier fou rire
Je suis un homme bientôt je serai un souvenir
Je suis
Enfin là, cette terre n'est plus un mirage
Je suis, arrivé par bateau mais surtout par miracle
Une nouvelle vie m'attend ici, bien plus calme et plus stable
Ce matin j'ai écrit « tout va bien » au dos de la carte postale
Je suis

Fier, mais comment vous décrire tout ce que j'ressens
Quand je marche en ville, de moins en moins de gens me ressemblent
Dans l'ascenseur, je parle même plus la langue de ma voisine
A force de planter des arbres, y'aura plus d'places pour nos racines
Je suis
Fatigué, mal au dos et mal aux reins
Les rides sur mon visage me rappellent les montagnes de là où j viens
On m'a menti, et c'est trop tard que je l'ai compris
On dit qu'ce pays n'est pas le mien alors qu'c'est moi qui l'ai construit
Je suis
Assis, et le destin a fait que j'me relèverai jamais
Dans cet océan j'ai l'impression d'avoir toujours ramé
Un casse-tête pour monter dans le bus
Aller au taff, passer leurs portes
Souvent les gens me regardent et me répondent que c'est pas de leur faute
Je suis
Heureux, jeune diplômé
Esprit bétonné, j'ai étonné
Ceux qui rêvaient de me voir abandonner
Ma famille est loin d'ici, j'espère que là-bas ils sont fiers
Je viens de gagner le combat qu'avait commencé ma mère
Je suis
Confiante, j'regarde ma classe un peu trop pleine pour moi
Et j'leur tiendrais la main jusqu'à ce que la réussite leur ouvre les bras
J'ai compris que parfois, les adultes sont paumés
Parce que les plus grandes leçons c'est eux qui me les ont données
Je suis
Énervé, dans mon quartier on s'ennuie loin de la ville
On écrit, on prie, on crie et j'ai des amis qui dealent
Mon grand frère est au chômage, mon pote se fait 5000 par mois
Au collège c'est le bordel, bientôt j'devrai faire un choix
Je suis
Loin, ce qu'il se passe chez moi n'intéresse pas grand monde
Pour les autres on vit un rêve mais pourtant souvent on tourne en rond
Tout est cher, avec le continent y'a comme une latence
La plage, les palmiers, mais moi j'suis pas en vacances
Je suis
Discrète, mon père m'a dit de ne pas faire de vague
Ma religion, un phare guidant mes pas depuis qu'j'ai mis les voiles

C'est drôle qu'il me surveille mais qu'il fasse tout pour
Me donner une leçon en m'empêchant d'aller en cours
Je suis
Inquiet, envers ma foi beaucoup de regards hautains
J'reçois des leçons par des types qui ne font rien pour leur prochain
L'humanité n'a pas plus d'coeur, j'vois le monde qui tourne et qui change
Et je suis triste de voir qu'il y a de moins en moins de gens le dimanche
Je suis
Amoureux, et je vois pas qui ça regarde
A part moi et celui avec qui j'partage mon lit le soir
Je l'aime, on slalome entre les insultes et les blagues
Dire qu'il y a peu de temps je n'avais pas le droit de lui offrir une bague
Je suis
Oublié, mes fins de mois se font sur le fil
C'est devenu rare d'aller au restaou ou d'aller voir un film
Je suis qu'un chiffre, qu'un vote, qu'une statistique, un point de plus
dans la foule
Moi j'suis juste né ici et j'ai l'impression que tout le monde s'en fout
Je suis
Un rendez-vous, un hasard, un match de foot, un mariage
Une manif', un anniv', une accolade, une bagarre
Une scène de crime, un jugement, un gosse qui rit, une erreur
Une montagne enneigée, je suis la pointe de la plume d'un auteur
Je suis les pleurs d'un départ, je suis la chaleur des bars
Je suis une saveur cinq étoiles ou bien le gras d'un kebab
Les flemmards, les couche-tard, les lève-tôt
Les râleurs, les regards dans l'métro
Un oncle raciste, un concert vide, la crise, la déprime qui ressert l'étau
Je suis l'excellence, l'élégance ou l'espérance d'une naissance
Ces campagnes dans l'silence, ces grandes villes immenses et denses
Je suis, un peu de moi et beaucoup des autres quand j'y pense
Je suis, la France



Carina AUTENGRUBER, Présidente du Forum européen de la Jeunesse

Carina AUTENGRUBER salue ce moment de célébration mais précise qu'il s'agit également d'un moment critique, de réflexion et d'analyse de ce qui a été réalisé. Elle rappelle que le Conseil de l'Europe a rencontré des obstacles majeurs pour remplir ses missions, et notamment la menace récente de la suppression de son secteur jeunesse. Elle revient sur quelques points historiques. C'est Willy Brandt, énonce-t-elle, qui afin de répondre aux manifestations des jeunes étudiant-e-s dans les rues en 1968, proposa l'année suivante la création de la Fondation européenne pour la Jeunesse pour soutenir les mouvements de jeunesse et favoriser leur rapprochement et leur coopération. Et c'est le chancelier Helmut Kohl qui a souhaité la création d'un deuxième Centre Européen de la Jeunesse à Budapest, en 1994, afin d'accueillir le nombre croissant de jeunes activistes en Europe après la chute du mur de Berlin.

Elle salue la mobilisation qui a permis de maintenir en place le département jeunesse, qui va continuer à

*« c'est une Europe très élargie qui a œuvré cette semaine,
et la coopération entre les jeunes transcende les frontières mais aussi les mers et les océans »*

œuvrer au service des jeunes Européen-ne-s. L'issue de cette semaine et du travail sur la recommandation *Enter!* lui ont montré, d'une part, que la lutte pour le secteur de jeunesse valait la peine et d'autre part que « l'on ne pouvait pas se permettre de s'arrêter, tout simplement parce que l'on n'y est pas encore. »

Carina AUTENGRUBER regrette que, dans nos sociétés, des idées et perceptions faussées soient largement véhiculées sur la jeunesse et puissent empêcher des jeunes d'avoir accès à et de jouir de leurs droits. Tout d'abord, constate-t-elle, parce « nous sommes souvent décrit-e-s comme une génération qui a tout ce dont elle a possiblement besoin. » Elle réfute ce manque de vision, qui ne prend pas en compte les obstacles rencontrés par les jeunes. En effet, selon les statistiques d'Eurostat, presque un jeune sur trois en Europe est exposé aux risques de pauvreté et d'exclusion sociale. Ensuite, parce que la jeunesse est souvent considérée comme un groupe homogène. Or, les jeunes ont des vécus et des identités différents.

Elle cite les exemples de l'éducation et de l'emploi, où les jeunes issu-e-s de groupes défavorisés sont particulièrement affecté-e-s. Ces domaines, ainsi que d'autres barrières sont « encore exacerbés par le fait que les jeunes sont généralement sous-représenté-e-s en politique et dans les processus de prise de décision. La réalité est encore plus sombre, renchérit-elle, quand il s'agit de l'accès à la prise de décision et l'influence des jeunes issu-e-s de quartiers défavorisés. »

La responsabilité de prendre des actions concrètes incombe aux États membres qui ont signé la recommandation, et Carina AUTENGRUBER fait les préconisations suivantes : adopter et adapter les lois et les politiques pour protéger les jeunes et s'assurer de leur accès à et de la jouissance de leurs droits dans tous les domaines de la vie ; privilégier une approche

fondée sur les droits ; enfin, placer la participation et l'implication des jeunes en priorité dans la conception des politiques et des législations sur les questions les concernant.

Elle cite un autre aspect important du travail sur l'inclusion sociale, qui est le travail de jeunesse, qui peut constituer un soutien essentiel dans la vie des jeunes. « Nous avons besoin de l'engagement des pouvoirs publics pour investir véritablement dans le travail de jeunesse » ainsi que dans ses acteur-trice-s, afin d'y parvenir.

La révision de la recommandation *Enter!* peut et doit constituer une occasion d'impliquer de manière significative les jeunes des quartiers défavorisés dans le processus d'évaluation et de suivi, assure-t-elle « une occasion de prouver [aux États membres] que les perspectives socio-économiques [des jeunes] sont au premier rang des priorités politiques et économiques.



Rappel de l'urgence climatique

Au démarrage du discours de Jean-Baptiste MATTEI, des participant-e-s font un happening - debout devant la tribune, elles-ils tombent à terre de manière simultanée - afin d'attirer l'attention des représentant-e-s institutionnel-le-s sur la question du changement climatique.



Jean-Baptiste MATTEI, Représentant permanent de la France au Conseil de l'Europe, Président du Comité des Ministres

Jean-Baptiste MATTEI affirme que cette semaine est une illustration exemplaire des objectifs poursuivis par le Conseil de l'Europe et la France. Il loue l'approche non formelle mise en œuvre par le secteur jeunesse et les nombreuses méthodes pédagogiques, qui, depuis des années, ont démontré leur plus-value, pour faciliter le dialogue, l'interconnaissance, l'acceptation de l'Autre dans ses différences.

Il salue également le corpus de matériel pédagogique unique dans le monde, et que les États membres seuls ne pourraient pas produire, élaboré depuis des années par les équipes du secteur jeunesse : ces guides et publications permettent en effet à des associations ou des groupes de jeunes, parfois isolé-e-s, de disposer d'un matériel pour œuvre en faveur des droits humains et des valeurs poursuivies par le Conseil de l'Europe.

Il se réjouit de la grande diversité d'États représentés lors de cette Semaine : « c'est une Europe très élargie qui a œuvré cette semaine, et la coopération entre les jeunes transcende les frontières mais aussi les mers et les océans. »

Il salue le principe de participation et de cogestion des jeunes qui prévaut au Conseil de l'Europe. La Semaine *Enter!*, pour laquelle les jeunes ont été associé-e-s à toutes les étapes du projet, en est une illustration. Il assure les jeunes du relais de leurs travaux dans les réseaux du Ministère de la jeunesse, ainsi que dans les enceintes du Conseil de l'Europe, et assure que la France veillera à en tenir compte dans l'élaboration de la Stratégie européenne de jeunesse 2020-2030.

En conclusion, il se réjouit de l'ambiance assidue de la Semaine et croit qu'elle ait permis des échanges et une mise en réseau fructueuse entre jeunes et organisations de jeunesse, qui donneront lieu peut-être à des rencontres internationales futures soutenues par le Fonds européen pour la jeunesse.

« nous, les jeunes, sommes confronté-e-s aux diverses manifestations des mêmes problèmes »

« la recommandation n'est pas mise en œuvre de la façon dont nous voudrions qu'elle le soit »
« beaucoup de choses sont entre nos mains. Nous sommes celles et ceux qui supportons directement les difficultés »



Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Directrice générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ loue l'engagement des participant-e-s dont elle a été témoin. Elle prend acte du fait que les jeunes déplorent le « tokenisme » et rappelle qu'au sein du Conseil de l'Europe il existe une co-gestion, c'est-à-dire une réelle participation des jeunes dans la prise de décision concernant des politiques ainsi que de fonds disponibles pour financer ces politiques, en collaboration avec les représentant-e-s des gouvernements.

Elle apprécie la prise de conscience qu'elle observe parmi les participant-e-s des objectifs de développement durable, qui sont également pris en compte par le Conseil de l'Europe, ainsi que de l'urgence climatique. Elle explique que la Géorgie, qui assurera la présidence du Conseil de l'Europe après la France, organisera une conférence spéciale sur les droits humains et le changement climatique. Elle précise qu'il a été demandé d'intégrer une forte dimension

de jeunesse et le Conseil de l'Europe s'efforcera d'impliquer les jeunes dans le déroulement de cette conférence.

Elle évoque l'intelligence artificielle et dit que celle-ci ne doit pas représenter une fracture que doivent affronter les jeunes issu-e-s de milieux défavorisés. Elle souhaite une prise en compte de la dimension jeunesse dans le travail sur l'intelligence artificielle.

Concernant la révision de la Recommandation *Enter!*, Snežana SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ assure : « Le problème auquel nous sommes confronté-e-s, ce sont les discriminations qui persistent. » Elle reconnaît l'importance de mettre l'accent sur ce point dans la stratégie du secteur jeunesse du Conseil de l'Europe 2020-2030 ainsi que dans sa mise en œuvre. Elle précise qu'elle s'assurera que le Comité des Ministres ainsi que d'autres institutions reçoivent le Message.

Elle évoque la Banque du développement social en Europe et explique que des États membres y ont contracté des emprunts afin de construire des logements sociaux. Elle propose d'encourager les États membres et la Banque à s'engager encore plus dans cette démarche.

4. Paroles des participant-e-s

Des jeunes prennent la parole, l'un-e après l'autre, parfois en groupe, pour clôturer cette semaine de la Jeunesse *Enter!*



Une première participante, **Alizé**, slame un texte de sa composition : **Que voit le monde**

- Qu'a vu le monde hier ?
- Il a vu des enfants souffrir
- Tomber et se rouler à terre
- En demande d'un avenir à vivre
- Il a connu la souffrance
- Les cris, les pleurs, les appels au secours
- Les manques d'assurance
- Il les balance au grand jour

- Que voit le monde ce soir ?
- Il voit une assemblée
- Un groupe rempli d'espoir
- Des jeunes venus de toutes les contrées
- Toute la semaine nous étudierons
- La vie des jeunes des quartiers
- Une vie entière d'exclusion
- De ces jeunes abandonnés

- Que voit le monde maintenant ?
- Il voit une équipe soudée
- Avec un projet pertinent
- Celui d'aider, de communiquer
- Parvenir à offrir de son temps
- Donner de son énergie
- Pour sauver les esprits vaillants
- Ainsi nous donnons du sens à nos vies

- Que verra le monde demain ?
- Il verra un nouveau mouvement
- Tout un long chemin
- Vers le redressement
- La parole est aux jeunes
- Nous allons tout mettre en œuvre
- Pour donner le meilleur des accueils
- Et combattre ces épreuves.



Guyllain et Guy FOURN ainsi que **Jawad EL KHATM**, des jeunes d'Urban Vibrations à Bordeaux, énoncent quelques-unes des activités qu'ils mettent en place dans leur communauté locale, telles que des voyages, des petits-déjeuners, actions qui sont auto-financées, et se réjouissent d'avoir pu s'exprimer « nous, les plus jeunes. »



Anicia BRITO, membre de l'association 4motion, dit venir d'une ville du Luxembourg qui souffre d'une mauvaise image. Elle a décidé, à travers le projet « Open yourself », d'organiser des événements participatifs qui permettent de faire interagir les habitant-e-s. Elle explique que le premier événement a eu lieu en février dernier et que cette semaine *Enter!* lui a inspiré des idées de partenariats et de projets à mettre en place.



Edik HARUTYUNYAN, du pool national des formateurs d'Arménie, conclut : « Nous, les jeunes, sommes confronté-e-s aux diverses manifestations des mêmes problèmes. » Il reconnaît qu'au cours de la semaine : « J'ai appris de vos expériences et de vos réflexions. » Il regrette : « La recommandation n'est pas mise en

œuvre de la façon dont nous voudrions qu'elle le soit. » Mais, « beaucoup de choses sont entre nos mains. Nous sommes celles et ceux qui supportons directement les difficultés. » Et, évoquant la recommandation : « Alors, portons-la à un plus haut niveau ! Diffusons-la le plus possible afin que plus de jeunes dans nos pays la connaissent et agissent en conséquence. »

La séance se conclut par divers remerciements, en particulier à **Yves OUATTARA**, l'artiste ayant collaboré avec le Conseil de l'Europe pour réaliser les peintures au pochoir des « 70 pas », sur les trottoirs menant du Centre de Jeunesse au Palais de l'Europe, et symbolisant les actions menées par le Conseil de l'Europe depuis 70 ans.



Annexes

ENTER **Y** OUT
WEE ! Nos droits
Notre vie

Liste des participant-e-s

ALBANIA – ALBANIE

Institute of Human Rights and Non-Formal Education

- ▶ Suhida Dermeni
- ▶ Ervis Biba
- ▶ Emiliano Sylja

Institute of Romani Culture in Albania

- ▶ Daniela Bace

Roma Active Albania

- ▶ Ervin Sinani

Y-PEER Albania

- ▶ Marjo Rabiaj

Youth Voice Network of Organisations

- ▶ Renato Pylli

ANDORRA – ANDORRE

Creu Roja Andorra

- ▶ Irene Martinez Rodriguez
- ▶ Julia Garcia Badia

ARMENIA – ARMENIE

FYM Management

- ▶ Armen Frangulyan
- ▶ Arman Hakobyan

National Pool of Trainers

- ▶ Edik Harutyunyan

AUSTRIA – AUTRICHE

JuZ Perg

- ▶ Clinton Ofori Nyansu
- ▶ Denis Climenco
- ▶ Otniel Ghinda
- ▶ Ezer Pelin

YEP Youth Empowerment & Participation

- ▶ Rebekka Dober
- ▶ Namy Nasahe
- ▶ Mirjam Welber

AZERBAIJAN – AZERBAIDJAN

The Ministry of Youth and Sport

- ▶ Heydar Aghayev

“Education” Public support of youth organisations

- ▶ Aygun Bayramova

Khazar Youth Centre

- ▶ Elvin Guluzade

Mingachevir Youth House

Bridge to the Future

- ▶ Madina Mammadova
- ▶ Pervane Mehdizade

National Assembly of youth organisations of the Republic of Azerbaijan

- ▶ Asif Gurbanov

BELARUS

Association of Youth Workers

- ▶ Dzianis Glushanin
- ▶ Tatsiana Aleksa

Belarusian Republican Youth Union

- ▶ Pavel Hrashavik
- ▶ Krystsina Kechka

Human Constanta

- ▶ Vladimir Chumakov
- ▶ Aryna Branitskaya
- ▶ Katerina Prokhorenko

BELGIUM - BELGIQUE

ASBL Molenbeek Vivre Ensemble (MOVE)

- ▶ Abdelaziz Essaghir
- ▶ Sofiane Aziz
- ▶ Whalid Benyahya
- ▶ Sofiane El Ouariachi
- ▶ Zaid Naimi
- ▶ Mohamed Tahiri
- ▶ Adil Touile

Le Miroir Vagabond ASBL

- ▶ Alisone Nicolay
- ▶ Gwendoline Materne
- ▶ Mustafa Qurban

Terra Moveo ASBL

- ▶ Bernard Moreau

BOSNIA AND HERZEGOVINA - BOSNIE ET HERZEGOVINE

PRONI Center for youth development

- ▶ Sara Kukic
- ▶ Amela Frljuckic
- ▶ Anja Pejic

BULGARIA - BULGARIE

CVS Bulgaria

- ▶ Yoanna Duchevea
- ▶ Stoyana Goranova

CANADA (Québec)

Conseil Jeunesse de Montréal-Nord (CJMN)

- ▶ Valerie Savaria
- ▶ Samuel Pierre
- ▶ Meryeme Roudane

Les Fourchettes de l'Espoir

- ▶ Maissa Saint-Joy
- ▶ Dorothy Armand-Lima
- ▶ Perrye-Delphine Seraphin

CROATIA - CROATIE

Varazdin for European Youth Capital 2022

- ▶ Etelka Kozar
- ▶ Tino Hencic
- ▶ Viktor Ozeg
- ▶ Tea Podbojec

CYPRUS - CHYPRE

Famagusta Cultural Association

- ▶ Ahmet Turkdogan

CZECH REPUBLIC - REPUBLIQUE TCHEQUE

Ministry of Education, Youth and Sport

- ▶ Eva Holeckova
- ▶ Pavel Martinec
- ▶ Amanda Staskova

ESTONIA - ESTONIE

Vlta Tiim

- ▶ Polina Pappinen
- ▶ Vivian Rankel
- ▶ Ljuba Terukova

FINLAND - FINLANDE

Youth Centre Villa Elba

- ▶ Sara Juvani
- ▶ Mariella Lampela
- ▶ Veera Vikman

FRANCE

Derval Humanisme

- ▶ Fatiha Tarib

AMSED Strasbourg

- ▶ Ossama Bouqarrou
- ▶ Abdrahman Fanchaouy
- ▶ Oussama Saif El Hak
- ▶ Odil Sein
- ▶ Martina Visintin

CEMEA

- ▶ Antilles
- ▶ Goran Coussin
- ▶ Yohan Fonsat

Centre Interculturel du Développement, Paris

- ▶ Oleksandra Marynets
- ▶ Ani Balasania
- ▶ Tamara Stawinska

Conseil Régional Centre, Val de Loire, Tours

- ▶ Clement Teissier

CSC Neuhof, Strasbourg

- ▶ Christian Mensah
- ▶ Rabia Akalin
- ▶ Zeynep Akalin
- ▶ Maissa Benhammou

Centre Socio-culturel Escale, Strasbourg

- ▶ Vadany Aroumougame
- ▶ Thanuja Vimalaswaran
- ▶ Mariam Camara

D'Antilles et D'Ailleurs Martinique

- ▶ Julia Feist
- ▶ Eddy Marc Hermine

La Maison des Adolescents

- ▶ Marie Tocco

One Free Future, Strasbourg

- ▶ Michel Mnazakanov
- ▶ Lucas Bleyer
- ▶ Saba Bolotashvili

Parlement Libre des Jeunes, Tours

- ▶ Ghassen Ayedi
- ▶ Milena De Chastonay
- ▶ Julie Doussoux

Organisation Romans International,

Romain sur Isère

- ▶ Myriam Zouaoui
- ▶ Tifenn Gongora

- ▶ Farah Laveille-Baaziz
- ▶ Perceval Monfort

Parolla di a Ghjuventu, Corse

- ▶ Olivier Huber
- ▶ Francesca Chiocca
- ▶ Raphael Motbal
- ▶ Pierre-Jean Noyer

Petits Débrouillards

- ▶ Clementine Isembart
- ▶ Wallid Boukerche
- ▶ Axel Martelleur

Réseau Media Jeune, Guadeloupe

- ▶ Amandine Grange
- ▶ Willem Jean
- ▶ Youri Hereson
- ▶ Florence Pheron
- ▶ Val Endrickson

Urban Vibrations, Bordeaux

- ▶ Ryan D'Almeida
- ▶ Jawad El Khatmi
- ▶ Guy Fourn
- ▶ Guyllain Fourn

Voices of Young Refugees in Europe (VYRE), Lille

- ▶ Amy Stapleton
- ▶ Munier Abdelazim
- ▶ Mustafa Elhassan
- ▶ Anssoumane Doumbia
- ▶ Nazif Bassirou Hamani
- ▶ Cedric Christian Kamgaing
- ▶ Boubacar Kebe
- ▶ Amadou Oury Diallo
- ▶ Youssouf Sylla

Ville de Strasbourg

- ▶ Zain Bouch

Youth Express Network - Réseau Express Jeunes, Strasbourg

- ▶ Margaux Dos Santos
- ▶ Aymeric Bernard
- ▶ Gloria Colacresi
- ▶ Laura Garofalo
- ▶ Alicia Mela Lopez

GEORGIA – GEORGIE

LEPL Tbilisi-N42 Public School of Maths and Physics

- ▶ Maka Bibileishvili
- ▶ Nutsa Dolidze
- ▶ Tamar Partsakhashvili
- ▶ Khatia Vardishvili

GERMANY – ALLEMAGNE

JoG (Youth without Boarders)

- ▶ Mohammad Faisal Aleefi

Einstein-Gymnasium, Kehl

- ▶ Gabriella Balassa
- ▶ Safia Benkema
- ▶ Elias Bier
- ▶ Betul Can
- ▶ Irene Duhamel
- ▶ Rym El Hettak
- ▶ Hanelotxomphou Khounkham
- ▶ Renko Muller
- ▶ Georg Pelker
- ▶ Juanita Tsamo
- ▶ Max Wilhelm
- ▶ Phalita Wittkau

GREECE – GRECE

EuroBalkan Youth Forum

- ▶ Mary Drosopoulous
- ▶ Anxhela Caushi
- ▶ Vivian Lada

UNESCO Youth Club of Thessaloniki

- ▶ Stavros Piperidis
- ▶ Evridiki Solinara

HUNGARY – HONGRIE

Nyiregyhaza Family and Child Welfare Centre

- ▶ Sandor Norbert Gaal
- ▶ Aniko Bernath
- ▶ Fanni Kiss
- ▶ Marcell Krutilla
- ▶ Zoltan Makkai

ICELAND – ISLANDE

Heimili Og Skoli-Saft- Safer Internet Center Iceland

- ▶ Sigurdur Sigurdsson
- ▶ Helka Klidkvist Hauksdottir
- ▶ Enar Kornelius Leferink

IRELAND – IRLANDE

Kerry Diocesan Youth Service (KDYS)

- ▶ Anne Marie Spillane
- ▶ Stephanie Barry
- ▶ Precious Benjamin
- ▶ Rachel Dunne
- ▶ Sean Horan
- ▶ Aoibhnea Morrison
- ▶ Alannah O'Sullivan
- ▶ Neil Stuart

National Youth Council of Ireland

- ▶ Megan Atkinson

ITALY – ITALIE

APICE - Associazione di Progettazione Integrata per la Calabria in Europa

- ▶ Alessandra Coppola
- ▶ Silvia Cotroneo
- ▶ Martina D'Agostino
- ▶ Ceterina Melito
- ▶ Monica Milana
- ▶ Maya Andrea Monorchio
- ▶ Federica Nocera

Educative Società Cooperative

- ▶ Sofia Ditano
- ▶ Giulia Burzio
- ▶ Angelica Coman
- ▶ Luca Mauri
- ▶ Anja Villaverde

KAZAKHSTAN

Society of Youth Workers

- ▶ Arsen Kambalov

LATVIA – LETTONIE

Participation for All

- ▶ Natalja Kovalevica
- ▶ Diana Ivanova
- ▶ Sofija Nikolajevska - Bardina

LITHUANIA – LITUANIE

Palanga Culture and Youth Centre

- ▶ Justas Zulkus
- ▶ Armandas Augustauskas
- ▶ Rokas Brazinskas
- ▶ Pijus Venslovas

LUXEMBOURG

4motion

- ▶ Mehdi Mribah
- ▶ Diogo Baptista
- ▶ Anicia Brito
- ▶ Shahem Dablat
- ▶ Malcolm Nawatamo
- ▶ Matteullah Rahimi
- ▶ Esrom Siraj
- ▶ Florian Legrand Woestelandt

MALTA – MALTE

Triq il-Kbira San Guzepp

- ▶ Lucian Camilleri
- ▶ Christian Azzopardi

MONTENEGRO

Andrijana Paljusevic

- ▶ Biljana Popovic

MOROCCO – MAROC

Forum Méditerranéen de la Jeunesse, (FOMEJE)

- ▶ Yassine Isbouia
- ▶ Ali Issaoui
- ▶ Salma Alloui
- ▶ Abderrahman El Andaloussi
- ▶ Omar El Yatim

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Stichting Dona Daria

- ▶ Sergio Belfor
- ▶ Felicia Biervliet
- ▶ Mohammed El Baroudi
- ▶ Chaimae Fadis

NORTH MACEDONIA – MACEDOINE DU NORD

Centre for Intercultural Dialogue (CID)

- ▶ Ivana Stojchevska
- ▶ Anisa Ajdari
- ▶ Milena Bogdanovikj
- ▶ Jovana Davitkova
- ▶ Meridian Isaki
- ▶ Milka Maneva
- ▶ Sara Velickovska

NORWAY – NORVEGE

Nordland County Council

- ▶ Christian André Aavitsland
- ▶ Bisma Aleem
- ▶ Uteseksjonen
- ▶ Stine Marie
- ▶ Dahl-Johansen

POLAND – POLOGNE

Międzyszkolna Inicjatywa Samorządowa

- ▶ Mateusz Sterczewski
- ▶ Tymon Jurczak
- ▶ Ola Sulejewska
- ▶ Dominika Wiezrbicka

PORTUGAL

Geoclube youth association

- ▶ Carlos Ferreira
- ▶ Bruna Da Costa Ramos
- ▶ Jessica Ribeiro Moreira

Lisbon Youth Centre

- ▶ Filipe Costa
- ▶ Vincente Jedilson Alves
- ▶ Joao Esequiel Pinto
- ▶ Mario Lucas Pinto Amaro
- ▶ Hassan Mohamed Idriss
- ▶ Maria Fernandez Teixeira
- ▶ Joice Varela
- ▶ Pereira Cardoso Yara Monteiro
- ▶ Mohamed Yusra Ahmed

REPUBLIC OF MOLDOVA - REPUBLIQUE DE MOLDOVA

NGO Perspectiva

- ▶ Natalia Babara
- ▶ Liudmilla Florea

ADAPTO - Asociatia pentru Promovarea Egalitatii intre Tineri

- ▶ Raluca Oancea
- ▶ Carmen Daniela Chesnoiu
- ▶ Adrian Ionut Florea

Educational Centre for Resources, Training International

- ▶ Mariana Lulache
- ▶ Victor Iorga
- ▶ Teodor Stan

RUSSIAN FEDERATION - FEDERATION DE RUSSIE

Academy of Youth Diplomacy

- ▶ Diana Fazlitdinova
- ▶ Valeriia Akhmadullina
- ▶ Nikita Batalov
- ▶ Alla Kondratyeva

Institute of Social Innovations of Youth “Advancement”

- ▶ Inna Popova
- ▶ Kseniia Kornienko
- ▶ Ekaterina Lapaeva

City of Kazan

- ▶ Elina Tabakchi

Organisations of the Primorsky Region “In the name of Good”

- ▶ Valeriia Kostina

Youth Government of the Kaliningrad Region

- ▶ Yanina Andrushkevich
- ▶ Tatiana Tsurkan

SAN MARINO – SAINT-MARIN

Youth Policies Commission

- ▶ Anna Marina Lozica
- ▶ Ilaria Venturini

SERBIA – SERBIE

Youth Association – Young Active Gracanica

- ▶ Petar Dordevic
- ▶ Milos Savic
- ▶ Novak Zivic
- ▶ Dejan Zivkovic
- ▶ Stefan Zivkovic
- ▶ Tamara Vucic

SLOVAK REPUBLIC - REPUBLIQUE SLOVAQUE

Ministry of Education, Science, Research, Sport

- ▶ Darina Diosiova
- ▶ Simona Dujicova
- ▶ Milos Siska

SLOVENIA – SLOVENIE

National Youth Council of Slovenia

- ▶ Dominik Derencin
- ▶ Patrik Bole
- ▶ Luka Pecar Pahor

SPAIN – ESPAGNE

Esplais Catalans

- ▶ Laura Polo Garrido
- ▶ Marina Cerdo
- ▶ Jan Ramirez
- ▶ Marina Runso

SWEDEN - SUEDE

RFSL Ungdom

- ▶ Haris Eloy
- ▶ Iman Radi

TUNISIA – TUNISIE

Cultural Club Ali Belhouan Tunisia

- ▶ Elyes Chaouachi
- ▶ Ikram Houimli
- ▶ Jihed Khalil
- ▶ Hibatallah Loukil

TURKEY – TURQUIE

Siirt University

- ▶ Faruk Altin
- ▶ Gizem Oter
- ▶ Emir Ozorpak

Karaman Youth Club NGO

- ▶ Ayse Yagmur Suzer
- ▶ Tecem Darici
- ▶ Omer Suzer

UKRAINE

ECOCIDE

- ▶ Ilyess El Kortbi

Educational Human Rights House

- ▶ Mariia Manevych
- ▶ Viktoria Hlamazda
- ▶ Shumny Artmemii

Family and Youth Department of the Brovary City Council

- ▶ Alina Iarmolenko
- ▶ Inna Novoshytska

Giving Joy

- ▶ Vladyslav Hoha

Human Library NGO

- ▶ Halyna Nikitina
- ▶ Liudmyla Nikitina

Partnership for Every Child

- ▶ Igor Nosach
- ▶ Nazar Bezuhlyi
- ▶ Marta Dudnyk

State Institute for Youth and Family Policy

- ▶ Lesia Mukoseieva
- ▶ Mariia Lomkova
- ▶ Artem Zazeka

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

Commonwealth Secretariat

- ▶ Sushil Ram
- ▶ Jessica Akinboyewa
- ▶ Keasi Gonewai
- ▶ Kethania Griffiths
- ▶ Nafula Wafula

TR14ers

- ▶ David Aynsley
- ▶ Alex Thomas
- ▶ Amber Thomas

CONSULTANTS/EXPERTS

Facilitators - Facilitateurs

- ▶ Mónica Salas Corrigan
- ▶ Ramon Martinez Moncho
- ▶ Sulkhan Chargeishvili
- ▶ Tarek Amraoui
- ▶ Alessandra Coppola
- ▶ Raluca Oancea
- ▶ Ana Morgado
- ▶ Pieter - Jan Uyttersprot
- ▶ Véronique Bertholle, Evaluator/évaluatrice
- ▶ Florence Murlon, Rapporteur/rapporteuse
- ▶ Miguel Angel García López, Evaluator/évaluateur

Coyote team - Equipe Coyote

- ▶ Mark Taylor
- ▶ Marinela Sumanjski

Film crew - Equipe vidéo

- ▶ Gwénaél Bertholet
- ▶ Jean-Patrick Schwing
- ▶ Sébastien Bertholet
- ▶ William Lubelli

PARTNERS - PARTENAIRES

European Youth Forum - Forum européen de la Jeunesse

- ▶ Carina Autengruber, President
- ▶ Michael Piccinino, Board member

City of Strasbourg - Ville de Strasbourg

- ▶ Nawel Rafik-Elmrini, Deputy Mayor
- ▶ Clement Dolisi, European Affairs Officer
- ▶ Wajdi Alkak
- ▶ Leila Kabeche

Bureau International Jeunesse (Belgium)

- ▶ Thierry Dufour, Chargé de projet/Project manager

French Education and Youth Ministry - Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse (France)

- ▶ Gabriel Attal, State Secretary/Secrétaire d'État
- ▶ Virginia Mangematin, Bureau of international relations/Bureau des relations internationales
- ▶ Marie-Agnès Pierrot, Regional Directorate of Youth and Sport for the Grand Est Région/Direction régionale Jeunesse et Sport Grand Est

COUNCIL OF EUROPE - CONSEIL DE L'EUROPE

Congress of Local and Regional Authorities - Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

- ▶ Niels De Fruaier (France), Youth Delegate/Délégué jeunesse
- ▶ Jelizaveta Klimanova, (Latvia – Lettonie), Youth Delegate/Délégué jeunesse
- ▶ Huw Sherrard, (United Kingdom – Royaume Uni), Youth Delegate/Délégué jeunesse

Joint Council on Youth - Conseil mixte sur la Jeunesse

- ▶ Anja Olin Pape, Chair/Présidente
- ▶ Laurence Hermand, European Steering Committee for Youth/Comité directeur européen pour la jeunesse
- ▶ Larissa Nanning, Advisory Council on Youth/Conseil consultatif pour la jeunesse
- ▶ Nato Antia, Advisory Council on Youth/Conseil consultatif pour la jeunesse

Secretariat - Secrétariat

- ▶ Gabriella Battaini-Dragoni, Deputy Secretary General/Secrétaire Générale adjointe

Directorate of Communication - Direction de la communication

- ▶ Isabelle Kerdudo
- ▶ Ellen Wuibaux
- ▶ Candice Imbert
- ▶ Sandro Weltin
- ▶ Nigel Smith

Directorate General of Democracy - Directrice Générale de la démocratie

- ▶ Snežana Samardžić-Marković, Director General/Directrice Générale

Youth Department - Service de la jeunesse

- ▶ Antje Rothemund
- ▶ Rui Gomes
- ▶ Tina Mulcahy
- ▶ Florian Cescon
- ▶ Joanne Hunting
- ▶ Marta Medlinska
- ▶ Viktoria Karpatszki
- ▶ Sylvia Ivanova
- ▶ Céline Guth
- ▶ Sue Cross
- ▶ Marilyn Horst
- ▶ Marina Filaretova
- ▶ Marius Jitea
- ▶ Natalia Chardymova
- ▶ Laszlo Milutinovits
- ▶ Stefan Manevski
- ▶ Jackie Lubelli
- ▶ Estelle Glessinger
- ▶ Nina Kapoor
- ▶ Carol Valcher
- ▶ Théophile Bahl
- ▶ Robert Loux
- ▶ Jimmy Soppo-Din
- ▶ Jeanne Chiarizia Gendron
- ▶ Joanna Wyart Jesser
- ▶ Aurélie Roy
- ▶ Patrick Norlain
- ▶ Julien Bodot
- ▶ Roger Schaller
- ▶ Mehdi Patry
- ▶ Hamza Aarab
- ▶ Muriel Julien
- ▶ Sarah Walter
- ▶ Pascal Walter
- ▶ Nasera Kessour

Trainees - stagiaires

- ▶ Ariana Botti
- ▶ Bianca Deaconu
- ▶ Arthur Huy
- ▶ Margo Peter
- ▶ Kaan Sen
- ▶ Lara Stark
- ▶ Alexandra Streltsova
- ▶ Elodie Zegmout

Le programme de la semaine

Dimanche 7 juillet

Arrivée des participants

18h00 Activités de bienvenue au club de pétanque
Robertsau Contades

19h00 Dîner
Activités informelles pour faire connaissance

Lundi 8 juillet • NOS VIES

09h15 Rassemblement
Formalités d'inscription
Activités d'accueil

10h30 *Dialogue en marche* du Centre européen de la jeunesse au siège du Conseil de l'Europe - 70 pas pour les 70 ans du Conseil de l'Europe

- 11h30** Ouverture de la semaine au siège du Conseil de l'Europe (*Palais*)
- ▶ TMOIGNAGES PERSONNELS de jeunes participants d'*Enter!*
 - ALEX THOMAS et AMBER THOMAS, TR14ers Community Dance Charity, Royaume Uni
 - TOUILE ADIL et NAIMI ZAID, MOVE - Molenbeek Vivre Ensemble, Belgique
 - CARMEN DANIELA CHESNIOU et ADRIAN IONUT FLOREA, ADAPTO - Asociatia pentru Promovarea Egalitatii intre Tineri, Roumanie
 - ▶ GABRIELLA BATTAINI-DRAGONI, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe
 - ▶ GABRIEL ATTAL, Secrétaire d'État, Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse de France
 - ▶ NAWEL RAFIK-ELMRINI, Adjointe au maire de la

Ville de Strasbourg

- ▶ ANJA OLIN PAPE, Présidente du Conseil mixte pour la jeunesse

Échange entre les intervenants et les participants sur l'accès des jeunes aux droits sociaux aujourd'hui

12h45 Informations pratiques sur la semaine
Déjeuner

14h30 Notre vie - Les droits sociaux dans la vie des jeunes qui participent à la semaine
En groupes de travail

17h15 Feedback des groupes de travail

19h00 Dîner

20h30 Activités en soirée organisées par les participants

Mardi 9 juillet • NOTRE VIE - NOS DROITS

09h15 Ouverture de la journée au Palais

09h30 Premières idées sur le message de la semaine

10h15 Présentation des résultats préliminaires de l'examen de la recommandation *Enter!* avec MIGUEL ANGEL GARCÍA LÓPEZ, consultant

10h45 L'accès des jeunes aux droits sociaux aujourd'hui : le point de vue des jeunes et des animateurs de jeunesse

Groupes de discussion et groupes de travail sur les mesures proposées dans la recommandation.

1. Éducation et la formation
2. Emploi
3. Santé
4. Logement
5. Information et conseil
6. Sports, loisirs et culture
7. Non-discrimination

8. Rôle du travail de jeunesse et de l'éducation non formelle
9. Égalité entre les jeunes femmes et les jeunes hommes
10. Participation des jeunes
11. Lutte contre la ségrégation et l'isolement
12. Influence sur les politiques de jeunesse

12h45 Déjeuner

14h30 Poursuite des travaux de groupe

17h30 Fin des travaux sur le réexamen de la recommandation

19h30 Dîner

Soirée avec des activités informelles

Mercredi 10 juillet • NOS DROITS

09h15 Ouverture de la journée

09h45 Départ pour les centres de jeunesse et les organisations de jeunesse dans des quartiers de Strasbourg. Ateliers sur les droits sociaux et le travail de jeunesse, avec des jeunes locaux.

- A. Participation de la jeunesse au niveau local- au *Centre Socio-Culturel Neuhof, Neuhof*
- B. Participation de la jeunesse et démocratie, *Les Jeunes européens, Lieu d'Europe*
- C. Égalité des genres - avec *Les Petits Débrouillards, Petite France*
- D. Inclusion sociale et respect de la diversité culturelle - à la *Maison des Potes, Meinau*
- E. Éducation aux droits de l'homme et inclusion des jeunes réfugiés - à *Thémis, centre-ville*
- F. Travail local de jeunesse (reconnaissance et soutien) - au *Centre Socio-Culturel L'Escale, Robertsau*



- G. Résolution des conflits et prévention de la violence - au *Centre Socio-Culturel La Montagne Verte*, Montagne Verte
- H. Employabilité - au *Réseau Express Jeunes, Maison des Associations*, Krutenau
- I. Lutte contre le discours de haine - à l'Association LICRA, *Maison des Associations*, Krutenau
- J. La mobilité internationale des jeunes et son impact local - *VISA-AD*, Quartier de La Gare
- K. Le volontariat des jeunes - à l'*AMSED Association Migration, Solidarité et Échanges pour le Développement*, Esplanade
- L. Santé et modes de vie sains, *La maison des adolescents avec l'Association KAPTA*, Meinau
- M. Solidarité interculturelle et environnement - à l'*Association Apollonia*, Robertsau

16h30 Temps libre à Strasbourg
Dîner en ville

Jeudi 11 juillet • NOTRE EUROPE

09h30 Ouverture au Palais

09h45 Brève présentation du projet de conclusions de la revue *Enter!* et du Message au Conseil de l'Europe

10h15 Préparation du Message au Conseil de l'Europe et idées de suivi par les participants

12h45 Déjeuner

15h00 Séance de clôture au Palais

- ▶ Impressions sur la semaine
- ▶ Conclusions sur l'examen de la Recommandation *Enter!* et de la semaine par FLORENCE MOURLON, rapportrice
- ▶ Présentation du Message au Conseil de l'Europe et aux États membres par les participants

16h15 Pause musicale par l'orchestre de jeunes d'Irlande du Nord *YOUNG STRING ORCHESTRA AND BAND*

17h00 Interventions et conclusions des représentants institutionnels (hémicycle)

- ▶ LAURENCE HERMAND, Comité directeur européen pour la Jeunesse
- ▶ CARINA AUTENGRUBER, Présidente du Forum européen de la Jeunesse
- ▶ JEAN-BAPTISTE MATTEI, Représentant permanent de la France au Conseil de l'Europe, Président du Comité des Ministres
- ▶ SNEŽANA SAMARDŽIĆ-MARKOVIĆ, Directrice générale de la Démocratie, Conseil de l'Europe

17h45 Interventions de clôture par les participants
Photo de groupe

18h00 Réception à l'occasion de la Présidence française du Comité des Ministres

20h30 Dîner et Soirée festive « Garden Party. » au Lieu d'Europe

La recommandation en bref

Qu'est-ce que le Conseil de l'Europe ?

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Fondé en 1949, il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne, et célèbre cette année son 70e anniversaire.



Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

Le Conseil de l'Europe défend la liberté d'expression et la liberté des médias, la liberté de réunion, l'égalité et la protection des minorités. Il est à l'origine de campagnes sur des thèmes comme la protection de l'enfant, le discours de haine en ligne et les droits des Roms, la plus grande minorité d'Europe.

Le Conseil de l'Europe promeut les droits de l'homme par le biais de conventions internationales, comme

la Convention sur la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes et la violence domestique ou la Convention sur la cybercriminalité. Ses États membres n'appliquent plus la peine de mort.

Le Conseil de l'Europe est souvent confondu avec l'Union européenne (qui compte 28 pays membres). Si les deux organisations partagent les mêmes valeurs fondamentales – droits de l'homme, démocratie et État de droit – elles constituent néanmoins des entités bien distinctes dont les rôles diffèrent. Le Parlement européen, un des organes de l'Union européenne, est également situé à Strasbourg. Le drapeau européen adopté par l'UE a en réalité été créé par le Conseil de l'Europe en 1955 !

Qu'entend-on par droits sociaux ?

Tout être humain, du fait de son existence même, dispose de droits qui lui permettent de vivre dans la dignité : les droits de l'homme. Ils ont été transposés en mesures de protection et garanties incluses dans des dispositions juridiques et des politiques, que les autorités de chaque État doivent respecter.

Les droits sociaux font partie intégrante des droits de l'homme. Ils portent sur les besoins essentiels pour vivre dignement ainsi que sur nos manières de vivre et de travailler ensemble. Ils reposent sur l'idée d'égalité et visent à **garantir l'accès aux biens, aux services et aux chances essentiels d'un point de vue économique et social**. Ceux-ci doivent être décents, abordables, accessibles et adaptés aux besoins de chacun. Les États doivent s'efforcer de concrétiser les droits sociaux et veiller à ne pas affaiblir les droits déjà acquis.

« les droits sociaux sont des droits de l'homme »

« tous les droits sociaux s'appliquent aussi aux jeunes »

Les droits économiques et sociaux garantis par la Charte sociale européenne relèvent des domaines suivants :

- ▶ logement
- ▶ santé
- ▶ éducation
- ▶ emploi
- ▶ protection sociale
- ▶ intégration et participation
- ▶ non-discrimination

Ces droits existent sans discrimination fondée sur la " race ", la couleur, le sexe, la religion, les opinions politiques, l'ascendance nationale ou l'origine sociale.

La Charte sociale européenne garantit les droits des enfants et des adolescents à « une protection sociale, juridique et économique appropriée » en matière d'éducation, de santé, d'aide sociale, de logement, d'emploi, d'appartenance à une minorité et de qualité du service public.

Qui sont les « jeunes des quartiers défavorisés » ?

Les droits de l'homme s'appliquent à tous, mais certains groupes ou individus, notamment les plus vulnérables, rencontrent des difficultés particulières pour y accéder. C'est souvent le cas des jeunes de quartiers défavorisés, en particulier de ceux qui vivent dans la pauvreté. Les infrastructures, espaces publics et services, comme les écoles, les clubs de

sports et les hôpitaux, mis à leur disposition sont parfois trop loin, trop chers ou de mauvaise qualité. Leurs écoles peuvent être en sureffectif, les centres de jeunesse en mauvais état et les services de police en manque de personnel. Il en résulte alors une discrimination dans l'accès aux droits sociaux et aux droits de l'homme, non pas à cause de l'identité des jeunes, mais du lieu où ils vivent.

Imaginez un jeune qui ne peut pas suivre des études pour exercer le métier de son choix, qui ne bénéficie pas d'un accès internet quotidien en raison d'un coût trop élevé, qui ne peut pas inviter d'amis à manger chez lui, ou encore dont la famille subit un stress important à cause d'un chômage de longue durée ou de difficultés financières. Tout cela porte atteinte à sa santé physique et mentale et risque de l'empêcher de faire des études ou de trouver du travail.

Qu'est-ce qu'une recommandation ?

Une recommandation est un document du Conseil de l'Europe destiné aux gouvernements des États membres qui porte sur des questions relatives aux droits de l'homme, à la démocratie ou à l'État de droit. Une recommandation n'a pas de caractère contraignant mais fournit un cadre, des conseils et des propositions que les gouvernements peuvent mettre en place au niveau national.

Qu'est-ce que la recommandation *Enter!* ?

La recommandation *Enter!* a été adoptée en 2015 par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe pour remédier au fait que les jeunes de quartiers défavorisés sont plus exposés à toutes sortes de

risques, notamment à une mauvaise santé physique et mentale, à la toxicomanie, à l'automutilation, à la violence et à l'exclusion.

Cette recommandation s'adresse essentiellement aux gouvernements nationaux. Toutefois, comme elle porte sur la situation des jeunes de quartiers défavorisés, l'accent est principalement mis sur les politiques locales. La recommandation a été élaborée à partir de propositions formulées par des jeunes et des travailleurs de jeunesse participant au projet *Enter!*¹.

Que préconise-t-elle ?

La recommandation *Enter!* propose des mesures politiques dans divers domaines de la jeunesse, de l'éducation et de la politique sociale. La recommandation invite principalement les États membres, dans le but de prévenir et éradiquer la pauvreté, la discrimination, la violence et l'exclusion dont sont victimes les jeunes des quartiers défavorisés, à prendre des mesures pour, notamment :

- ▶ améliorer les conditions de vie des jeunes, par exemple en investissant dans des programmes d'éducation, de formation, d'orientation professionnelle, de soins de santé gratuits et de logement social ;
- ▶ renforcer l'attractivité et l'accès à des opportunités de formation professionnelle et « d'éducation de la deuxième chance » de qualité. Les jeunes parents (en particulier les jeunes mères) devraient être encouragés à poursuivre ou à reprendre des études ou à trouver un emploi ;

- ▶ améliorer l'accès des jeunes à un logement abordable, en prenant activement en considération les besoins spécifiques en matière de logement des groupes les plus vulnérables ;
- ▶ reconnaître que tous les jeunes doivent pouvoir accéder, sur un pied d'égalité, aux infrastructures publiques comme les bureaux de poste, les aires de jeux et les centres socio-culturels ;
- ▶ adopter des programmes de cours inclusifs, centrés sur l'apprenant et tenant compte des différences entre les femmes et les hommes, afin de faciliter l'accès des jeunes à une éducation adaptée à leurs besoins ;
- ▶ apporter un soutien actif aux initiatives des jeunes et de leurs organisations qui participent à la promotion de l'inclusion sociale et luttent contre la stigmatisation et les préjugés ;
- ▶ encourager les autorités responsables à valoriser le rôle de l'éducation non-formelle, des travailleurs et des organisations de jeunesse. Les professionnels du travail de jeunesse et les organisations qui offrent des possibilités d'apprentissage non-formel doivent notamment être soutenus ;
- ▶ améliorer l'accès public aux technologies de l'information et aux services de conseils et d'information adaptés aux besoins des jeunes.

¹ Recommandation CM/Rec(2015)3 sur l'accès des jeunes de quartiers défavorisés aux droits sociaux. Le texte intégral de la recommandation est disponible en dix langues sur le portail Internet du Service de la jeunesse du Conseil de l'Europe : www.coe.int/fr/web/youth/adopted-texts

« quartiers défavorisés : des lieux ou communautés dont les habitants subissent la pauvreté, la violence, l'exclusion et l'absence d'opportunités »

La recommandation *Enter!* souligne l'importance du dialogue entre les différentes autorités responsables au niveau local, régional et national. Généralement, les autorités locales et les travailleurs de jeunesse sont plus proches des communautés et comprennent mieux les besoins spécifiques des jeunes qui y vivent.

En outre, cette recommandation reconnaît que de nombreux jeunes de quartiers défavorisés souhaitent contribuer activement à l'amélioration de leur situation individuelle et à celle de leur communauté.

Qu'est-ce que le processus d'évaluation ?

Cinq ans après l'adoption de cette recommandation, le Conseil de l'Europe souhaite évaluer sa mise en œuvre par les gouvernements, les autorités locales ou les organisations de jeunesse. Des informations sont recueillies à partir :

- ▶ d'une étude de documents et de mesures politiques
- ▶ d'une enquête en ligne ouverte aux professionnels des politiques de jeunesse, aux travailleurs de jeunesse et aux jeunes en général
- ▶ des avis des participants à la Semaine de la jeunesse *Enter!*.

Les résultats seront utilisés pour définir les actions et orientations futures du Conseil de l'Europe et des États membres en matière de jeunesse, c'est pourquoi vos opinions et le récit de vos expériences sont particulièrement importants. Les résultats seront soumis au Conseil mixte pour la jeunesse et au Comité des ministres.

Autres ressources créés pour accompagner la recommandation



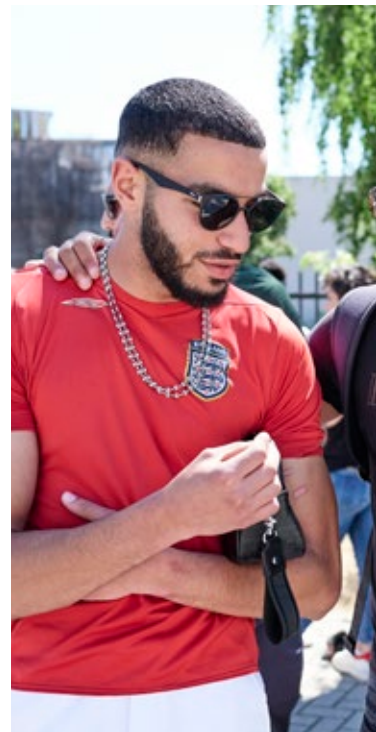
A prendre au sérieux :
www.coe.int/fr/web/enter/taking-it-seriously



Enter Dignityland :
www.coe.int/fr/web/enter/enter-dignityland-1

La semaine en quelques images...

























Tout être humain, du fait de son existence, dispose de droits qui lui permettent de vivre dans la dignité : les droits humains. Ils ont été transposés en mesures de protection et garanties incluses dans des dispositions juridiques et des politiques, que les autorités de chaque Etat doivent respecter. Les droits sociaux font partie intégrante des droits humains. Ils portent sur les besoins essentiels pour vivre dignement ainsi que sur nos manières de vivre et de travailler ensemble. Ils reposent sur l'idée d'égalité et visent à garantir l'accès aux biens, aux services et aux chances essentiels d'un point de vue économique et social. Ceux-ci doivent être décents, abordables, accessibles et adaptés aux besoins de chacun. Les États doivent s'efforcer de concrétiser les droits sociaux et veiller à ne pas affaiblir les droits déjà acquis.

En 2015 le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté une Recommandation sur l'accès des jeunes des quartiers défavorisés aux droits sociaux – CM/Rec(2015)3, aussi connue comme la Recommandation *Enter!* Cette Recommandation invite les États membres à prendre des mesures pour prévenir et éradiquer la pauvreté, la discrimination, la violence et l'exclusion dont sont victimes les jeunes des quartiers défavorisés.

Du 7 au 11 juillet 2019 la semaine de la jeunesse *Enter!* a rassemblé plus de 300 participant-e-s, jeunes travailleur-euse-s de jeunesse, représentant-e-s institutionnel-le-s, issu-e-s des 43 États membres du Conseil de l'Europe, ainsi que du Kazakhstan, du Canada, du Maroc et de la Tunisie. La rencontre avait pour objectif d'associer les jeunes au processus de révision de la mise en œuvre de la Recommandation *Enter!* cinq ans après son adoption. Au cours de la semaine, les jeunes ont partagé les réalités de leur vie et l'impact des droits sociaux sur celle-ci. Ils ont également mis en commun leurs aspirations et leurs demandes concernant l'avenir des droits sociaux et le rôle du Conseil de l'Europe dans un contexte aggravé par les menaces de la crise environnementale et climatique.

Cette publication retrace les moments les plus importants de la semaine et les conclusions des participant-e-s résumées dans un Message au Conseil de l'Europe d'où ressort une « conception commune de la vie digne dans une Europe inclusive et une planète viable ».

La semaine s'est inscrite dans les commémorations du 70^{ème} anniversaire et le programme de la Présidence française du Comité des Ministres, du Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.